

*Misère de la sociologie:
Nicos Poulantzas et le débat anglais sur la question
de l'État dans le Marxisme*

Benoit Legros

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences du programme de
maîtrise en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

Avril 2011

Table des matières

Table des matières	ii
Remerciements	v
Résumé et Mots Clés	vi
Introduction	1
Chapitre 1 Position du problème	10
1. Question générale	11
2. Revue de littérature.....	11
2.1 Certains débats dans le traitement marxiste de l'État	11
2.2 Trois traditions dans le traitement théorique marxiste de l'État	27
2.3 Conclusion	41
3. Question spécifique	42
4. Cadre théorique	43
4.1 Critique du néo-marxisme et marxisme ouvert.....	44
4.2 Marxisme ouvert, économisme et marxisme classique	47
4.3 Conclusion	52
5. Proposition de recherche et stratégie de vérification.....	54
Chapitre 2 Théorie des classes et lutte de classe chez Poulantzas	57
1. Cadre conceptuel de la sociologie poulantzassienne.....	58
1.1 Une sociologie structuro-fonctionnaliste	58
1.2 Corpus des classiques du marxisme.....	65
2. Structures et subjectivité.....	71
2.1 Séparation des pratiques et structures	74
2.2 Rapport entre pratiques et structures.....	80
3. Rapport entre lutte politique et lutte économique de classe: la question de l'instrumentalisme	84
3.1 Position du problème par Marx: « Classe en soi » et « Classe pour soi »	84
3.2 Remarques générales sur l'instrumentalisme.....	89
3.3 Rôle de l'État dans la lutte économique de classe	92
3.4 Retour sur le débat Wood/Harvey.....	95
3.5 Léninisme et instrumentalisme	106

Chapitre 3 Théorie de l'État chez Poulantzas	115
1. Définition et rôle de l'État	118
1.1 Surdétermination de la fonction politique	119
1.2 Effet d'isolement des classes dominées dans la lutte économique	121
1.3 Facteur d'unité et d'hégémonie des classes dominantes dans la lutte politique	122
2. Critique de la théorie de l'autonomie relative de Poulantzas	126
2.1 Remarques préliminaires	127
2.2 D'une situation historique de la lutte de classe à une autonomie fonctionnelle déterminée structurellement.....	128
2.3 <i>Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte</i>	135
2.4 Conclusion	144
Conclusion	151
Bibliographie	160

*Aux deux Adrien.
Au premier, dont la génération a
encore des échos dans le vide, et au
second, dont la génération profitera
de l'écho rapiécé.*

Remerciements

Je remercie chaleureusement ma directrice de thèse, Dalie Giroux, dont la direction compréhensive mais ferme a su m'orienter. Merci pour la liberté d'action sans laquelle ma bibliographie aurait été incomplète dès le début. Merci de créer dans le monde des espaces où l'esprit peut prendre le risque d'aller fouiller les endroits mal propres et peut-être en ressortir enrichi. C'est la richesse du *barrueco* enfouis sous une couche de *stainless* qui est mise à profit. La tradition, le renouveau et la science s'en portent mieux. Merci à Dalie et à tous mes professeurs rencontrés qui ont exigé la rigueur. Les choses sont ainsi faites que ceux qui exigent le plus sont ceux qui donnent le plus, et sont par conséquent en droit d'exiger.

Merci aux camarades qui travaillent à fournir, dans les pages du *LML*, un journalisme nouveau aux peuples du Québec et du Canada. Ce travail a été et restera un guide essentiel et une source d'inspiration.

Merci à la jeunesse étudiante du Québec qui a mené la bataille contre l'offensive du gouvernement Charest lors de la grève de 2005. Sans cette lutte, ma situation financière déjà précaire aurait été d'avantage compliquée.

Merci à Plume Latraverse dont les textes toujours justes et remplis d'espoir ont été mes meilleurs encouragements.

Merci à mes parents pour leur amour de parents. Merci pour le support inconditionnel et les encouragements soutenus. Merci à mon Père et ma Grand-mère Cécile, vous avez été mes premiers historiens et demeurez mes meilleurs.

Merci à Adrien d'avoir dormi 12 heures par nuit dès tes premiers mois. Merci pour ton imperturbable bonne humeur. La contribution de ton tempérament exceptionnel n'est pas négligeable.

Finalement, merci à Lisa, mon amoureuse, ma camarade, ma collègue, ma partenaire. Merci pour la division scientifique du travail parental. Merci d'aborder avec tant de sagesse tout acte de communication. Merci pour ton écoute, ton support inconditionnel, tes encouragements et tes coups de pied au cul. Merci pour les discussions éclairées et animées, et merci pour le partage d'idées.

À tous, merci.

Résumé

La présente thèse a pour objet de contribuer à l'évaluation critique de la sociologie poulantzassienne à l'intérieur du champ de la théorie marxiste de l'État. Dans le cadre d'une appréciation critique du *débat anglais*, nous chercherons à voir comment peut-on traiter de la sociologie poulantzassienne de l'État - en tant que fondement du néo-marxisme - sur la base d'une théorie marxiste de l'État qui intègre à la fois les acquis du marxisme ouvert et du marxisme classique. Plus précisément, le cadre théorique guidant l'évaluation critique s'articule autour des concepts d'instrumentalisme et d'économisme du marxisme classique, ainsi que la critique du fétichisme des relations sociales de production développée par le marxisme ouvert. Cet examen permet de conclure que le structuro-fonctionnalisme poulantzassien, fondé sur la séparation formelle des structures et de la pratique d'une part, et la séparation formelle du politique et de l'économique d'autre part, mène à une théorie de l'autonomie relative de l'État qui, en plus d'appauvrir la compréhension de phénomènes sociaux contemporains, rejette à l'arrière plan la subjectivité politique et, par le fait même, sème la confusion sur le terrain de la lutte de classe concrète.

Mots clés:

Marxisme; marxisme classique; marxisme ouvert; néo-marxisme; Nicos Poulantzas; théorie de l'État; autonomie de l'État; autonomie du politique; instrumentalisme; économisme; subjectivité.

Introduction

Les vapeurs nocives des gaz lacrymogènes lancés dans les rues de Québec au printemps 2001 ne sont toujours pas dissipées, pas plus que n'a été lavé le sang des Communards fusillés et qui souille depuis 1871 le mur des Confédérés à Paris. Depuis l'appel lancé par Karl Marx et Friedrich Engels en 1848, « Prolétaires de tous les pays, Unissez Vous! », au cri de bataille des altermondialistes d'aujourd'hui, « Un autre mode est possible! », toute une époque s'est écoulée. Pourtant, l'essence de ces luttes demeure: un mouvement de lutte de l'humanité pour l'affirmation de son droit d'être.

Les gaz lacrymogènes et les balles s'abattant sur les Communards ne sont pas tombés du ciel. Ces instruments de répression ont été maniés de main d'hommes. Ni *la main de Dieu*, ni *la main invisible du marché* ne sont à l'œuvre dans la lutte acharnée pour réprimer le mouvement d'émancipation des peuples du monde. Lénine disait de l'œuvre de Marx: « Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets [...], Marx découvrit des rapports entre hommes. »¹ Cette contribution du marxisme est un héritage important pour la science sociale. Dans le domaine politique, l'activité humaine vise la compréhension des phénomènes sociaux dans le but de maîtriser ces derniers. Pour la lutte de l'humanité pour son droit d'être, le fait de voir dans les rapports sociaux des rapports entre les hommes plutôt que des rapports entre les choses est tout aussi important que ne l'est pour la navigation spatiale le fait de voir dans les rapports entre les astres des rapports entre masses régis par la loi de l'attraction plutôt que des rapports fixes, fixés par la volonté des dieux de l'Olympe.

Au niveau de la lutte pour l'émancipation de l'humanité, il est central de pouvoir identifier quels sont les instruments maniés par la main de l'homme, sans toutefois

¹ LÉNINE Vladimir I., 1977 (1913a), « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », dans *Œuvres* tome 19, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 16.

oublier qu'il s'agit d'instruments et que le mouvement qui les anime n'est pas le leur. Dans les rapports entre les hommes, l'État joue un rôle de premier plan. Plus précisément, l'État *est* un rapport entre les hommes dans la lutte entre le statut quo et l'affirmation du droit d'être de l'humanité. Pourtant, au dire de certains courants dominants de la science sociale actuelle, il semble qu'entre les batailles du XIX^e siècle et celles d'aujourd'hui, une autre main soit apparue pour masquer le travail de la main de l'homme: *la main invisible des structures*. À l'occasion d'une conférence donnée par Michel Foucault le 22 février 1969, Lucien Goldmann lançait à Jacques Lacan, à propos des événements de mai 1968: « Vous avez vu, en 68, vos structures. [...] Ce sont les gens qui étaient dans la rue! ». La réponse de Lacan est foudroyante: « S'il y a quelque chose que démontre les événements de Mai, c'est précisément la descente dans la rue des structures! ».²

Nous n'allons pas ici faire le procès du structuralisme, pas plus que nous n'allons nous intéresser à son histoire, sa montée fulgurante dans les décennies d'après-guerre puis sa chute brutale vingt ans plus tard.³ Ce qui nous occupe, c'est la présence, dans certains courants dominants des théories de l'État, de la *main invisible des structures*.

Notre point de départ, ce sont les gaz lacrymogènes lancés dans les rues de Québec en 2001. Ce printemps 2001 a été pour le Québec ce que les manifestations de Seattle de 1999 ont été pour l'ensemble des peuples du monde: un nouveau départ. Seattle est généralement considéré comme le début de la vague de grandes manifestations altermondialistes où s'est exprimée l'opposition populaire au néolibéralisme et à la globalisation. Cette expérience concrète de luttes de résistance à

² DOSSE François, 1992, *Histoire du structuralisme - Tome 2: Le Chant du cygne 1967 à nos jours*, Paris: Éditions La Découverte, p. 147.

³ DOSSE François, 1991-1992, *Histoire du structuralisme*, 2 tomes, Paris: Éditions La Découverte.

ces derniers développements du capitalisme suscite des questions et exige des réponses quant à l'exercice du pouvoir. Pour clarifier notre posture, notre point de départ, voici une anecdote prise dans la foulée des manifestations d'opposition au Sommet des Amériques et au projet de ZLÉA.

Quelques semaines avant la tenue du Sommet, une manifestation avait été organisée devant l'édifice du ministère des Affaires étrangères du Canada à Ottawa. Il s'agissait d'une « perquisition citoyenne » des « documents secrets » servant de base aux négociations. La ZLÉA devait créer un espace commercial regroupant l'ensemble des États des Amériques, exception faite de Cuba. La nature précise de cette entente commerciale n'avait toujours pas été divulguée à quelques jours près de la tenue du Sommet. Les Affaires étrangères canadiennes refusaient de rendre public l'entente de principe devant servir de base aux négociations. Une manifestation avait donc été organisée pour aller directement au ministère des Affaires étrangères perquisitionner ces documents afin de les rendre public de façon à permettre leur analyse et la discussion la plus large possible.

Ce qui ressort de cette histoire, c'est le caractère très concret de la bataille qui se menait. Sur place, il y avait des syndiqués qui craignaient pour l'avenir de leur emploi et voulaient voir de leurs yeux les modalités de l'entente afin de discuter avec leurs pairs du bien-fondé de la zone de libre échange. La question du pouvoir politique et son importance pour la défense des intérêts économiques des travailleurs se posait de façon très concrète. Il y avait là des travailleurs en quête d'influence et de contrôle sur leur vie. Cette démarche faisait face à des obstacles clairement identifiables: un système politique qui les marginalisait du pouvoir souverain, et de façon encore moins abstraite, une

clôture et un cordon d'agents anti-émeute de la GRC qui les séparaient physiquement des « documents ». Plutôt que de faciliter le processus et l'exercice du pouvoir souverain des travailleurs, l'État érigeait des barrières, dont une que l'on pouvait toucher...

Il est souvent fait référence à la tristement célèbre clôture qui encerclait le Vieux-Québec durant le Sommet. Celle qui séparait les travailleurs des documents devant le ministère des Affaires étrangères nous semble plus particulièrement significative dans la mesure où il y avait une réelle bataille des travailleurs *pour* le pouvoir d'influencer leur vie. Il ne s'agissait pas là d'opposition abstraite à l'État, à ces plans, au « pouvoir ». Pour prendre le contre-pied de l'expression de John Holloway, il ne s'agissait pas seulement d'une lutte de *l'anti-pouvoir*.⁴ Pour les travailleurs présents cette journée-là, la relation entre les différents intérêts économiques et le pouvoir politique se présentait clairement. Le problème de l'exercice du pouvoir souverain et sa relation à l'État se posait concrètement.

Si le point de départ est les rues gazées de Québec et que l'objectif est le pouvoir politique, la route de Québec devient soudainement celle d'Ottawa. Dans la bataille concrète *contre* le capitalisme, la lutte *pour* le pouvoir politique apparaît inévitablement. La route de Porto Allègre devient soudainement celle de La Havane, Caracas ou Washington. Au bout du compte, quelqu'un doit finir quelque part par apposer sa signature au bas du « document » ... ou pas.

C'est sur la base de cette expérience qu'est venu l'intérêt d'analyser le rôle de l'État dans la période actuelle d'offensive néolibérale et de globalisation. Nous nous intéresserons à la théorie marxiste de l'État et ses développements contemporains. Plus

⁴ HOLLOWAY John, 2007 (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris: Éditions Syllepse ; Montréal: Lux éditeur, p. 44 et suivantes et 64-65.

précisément, nous aborderons le *débat anglais* qui anima l'Angleterre durant les années 1970 et 1980 - bien que certains éléments importants du débat aient pris naissance en Allemagne et, dans une certaine mesure, en France et même dans la Russie soviétique des années 1920.

Le premier chapitre sera consacré à poser les balises de l'enquête et en établir les paramètres. Dans un premier temps, nous procéderons à une brève revue de littérature afin de dégager les grandes lignes des principales discussions qui ont actuellement cours dans le champ de la théorie marxiste de l'État. Bien que non exhaustif, ce survol nous permettra d'identifier un certain nombre de choses. D'abord, nous verrons qu'il existe plusieurs débats quant à la nature et au rôle de l'État dans la période actuelle. Deuxièmement, nous serons à même de constater que ces débats renvoient à différentes conceptions de l'État et du politique qui sont portées par différentes traditions dans le marxisme. Ces traditions, pour la période qui nous occupe, sont au nombre de trois: un marxisme classique, un néo-marxisme et un marxisme ouvert. Ce sont ces trois traditions qui sont à l'œuvre dans le *débat anglais*. Notre revue de littérature nous aura également permis d'identifier l'importance du néo-marxisme, notamment à travers l'influence non négligeable que continue d'exercer la sociologie de Nicos Poulantzas. Du même souffle, les débats contemporains, notamment celui entre David Harvey et Ellen Meiksins Wood et les différentes polémiques entre marxistes ouverts et néo-marxistes, mettent en lumière certains problèmes, tant théoriques que pratiques, que suscitent la sociologie poulantzassienne de l'État et le néo-marxisme qu'elle sous-tend.

Sur la base de ces constats, nous nous intéresserons à la sociologie poulantzassienne en tant que pilier central du traitement néo-marxiste de l'État. La

contribution de cette approche sera évaluée de façon critique, notamment en ce qui concerne le problème de la subjectivité politique. Plus précisément, nous chercherons à voir comment peut-on traiter de la sociologie poulantzassienne de l'État sur la base d'une théorie marxiste de l'État qui intègre à la fois les acquis du marxisme ouvert et du marxisme classique.

Le premier chapitre s'acquittera, dans une deuxième partie, de l'élaboration du cadre théorique devant guider notre enquête. Ce cadre théorique procède de l'exploration de certains débats contemporains au sein du champ de la théorie marxiste de l'État et les acquis du marxisme classique et du marxisme ouvert qui en ressort. Plus spécifiquement, nous allons mobiliser les concepts d'instrumentalisme et d'économisme du marxisme classique, ainsi que la conception des relations sociales de productions, et le fétichisme de ces dernières, développée par le marxisme ouvert.

Le deuxième chapitre cherche à comprendre et évaluer la théorie poulantzassienne des classes et de la lutte de classe. Les grandes lignes de son appareil conceptuel seront présentées dans un premier temps. Ensuite, nous aborderons le problème - crucial pour notre enquête - du rapport entre structures et subjectivité. Nous suivrons Poulantzas de près dans l'utilisation qu'il fait des textes de Marx et Lénine pour mobiliser le concept de *conjoncture* et établir la séparation formelle entre pratiques et structures afin de critiquer la conception économiste et subjectiviste des classes et de la lutte de classe. Le deuxième chapitre se poursuit dans une dernière section où l'on questionnera la séparation formelle qu'établit Poulantzas entre lutte politique de classe et lutte économique de classe. Notre examen des références à Marx et Lénine qu'utilise le sociologue nous amènera plutôt à réévaluer le rapport entre lutte de classe politique et

lutte de classe économique sous l'angle de l'instrumentalisme. Cela nous permettra, entre autres, de mieux évaluer le rôle de l'État dans la lutte économique de classe, contrairement à ce que permet la séparation poulantzassienne entre structures et pratiques et celle entre politique et économique. Cela sera illustré en prenant pour exemple le débat entre David Harvey et Ellen Meiksins Wood où le structuralisme de celle-ci s'oppose à l'instrumentalisme de celui-là et limite l'analyse du rôle économique de l'État dans le contexte actuel d'offensive néolibéral et de globalisation.

Le troisième et dernier chapitre évaluera pour sa part la théorie poulantzassienne de l'État à proprement parler. Cette théorie est sous-tendue par les éléments qui auront été présentés au chapitre 2. Dans une première section, nous élaborerons la définition de l'État donnée par Poulantzas en présentant de façon succincte les principales fonctions de l'État. Il sera question de la surdétermination de la fonction politique de l'État, de sa fonction d'effet d'isolement des classes dominées dans la lutte économique et de sa fonction facteur d'unité et d'hégémonie des classes dominantes dans la lutte politique. La dernière section du chapitre évaluera de façon critique la façon dont Poulantzas tente d'asseoir sa théorie de l'autonomie relative de l'État en la rattachant aux analyses de Marx portant sur le Second Empire. En examinant *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et, dans une moindre mesure, *La Guerre civile en France*, nous concluons, contrairement à Poulantzas, qu'il n'y a là aucune trace d'une théorie de l'autonomie comme trait caractéristique du type capitaliste d'État. Nous y voyons plutôt l'analyse profondément habile d'une situation de lutte de classe complexe. Bien qu'il s'agisse là de l'analyse d'une situation historique particulière et qu'il nous semble douteux d'y voir une théorie générale du type capitaliste d'État, nous soulignons comment certains passages

clés procèdent à une critique de la forme parlementaire de l'État bourgeois en soulignant les contradictions qui lui sont inhérentes. Plutôt que vers une théorie de l'autonomie basée sur une conception statique de l'État, nous pensons que ces réflexions sur les contradictions du parlementarisme doivent plutôt être développées vers une conception dynamique de l'État où ce dernier doit constamment contrer, par la lutte de classe, l'état de crise qui lui est propre.

Chapitre 1

Position du problème

*La compréhension requiert la participation consciente
de l'individu, l'acte de découvrir.*

H. Bains

1. Question générale

Comment se pose le problème de l'État dans le marxisme contemporain?

2. Revue de littérature

À l'intérieur même du corpus marxiste des analyses de l'État dans le contexte du néolibéralisme et de la globalisation, les constats sont divergents et portent sur un nombre assez varié de thèmes. Nous esquisserons ici un très bref tableau, assez schématique, des différentes positions portant sur différents aspects du rôle, de la place et de la forme de l'État dans la période actuelle. La bibliographie que nous proposons est loin d'être exhaustive, nous ne mentionnerons que les principales références aux différents courants.

2.1 Certains débats dans le traitement marxiste de l'État

Sur la forme de l'État, la thèse de l'émergence d'un État global s'oppose à la thèse d'un système interétatique. Parmi d'autres, William I. Robinson et Jerry Harris¹ soutiennent que l'internationalisation des marchés entraîne le développement d'une classe capitaliste transnationale (*transnational capitalist class*, TCC²) à laquelle correspond le développement d'un État transnational (*transnational state*, TNS). Dans un article de 2001, William explique:

Specifically, I call for a return to a historical materialist conception of the state, and on this basis explore three interrelated propositions: 1) economic globalization has its counterpart in transnational class formation and in the emergence of a transnational state (hence forth, TNS) that has been brought into existence to function as the

¹ ROBINSON William I. et HARRIS Jerry, 2000, « Towards a Global Ruling Class? Globalization and the Transnational Capitalist Class », *Science and Society*, vol. 64, n° 1, p. 11- 55; voir également ROBINSON William I., 2001a, « Social Theory and Globalization: The Rise of a Transnational State », *Theory and Society*, vol. 30, n° 2, p. 157-200.

² Sur le concept de classe capitaliste transnationale (TCC), voir aussi SKLAIR Leslie, 2001, *The transnational capitalist class*. Oxford, Blackwell, 335 p.

collective authority for a global ruling class; 2) the nation-state is neither retaining its primacy nor disappearing but becoming transformed and absorbed into this larger structure of a TNS; 3) this emergent TNS institutionalizes a new class relation between global capital and global labor.³

L'article de William et Harris a été discutée par plusieurs à l'occasion d'un symposium dans les pages de la revue *Science and Society*.⁴ On peut notamment y lire la critique de Robert Went:

To conclude, the acceleration of the internationalization of capital that has taken place since the end of the postwar expansion has not been paralleled by a similar internationalization of state functions. The idea that nation-states will disappear in the foreseeable future is therefore mistaken: states are not dying but changing. But neither will the present situation last. The disconnection between the increasing globalization of capital and the lukewarm internationalization of states and state functions is a major flaw of today's global economy, and attempts at reorganization are therefore inevitable. But since there are many conflicts of interest and problems of legitimacy, the outcome is not predetermined: three models — *a transnational state*, *US dominance*, and *continuing competition among blocs* — are for the moment equally (un)likely.⁵

En dehors de ce débat précis dans les pages de *Science and Society*, d'autres auteurs, tels que Peter Burnham⁶ et Ellen Meiksins Wood, considèrent également que le

³ ROBINSON (2001a), op. cit., p. 158.

⁴ *Science and Society*, vol. 65, n° 4, 2001, p. 464-508, « Communications: The Transnational Ruling Class Formation Thesis: A Symposium »: MANN Michael, « Globalisation Is (Among Other Things) Transnational, International, and American », p. 464-469; ARRIGHI Giovanni, « Global Capitalism and the persistence of the north-south divide », p. 469-476; MOORE Jason W., « Capital, Territory, and Hegemony Over The *Longue Durée* », p. 476-483; WENT Robert, « Globalization: Toward a transnational state? A skeptical note », p. 484-491; VAN DER PIJIL Kees, *Globalisation or Class Society in Transition?*, p. 492-500; ROBINSON William I., 2001b, « Global Capitalism and Nation-State-Centric Thinking – What We Don't See When We Do See Nation-States: Response to Critics », p. 500-508.

⁵ WENT (2001), op. cit., p. 489-490.

⁶ Voir entre autre: BURNHAM Peter, 1997, « Globalisation: States, markets and class relations », *Historical Materialism*, vol. 1, n° 1, p. 150-160; BURNHAM Peter, 2006 (1999), « The politics of Economic Management in the 1990' », dans BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), (2006a), *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 91-110; BURNHAM Peter, 2006 (1991), « Neo-gramscian Hegemony and International Order », dans BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), (2006a), *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 28-44.

système d'États-nations inter-reliés n'a pas subi de telles mutations et demeure toujours ce qui remplit les fonctions de l'État capitaliste. Dans *Empire of capital*, Wood déclare: « The political form of globalization is again, not a global state but a global system of multiple local states, structured in a complex relation of domination and subordination. »⁷ Le rôle des différents États-nations et leurs relations conflictuelles demeurent également central pour Burnham. « My starting point therefore is that global capitalism is still structured as an antagonistic state system, and that many of the changes which characterise the global political economy are introduced by states in an attempt to solve problems that have their roots in labour/capital conflict. »⁸

Burnham qualifie le système interétatique de *système antagoniste*. On touche ici à un second débat sur l'État dans la littérature marxiste contemporaine. On voit comment la thèse de l'émergence d'un TNS est très liée à celle de l'internationalisation de la classe capitaliste. Une telle internationalisation de la classe capitaliste suggère une internationalisation des classes et des relations de classe à proprement parler. Le développement d'une TCC sous-entend également l'harmonisation de celle-ci et par conséquent la fin des rivalités inter-capitalistes. En ce qui concerne les rivalités et les guerres inter-impérialistes, la thèse de l'émergence d'une TCC mène à penser que celles-ci sont choses du passé. C'est sur cette base que certains suggèrent que la période actuelle aurait vu apparaître une forme d'*ultra-impérialisme*⁹, tel que conçu par Karl Kautsky et critiqué par Lénine. En 1914, Kautsky proposait qu'avec le développement

⁷ WOOD Ellen Meiksins, 2005 (2003), *Empire of capital*, London: Verso, p. 20.

⁸ BURNHAM (1997), op. cit., p. 150.

⁹ BROMLEY Simon, 2003, « Reflections on *Empire*, Imperialism and United States Hegemony », *Historical Materialism*, vol. 11, n° 3, p. 17-68; CASTEL Odile, 1999, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation » dans, DUMÉNIL Gérard et LÉVY Dominique (dir.), *Le triangle infernal: Crise, mondialisation, financiarisation* - Actes du Congrès Marx international II, Paris: Presses universitaires de France, p.121-139.

des cartels sur la scène internationale, la coopération pourrait remplacer la compétition entre les différents capitalismes nationaux.

"Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il ne serait pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme", c'est-à-dire de super-impérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de cessation des guerres en régime capitaliste, une phase "d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale."¹⁰

« [L]’ultra-impérialisme est-il possible ou bien est-ce là une ultra-niaiserie? », demandera Lénine.¹¹ C’est, entre autres, la question à laquelle Simon Bromley a tenté de répondre. « In an interimperialist world [impérialisme compétitif tel que conçu par Lénine], one imperialism gains at the expense of another, even as both exploit the periphery; in an ultra-imperialist world [impérialisme coopératif tel que conçu par Kautsky], each gains by co-operating with the other, even if the sharing of the gains is uneven. »¹² Bromley pose la question autrement en proposant les concepts de *pouvoir distributif*, propre au monde inter-impérialiste, et de *pouvoir collectif*, qui renvoie à l’ultra-impérialisme.

Distributive power is the capacity of one party to get another to comply with its goals, power relations are hierarchical relations of super- and sub-ordination: there is a given distribution of power in which some have more at the expense of others having less, and power operates by imposing costs on others (or by means of a credible threat to do so). And, secondly, there is what I will call collective power. This is the notion of power implicit in the idea that states have common interests that can be advanced by forms of co-operation. Collective power is a property of a group of co-operating actors, in which the total ability to effect favorable outcomes is

¹⁰ KAUTSKY Karl, *Die Zeue Ziet*, vol. 32, n° 2, 11 septembre 1914, p. 921 et Ibid., vol. 33, n° 1, 30 avril 1915, p. 144, cité et commenté par LÉNINE Vladimir I., 1976 (1916), *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres* tome 22, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 292.

¹¹ LÉNINE (1916), op. cit., p. 292.

¹² BROMLEY (2003), op. cit., p. 26.

increased, over and above that which could be achieved by each acting independently. Collective power works, not by imposing costs on some, but by producing gains for all. This is the notion of power implicit in the idea that hegemony is a pole of attraction, that there are benefits in co-ordinating multiple poles of capitalist power, and that international order is basically ultra-imperialist.¹³

Ainsi, dans le cadre de l'ultra-impérialisme, les différents États sous le leadership de l'hégémon acceptent librement de coopérer entre eux. Il se peut cependant que la coopération soit forcée par l'hégémon. Il apparaît alors une troisième catégorie, le super-impérialisme, une catégorie médiane où l'absence de compétition et la coopération sont forcées, imposées par l'utilisation du pouvoir distributif de l'hégémon. Bref, les relations inter-impérialistes sont caractérisées par la compétition et l'utilisation du pouvoir distributif; l'ultra-impérialisme résulte de la coopération et de l'utilisation d'un pouvoir collectif¹⁴; alors que le super-impérialisme apparaît lorsque l'hégémon impose la coopération par l'utilisation de son pouvoir distributif.¹⁵

Après la Guerre froide, Peter Gowan est de ceux qui considèrent les États-Unis comme une puissance super-impérialiste. Il avance que la politique étasunienne d'après 1989 consiste à profiter du moment unipolaire pour restructurer l'économie internationale afin de favoriser les intérêts américains. Cela n'est possible que grâce à la superpuissance militaire étasunienne qui demeure inégalée et inégalable. « This military dominance is what imposes unity on the capitalist world, "whose empire is guarded not by any supra-state authority, but by a single hegemon". »¹⁶ Contrairement à Gowan, Peter Green continue à parler de coopération à l'intérieur du bloc atlantique et rejette

¹³ Ibid., p. 27.

¹⁴ Ibid., p. 26.

¹⁵ Ibid., p. 32-33.

¹⁶ GOWAN Peter, 2001, « Neoliberal Cosmopolitanism », *New Left Review*, deuxième série, vol. 2, n° 11, p. 81 cité par BROMLEY (2003), op. cit., p. 33.

l'idée d'un super-impérialisme étasunien.¹⁷ Cependant les thèses de l'ultra-impérialisme et du super-impérialisme, en ce qui concerne le monde de l'après-Guerre froide, ne tiennent pas compte, d'une part, de la chute d'un camp socialiste menaçant directement le monde capitaliste, et, d'autre part, de l'émergence de nouveaux pôles d'accumulation capitaliste qui, selon la conception léniniste, peut générer des conflits inter-impérialistes.

Concernant la place et le rôle des guerres impérialistes¹⁸, la thèse de l'obsolescence des guerres impérialistes s'oppose à la thèse de la mutation des guerres impérialistes. En 2000, Leo Panitch relançait les débats concernant l'impérialisme en proposant un concept de *nouvel impérialisme*.¹⁹ S'inspirant des travaux de Nicos Poulantzas, Panitch avance que l'impérialisme n'est plus basé sur la coercition et le pouvoir militaire comme ont pu l'être les liens coloniaux du passé. « In developing his critique of the ideology of globalization, Poulantzas was above all concerned to trace the contours of a new epoch of American global dominance, entailing a new type of non-territorial imperialism, implanted and maintained not through direct rule by the metropolis, nor even through political subordination of a neo-colonial type, but rather through the "induced reproduction of the form of the dominant imperialist power within each national formation and its state." »²⁰

L'obsolescence des guerres impérialistes et la thèse du développement de formes non coercitives de domination peuvent être rattachées aux conceptions néo-gramsciennes

¹⁷ GREEN Peter, 2002, « "The Passage from Imperialism to Empire": A Commentary on *Empire* by Michael Hardt and Antonio Negri », *Historical Materialism*, vol. 10, n° 1, p. 29-77 cité par BROMLEY (2003), op. cit., p. 34.

¹⁸ Entre grandes puissances et « périphérie », à ne pas confondre avec les guerres inter-impérialistes qui ont lieu entre grandes puissances.

¹⁹ PANITCH Leo, 2000, « The new imperial state », *New Left Review*, deuxième série, n° 2, p. 5-20.

²⁰ Ibid., p. 9.

des relations internationales telles qu'instituées par Robert Cox.²¹ L'obsolescence des guerres impérialistes sera contestée par Ellen Meiksins Wood, entre autres, avec son concept de guerre infinie (*infinite war*): « total and infinite war - not necessarily continuous war but war indefinite in its duration, objectives, means and spatial reach ».²² Plutôt que de disparaître, les guerres impérialistes se seraient transformées. De différentes façons, cette guerre infinie sert, en dernière instance, à policer le réseau global d'États locaux de manière à assurer la stabilité et les conditions nécessaires à la circulation et à l'accumulation du capital sur le marché global. Comme elle le mentionne: « The imposition of economic imperatives can be a very bloody business. »²³ Reste à savoir dans quelle mesure ce rôle policier de la coercition militaire a remplacé la domination et l'appropriation « traditionnelle » de colonies.

Wood est également au centre d'un autre débat important dans la littérature marxiste contemporaine traitant de l'État. Il s'agit d'une polémique entre elle et David Harvey concernant le rôle de l'État par rapport aux formes contemporaines d'appropriation de capitaux. Une section entière est consacrée à ce débat dans le chapitre suivant. Nous nous permettrons tout de même quelques mots pour en tracer les contours.

Tout récemment, dans les pages de la revue *Historical Materialism*, la thèse de l'obsolescence du rôle de l'État dans l'appropriation de capitaux, défendue par Ellen Meiksins Wood, s'est opposée aux idées que défend David Harvey sur la base de son concept d'*accumulation par dépossession*.²⁴ David Harvey reprend les travaux de

²¹ COX Robert W., 1983, « Gramsci, Hegemony and International Relations: an Essay in Method », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 12, n° 2, p. 162-175.

²² WOOD (2003), op. cit., p. 151.

²³ Ibid., p. 153.

²⁴ En 2006, *The New Imperialism* de David Harvey était l'objet d'un symposium dans les pages d'un numéro spécial d'*Historical Materialism* auquel avait contribué, entre autres, Ellen Meiksins Wood. L'année suivante, c'est au tour de l'ouvrage de cette dernière, *Empire of Capital*, d'être l'objet d'un

Rosa Luxemburg pour souligner le double caractère de l'accumulation capitaliste.²⁵ L'accumulation dans le cadre de la reproduction élargie concerne l'extraction de plus-value qui a lieu sur le marché dans la relation entre capitaliste et ouvrier, et revêt donc une forme exclusivement économique. L'autre forme d'accumulation, que Harvey nomme accumulation par la dépossession, est une appropriation pure et simple par la force brute, c'est-à-dire par des moyens extra économiques.²⁶ Le concept d'accumulation par la dépossession provient de la description de l'accumulation primitive que fait Marx dans la section 8 du premier livre du *Capital*.²⁷ Harvey prétend que ce processus a lieu tout au long de l'histoire du développement du capitalisme et non pas seulement lors de sa genèse au cours de la formation originelle du capital.²⁸ Comme l'indique Brenner, il s'agit pour Harvey d'un mécanisme permettant de contrer les crises cycliques du capitalisme.²⁹

Wood critique ce concept d'appropriation par la dépossession. Elle reprend là où Harvey commence, c'est-à-dire de l'accumulation primitive chez Marx. L'essentiel de l'argument est que le processus d'accumulation primitive en est un de transformation sociale plutôt que d'accumulation de capital.

This dispossession was significant not simply because it allowed for a concentration of wealth in the hands of larger proprietors, which they could then re-invest, but because it created a new social relation between appropriators and producers which

symposium auquel a participé, bien entendu, David Harvey. Voir: *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, 2006; *Historical Materialism*, vol. 15, n° 3, 2007; WOOD (2003), op. cit.; HARVEY David, 2003, *The new imperialism*, Oxford, New York: Oxford University Press, 275 p.

²⁵ HARVEY (2003), op. cit., p. 176.

²⁶ Ibid., p. 137.

²⁷ MARX Karl, 1976 (1867), « L'accumulation primitive », dans MARX Karl, 1976 (1867), *Le Capital Livre 1: Le Développement de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, p. 517-566; [Marx, *Capital 1*, sec.8].

²⁸ HARVEY (2003), op. cit., p. 144.

²⁹ BRENNER Robert, 2006, « What Is, and What Is Not, Imperialism? », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 79.

imposed new imperatives and new 'rules for reproduction' on them, including a growing *compulsion* to reinvest surpluses to maximize profits, in particular by enhancing labour productivity. The origin of capitalism is not rooted in the concentration of wealth. It has to do with the imposition of market imperatives, often by coercive means and always by painful social transformations.³⁰

De la même façon, pour l'impérialisme, ce qui est significatif, et « proprement capitaliste », ce n'est pas le pillage brut et l'appropriation de capital, c'est l'expansion et l'imposition des impératifs du marché. L'État ne sert qu'à imposer et maintenir ces impératifs. Une fois ces impératifs établis, ils suffisent à eux seuls à générer la reproduction élargie du capital et son accumulation. « To be sure, theft, fraud and violence continue; but what enables capital to exploit economies throughout the globe in its own distinctive ways is the subjection of ever more spheres of human life everywhere to market-dependence and the imperatives that go with it. That is what dispossession under capitalism is fundamentally about. »³¹ Nous aurons l'occasion de revenir longuement sur le débat Wood/Harvey.

Nous terminons notre tour d'horizon en quittant le terrain *économique*. Les débats mentionnés ci-haut ont tous pour origine les mutations économiques contemporaines que sont le néolibéralisme et la globalisation. Mais ces développements récents ont également trouvé écho dans des considérations plus *politiques* voir même philosophiques. Il s'agit de penser une nouvelle forme de souveraineté en dehors de la conception moderne qui associe la *souveraineté du peuple* ou de la *nation* à la forme politique moderne de *l'État-nation*. Sur la trame de fond que constituent les mutations économiques actuelles, une nouvelle forme de souveraineté aurait émergé. Dans *Empire*,

³⁰ WOOD Ellen Meiksins, 2006, « Logics of Power: A Conversation with David Harvey », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 20.

³¹ *Ibid.*, p. 21.

Antonio Negri et Michael Hardt suggèrent que l'Empire est la nouvelle forme politique propre à cette nouvelle forme de souveraineté.

Il est vrai que, avec les progrès du processus de mondialisation, la souveraineté des États-nations, tout en restant largement effective, a progressivement décliné. [...] Même les États-nations prédominants ne doivent plus être considérés comme des autorités suprêmes et souveraines [...]. Notre hypothèse fondamentale est que la souveraineté a pris une forme nouvelle, composée d'une série d'organismes nationaux et supranationaux unis sous une logique unique de gouvernement. Cette nouvelle forme mondiale de souveraineté est ce que nous appelons l'Empire. [...] C'est un appareil *décentralisé* et *déterritorialisé* de gouvernement [...]. Les États-Unis ne constituent pas le centre d'un projet impérialiste; et en fait, aucun État-nation ne peut le faire aujourd'hui. L'impérialisme c'est terminé.³²

Bien que l'Empire constitue la nouvelle forme de pouvoir politique permettant la reproduction de la domination du capital, son émergence serait un pas en avant car la nouvelle forme de souveraineté qui lui est propre est plus propice à l'émancipation que la forme plus ancienne propre à la modernité.

Même si nous reconnaissons tout cela, nous persistons à affirmer que la construction de l'Empire est un pas en avant pour se débarrasser de toute nostalgie envers les anciennes structures de pouvoir qui l'ont précédé et refuser toute stratégie politique impliquant le retour à ce vieux dispositif – comme de chercher à ressusciter l'État-nation pour se protéger contre le capital mondial. Nous prétendons que l'Empire est meilleur, de la même façon que Marx affirmait que le capitalisme était meilleur que les formes de société et les modes de production qui l'avaient précédé.³³

Si la souveraineté sous l'Empire est un pas en avant, c'est qu'elle dissout la souveraineté de l'État-nation moderne. Cette dernière est issue du projet des Lumières que critiquent Hardt et Negri. Les auteurs pensent la *modernité comme crise*, et la forme de souveraineté moderne de l'État-nation telle que développée par les Lumières aurait été

³² HARDT Michael et NEGRI Antonio, 2004 (2000), *Empire*, Paris: Exils, p. 15 à 18.

³³ Ibid., p. 73.

une réponse à cette crise.³⁴ Hardt et Negri parlent de *deux modernités*. Sur le plan politique, le premier élan de la modernité aurait développé une conception *immanente* du pouvoir en réaction à la *transcendance* du pouvoir de la féodalité. « Ce qui est révolutionnaire dans toute cette suite de développements philosophiques qui s'étend du XIII^e au XVI^e siècle, c'est que les pouvoirs de création, jusque-là apanages exclusifs du Ciel, sont apportés maintenant sur la terre. C'est la découverte de la plénitude du plan de l'immanence. »³⁵ La réaction à ce mouvement constitue le deuxième mode de la modernité qui s'est opposé au premier au cours de révolutions, de guerres, guerres civiles, réformes et contre-réformes. Sur le plan des idées politiques, les Lumières se sont chargées de développer une forme de souveraineté capable de contenir la portée démocratique de la conception immanente du pouvoir. « En politique comme en métaphysique, le thème dominant était ainsi d'éliminer la forme médiévale de la transcendance – qui ne fait qu'empêcher la production et la consommation, tout en maintenant les effets de domination de la transcendance sous une forme adéquate aux modes d'association et de production de la nouvelle humanité. »³⁶ Il fallait trouver une nouvelle forme de pouvoir transcendant qui permettait à la fois la domination et la circulation propres au capitalisme naissant. Ainsi, « [l]a modernité européenne est inséparable du capitalisme. »³⁷

C'est sur cette base que Hardt et Negri développent une critique de la forme moderne de la souveraineté et élaborent – bien qu'ils rejettent l'étiquette – une

³⁴ Ibid., p. 101-127.

³⁵ Ibid., p. 105.

³⁶ Ibid., p. 117.

³⁷ Ibid., p. 120.

conception postmoderne de la souveraineté. Cette critique de la modernité ne puise pas dans les « classiques » du marxisme généralement acceptés.

À cet égard, l'œuvre de Weber a le grand mérite d'avoir complètement détruit la conception autosatisfaite et triomphante de la souveraineté de l'État moderne que Hegel avait produite. L'analyse de Weber a rapidement été reprise par les penseurs engagés dans la critique de la modernité, de Heidegger et Lukàcs à Horkheimer et Adorno. Tous ont reconnu que Weber avait démasqué l'illusion de la modernité: l'illusion que la dualité antagoniste qui est à la base de celle-ci peut être subsumée dans une synthèse unitaire investissant la totalité de la société et de la politique, y compris les forces productives et les relations de production. Ils ont reconnu, finalement, que la souveraineté moderne avait passé fleur et qu'elle commençait à pâlir.³⁸

Le même genre de critique de la souveraineté moderne a été développé par John Holloway, notamment dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*.³⁹ C'est chez Marx, et particulièrement dans la critique du fétichisme que l'on retrouve dans *Le Capital*, que Holloway puise sa critique de l'État capitaliste et de sa forme moderne. Chez Hardt et Negri, la souveraineté moderne a pour objectif la dissolution du plan de l'immanence et la (re)production de la transcendance. Holloway traduit la même idée de transcendance en parlant de la séparation du *fait* et du *faire*. « Nous avons présenté le thème du pouvoir dans les termes d'un antagonisme binaire entre le *faire* et le produit du *faire* [le *fait*] dans lequel ce dernier, sous la forme du capital (apparemment contrôlé par les capitalistes, mais qui sont en fait sous son contrôle) subordonne tout le faire de manière de plus en plus vorace, dans le seul but de

³⁸ Ibid., p. 124. À cette courte liste, il faudrait ajouter Michel Foucault dont le concept de biopolitique occupe une grande place dans *Empire*.

³⁹ HOLLOWAY John, 2007 (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris: Éditions Syllepse ; Montréal: Lux éditeur, 317 p.

sa propre expansion. »⁴⁰ Holloway utilise la critique marxiste du fétichisme de la marchandise pour l'appliquer au fétichisme du pouvoir.

En montrant comment les personnes non seulement acceptent les misères du capitalisme, mais surtout participent activement à sa reproduction, le concept de fétichisme souligne aussi la difficulté et l'apparente impossibilité de la révolution contre le capitalisme. Le fétichisme est le problème théorique central qu'affronte toute théorie de révolution. [...] Le tragique dilemme du changement révolutionnaire, son urgence et son apparente impossibilité, deux aspects du même processus, s'amplifie de manière incisive et pénètre les relations sociales chaque jour davantage. La séparation entre le faire et le fait, entre le sujet et l'objet, clairement expliquée par Marx dans *Le Capital*, va bien au-delà l'immédiat réalisé par la classe exploiteuse: "séparer l'homme de l'objet de sa production". Il ne s'agit pas simplement du fait que le capitaliste sépare le travailleur de l'objet produit. Le fait que la socialité du *faire* soit traversée (fragmentée puis reconstituée malgré ses multiples fêlures) par le marché (vente et achat de marchandises) signifie que la rupture entre le *faire* et le fait ne se limite absolument pas au processus immédiat d'exploitation, mais qu'elle s'étend à toute la société. Bien que Marx centre sa critique sur l'économie politique, il n'y a aucune raison de penser que le fétichisme ne se limite qu'à la seule sphère analysée par l'économie politique. Pour lui, le fétichisme imprègne toute la société et le capitalisme est un monde "fou", "disloqué" et qui "marche sur la tête"; la subjectivation de l'objet et l'objectivation du sujet sont ainsi caractéristiques de chaque aspect de la vie. [...] Le thème du caractère totalement pénétrant du fétichisme est repris par plusieurs auteurs examinant la tradition marxiste. Plus l'argument est développé et plus le tragique dilemme de la révolution devient intense. Plus le changement révolutionnaire se montre urgent, plus il semble impossible. Concernant la réification (Lukács), la rationalité instrumentale (Horkheimer), l'unidimensionnalité (Marcuse), l'identité (Adorno) et la discipline (Foucault), différents auteurs signalent la pénétration du pouvoir dans chaque sphère de notre existence et son enfermement sous le capitalisme. Leurs travaux démontrent avec acuité l'intensité du dilemme révolutionnaire.⁴¹

⁴⁰ Ibid., p. 67.

⁴¹ HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 87-89, citant MARX Karl, 1989, *El Capital*, tome 3, Mexico, Siglo XXI, p. 1056.

Ce dilemme révolutionnaire origine dans la conception fétichisée de l'État capitaliste. Penser un projet d'émancipation en utilisant le pouvoir d'État, c'est fétichiser l'État et nier que ce dernier reproduit automatiquement une relation de domination. « En réalité, l'apparente impossibilité de révolution du début du XXI^e siècle reflète l'échec historique d'un concept particulier de la révolution: celui qui l'identifie au contrôle de l'État. »⁴²

On le voit, les considérations de Holloway et de Hardt et Negri sur l'État sont très proches l'une de l'autre et assez loin de la conception « traditionnelle » de la révolution (s'il existe une telle chose). Tous deux s'inscrivent effectivement dans un courant assez minoritaire du marxisme, le *marxisme ouvert*, qui tire son origine principalement dans la tradition autonomiste italienne et les *Conferences of Socialists Economists* au Royaume-Uni.⁴³ À l'intérieur même de ce « courant » du marxisme, il existe des divergences importantes, et précisément au sujet des thèmes que nous venons de développer. Peter Burnham, pourtant clairement identifié au marxisme ouvert, est très critique des approches qui préconisent d'abandonner l'État-nation comme objet de recherche au profit d'un pouvoir plus diffus, comme celui de l'Empire par exemple.

[I]n a rush to avoid the charge of conflating politics with government, much contemporary "heterodox" international political economy with its focus on social movements, single issue campaigns, fractured identities and policy communities, fails to conceptualize the role of the modern state in capitalist reproduction. It is argued, by Foucauldian sleight of hand, that power is everywhere, exercised from innumerable points, and thus a detailed painstaking study of central government with its internal hierarchies and politics of policymaking is obsolete. It is simply unnecessary to engage

⁴² HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 28.

⁴³ Pour une définition générale du marxisme ouvert, voir BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas, 1992b, « Introduction », dans BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), 1992a *Open Marxism vol. 1: Dialectics and History*, Londres: Pluto Press, p. IX-XX.

with the traditional preoccupations of political science since those who pursue analysis of "government in one country" are clearly behind the times in this age of globalization. In its extreme liberal transformationist guise, this argument posits the end of the nation-state and the creation of a borderless, stateless world dominated by empowered individuals and footloose capital with unlimited global options.⁴⁴

Voici donc, très brièvement, différentes positions marxistes portant sur quelques aspects du rôle et de la place de l'État dans le contexte du néolibéralisme et de la globalisation. Nous sommes maintenant à même de constater qu'il existe des divergences à l'intérieur du marxisme. En constatant ces divergences, on découvre que derrière chacune de ces oppositions, il y a une opposition au niveau théorique. Il y aurait différentes conceptions marxistes de l'État.

Par exemple, dans le débat Wood/Harvey sur le rôle de l'État dans les formes contemporaines d'appropriation de capitaux, ces différentes positions renvoient à différentes conceptions de l'État et plus fondamentalement, à différentes conceptions de la relation entre économique et politique. Nous avons vu que Wood, s'inspirant d'un structuralisme à la Poulantzas, nie tout rôle directement économique à l'État; alors que pour Harvey, l'État peut être un instrument direct d'appropriation de capitaux. Les conclusions de Harvey renvoient à une conception dite *instrumentaliste* de l'État, où l'État est directement lié à différentes sections de la bourgeoisie; alors que Wood s'appuie plutôt sur une conception *structuraliste* de l'État où celui-ci est au-dessus de la société civile et sert à maintenir la structure d'ensemble de la société.

Nous avons également vu comment les critiques du marxisme ouvert nous amènent sur le plan théorique en proposant d'étendre à l'ensemble des phénomènes sociaux le concept de fétichisme que Marx a développé dans *Le Capital* au sujet de la

⁴⁴ BURNHAM (1999), op. cit., p. 91.

marchandise. À titre d'exemple, cette conception ouverte du marxisme mène actuellement une virulente polémique avec les tenants d'une conception néo-gramscienne de l'État. C'est autour de cette discussion que s'est organisée la publication de *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*.⁴⁵ On y lit en introduction:

This book publishes an exchange between neo-Gramscian and Open Marxism approaches to contemporary capitalism, ranging from theoretical debate on, for example, the meaning of the state and its relationship in the economy, to the analysis of the meaning and significance of class struggle. Our theoretical disagreements are significant and their practical or political consequences formidable. However and here we agree strongly, our disagreements are too important to be left undebated and unexplored.⁴⁶

Plusieurs débats marxistes contemporains se mènent explicitement (voir presque exclusivement) sur le plan théorique. Notre démarche nous amène donc sur le terrain des théories marxistes de l'État à proprement parler. Nous n'allons pas couvrir les développements théoriques de la conception marxiste de l'État dans leur ensemble. Nous nous concentrerons sur les développements plus récents, c'est-à-dire ce qui s'est fait à partir du début des années 1960 puisque c'est là que les idées qui animent aujourd'hui encore les débats contemporains trouvent leurs origines. Nous le verrons sous peu, l'Allemagne et surtout l'Angleterre des années 1970-1980, ont été le théâtre de discussions qui continuent encore à structurer bon nombre de débats contemporains.

⁴⁵ BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), 2006a, *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, 237 p.

⁴⁶ BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David, 2006b, « Globalization, the state and Class struggle: An Introduction », dans BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), 2006a, *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p.1.

2.2 Trois traditions dans le traitement théorique marxiste de l'État

En 1993, Clyde W. Barrow proposait une classification des approches marxistes de l'État. Cinq approches théoriques étaient identifiées: l'approche instrumentaliste (marxisme simple); l'approche structuraliste (néo-marxisme); l'approche dérivacionniste (entre le néo-marxisme et le post-marxisme); l'approche analytique-systémique (une première forme de post-marxisme); et l'approche réaliste organisationnelle (une deuxième forme de post-marxisme).⁴⁷ Ces différentes approches sont présentées en soi, indépendamment les unes des autres. Du point de vue de l'histoire des idées, nous préférons traiter de ces approches dans leurs relations les unes avec les autres. Il nous semble important de traiter du structuralisme en tant que théorie s'étant développée en réaction face à l'instrumentalisme, tout comme le dérivacionnisme s'est développé comme alternative aux impasses du débat entre les deux premières. Le contexte historique dans lequel apparaissent ces théories, mais surtout leur interaction avec les autres courants du même champ nous semble important pour en comprendre la signification. Nous aborderons donc ces théories sous l'angle de l'histoire de leur développement, en fonction de leurs interactions dans le cadre du *débat anglais*.

Sur cette base, nous parlerons ici d'approche classique (marxisme économiste-instrumentaliste), d'approche structuraliste (néo-marxisme), et finalement d'approche basée sur les relations sociales de production (marxisme ouvert). Du point de vue de l'histoire des idées, ce qui structure l'émergence de ces approches (pour la période qui nous occupe) c'est que le néo-marxisme s'est développé comme critique du marxisme

⁴⁷ BARROW Clyde W., 1993, *Critical theories of the state: Marxist, Neo-Marxist, Post-Marxist*, Madison: University of Wisconsin Press, 220 p.

classique, alors que le marxisme ouvert s'est développé comme troisième voie en tant que critique des deux premières dont la discussion semblait s'enliser. Barrow explique:

By the early 1970s, plain Marxists and neo-Marxists had lined up into competing schools of thought best symbolized by the infamous Miliband Poulantzas debate. It is clear in retrospect that the primary axis of early debate between instrumentalists and structuralists was a methodological dispute over whether agency or structure could better explain what is "capitalist" about the state and state policies. However, when the polemic between instrumentalists and structuralists degenerated into redundancy, Marxian theorists began looking for ways to move beyond this antinomy.⁴⁸

Comme toute catégorisation, l'exercice est risqué. Les éléments formant ces catégories regroupent certes des éléments qui, d'un certain point de vue, sont plus ou moins hétérogènes. Cependant, suivant Giovanni Sartori, nous rejetons l'idée que « l'on ne peut comparer des pommes et des oranges », comme le dit l'adage populaire. On peut certes les regrouper et les comparer, les deux sont des fruits! Plus sérieusement, nous retenons du même Sartori « que comparer c'est à la fois assimiler et différencier par rapport à un critère. »⁴⁹ Notre critère c'est l'histoire du développement des différentes conceptions marxistes de l'État dans leurs interrelations.

Dans les années 1960, on parle de renaissance des débats théoriques marxistes portant sur l'État. La publication en 1968 de *Pouvoir politique et classes sociales* de

⁴⁸ Ibid., p.77.

⁴⁹ « Seconde question, qu'est-ce qui est comparable? On avance souvent que les pommes et les poires sont "incomparables"; mais le contre-argument inévitable est: comment peut-on le savoir sans les avoir comparées? [...] Retournons à nos pommes et nos poires, sont-elles comparables? Oui, elles le sont par rapport à certaines de leurs propriétés, qu'elles ont en commun, mais ne le sont pas quant aux propriétés qu'elles ne partagent pas. Donc pommes et poires sont comparables en tant que fruits, en tant que "choses" mangeables ou encore comme objets qui poussent sur les arbres; mais par contre elles sont incomparables, par exemple, quant à leur forme respective. De manière plus générale, la question est donc toujours: comparables par rapport à quelles propriétés ou caractéristiques et incomparables (par exemple par trop de différences) par rapport quelles autres propriétés ou caractéristiques? L'important est de retenir que comparer c'est à la fois assimiler et différencier par rapport à un critère. » SARTORI Giovanni, 1994, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n° 1, p. 22.

Nicos Poulantzas, celle de *The state in capitalist society* en 1969 de Ralph Miliband, ainsi que le débat qui s'en suivit entre les deux auteurs dans les pages de la *New Left Review*⁵⁰, mena à ce que l'on a appelé le débat Miliband-Poulantzas. Ce débat donna, au début des années 1970, une impulsion fulgurante à la théorie marxiste de l'État, et, selon les termes de Barrow, « initiated a return to the state in political science and sociology ».⁵¹

En 1969, Miliband écrivait: « In the Marxist scheme, the "ruling class" of capitalist society is that class which owns and controls the means of production and which is able, by virtue of the economic power thus conferred upon it, to use the state as its instrument for domination of society. »⁵² À cette conception *instrumentaliste* de l'État, Poulantzas opposera un *structuralisme* directement inspiré des travaux de Louis Althusser. Selon le structuralisme althussérien, la structure de la société se divise en trois *niveaux* autonomes les uns des autres. Tous trois sont influencés par leurs relations avec la structure d'ensemble. Plus précisément, ils sont déterminés par leur combinaison spécifique constituant la *matrice* d'une formation sociale.⁵³ Pour Poulantzas, l'État n'est pas l'instrument direct de la bourgeoisie, il n'est qu'un agent de stabilité sociale.

⁵⁰ MILIBAND Ralph, 1969, *The state in capitalist society*, Londres: Weidenfeld and Nicolson, 292 p.; MILIBAND Ralph, 1970, « The Capitalist State: Reply to Nicos Poulantzas », *New Left Review*, première série, n° 59, p. 53-60; MILIBAND Ralph, 1973, « Poulantzas and the Capitalist State », *New Left Review*, première série, n° 82, p. 83-92; POULANTZAS Nicos, 1975 (1968), *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris: Maspero, 2 vol.; POULANTZAS Nicos, 1969, « The Problem of the Capitalist State », *New Left Review*, première série, n° 58, p. 67-78; POULANTZAS Nicos, 1976, « The Capitalist State: A reply to Miliband and Laclau », *New Left Review*, première série, n° 95, p. 63-83.

⁵¹ BARROW Clyde W., 2002, « The Miliband-Poulantzas Debate: An Intellectual History », dans ARONOWITZ Stanley et BRATSKIS Peter (dir.), *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered*, Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 3-4.

⁵² MILIBAND (1969), op. cit., p. 23.

⁵³ POULANTZAS Nicos, 1975 (1968), *Pouvoir politique et classes sociales* vol. 1, Paris: Maspero, p. 8-9.

The implication for the theory of the state is that the "political" has to be analysed in relation to the function of the state within the structure. This function is not simply to serve the needs of the economy, it is to serve as "*the factor of cohesion of a social formation and the factor of reproduction of the conditions of production*". The "economic" functions of the state are only a small part of its role, to which Poulantzas paid little attention. Much more significant were its "political" and "ideological" functions [...].⁵⁴

Le rôle de l'État est réduit à assurer la paix sociale, la stabilité. L'État n'est pas l'expression d'une relation de domination particulière, il n'est que l'agent permettant de soutenir ces relations sociales. Bien que la bourgeoisie ne le contrôle pas directement, l'État demeure bourgeois puisqu'en soutenant la relation de classe, la bourgeoisie, en tant que classe dominante dans la sphère économique, profite indirectement de l'action stabilisatrice de l'État. En ce sens, l'État n'aurait aucun rôle actif direct dans l'exploitation économique. Contre l'instrumentalisme de Miliband, Poulantzas écrira:

[T]he *direct* participation of members of the capitalist class in the State apparatus and in the government, even where it exists, is not the important side of the matter. The relation between the bourgeois class and the State is an *objective relation*. This means that if the *function* of the State in a determinate social formation and the *interests* of the dominant class in this formation *coincide*, it is by reason of the system itself: the direct participation of members of the ruling class in the State apparatus is not the *cause* but the *effect*, and moreover a chance and contingent one, of this objective coincidence. [...] If Miliband had first established that the State is precisely *the factor of cohesion of a social formation and the factor of reproduction of the conditions of production of a system* that itself determines the domination of one class over the others, he would have seen clearly that the participation, whether direct or indirect, of this class in government *in no way changes things*. Indeed in the case of the capitalist State, one can go further: it can be said that the capitalist State best serves the interests of the capitalist class only

⁵⁴ CLARKE Simon, 1991b, « The State Debate », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, London: Macmillan, p. 21, citant POULANTZAS (1969), op. cit.

when the members of this class do not participate directly in the State apparatus, that is to say when the *ruling class* is not the *politically governing class*.⁵⁵

Ce débat, « [that] captured the attention of radical scholars for almost ten years »⁵⁶, mettait en scène des discussions beaucoup plus larges que l'opposition Miliband-Poulantzas. Sans diminuer l'importance du débat, les développements de la théorie marxiste de l'État et les discussions qui l'animaient au début des années 1970 dépassent ce cadre qui n'en était qu'une expression. « Moreover, the debate itself remains symptomatic of unresolved epistemological issues within Marxism that have far-reaching methodological repercussions beyond state theory. »⁵⁷ Si le débat a pris une telle importance, c'est qu'il cristallisait, en quelque sorte, l'opposition entre deux vagues de fond à l'intérieur du marxisme. C'est également l'impasse de ce débat qui amena le développement d'une « troisième voie ».

Dans notre catégorisation, nous avons indiqué préférer parler de marxisme *classique* et d'approche *économiste-instrumentaliste* plutôt que d'instrumentalisme. Pour Barrow, « [m]ost instrumentalists employ method of power structure research. »⁵⁸ Il définit ainsi cette méthode: « Power structure research is a methodological approach which views the organized control, possession, and ownership of key resources as the basis for exercising power in any society. Key resources typically consist of wealth, status, force, and knowledge. Moreover, in every society, control over these key resources is institutionalized through specific (and often competing) organizations of the economy, society, government and culture. »⁵⁹ Cette définition de l'instrumentalisme, basé sur le critère de l'application d'une telle méthode, nous semble un peu étroite.

⁵⁵ POULANTZAS (1969), op. cit., p. 73.

⁵⁶ BARROW (2002), op. cit., p. 4.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ BARROW (1993), op. Cit., p. 13.

⁵⁹ Ibid.

Poulantzas s'en prend effectivement à cette *méthode*, mais son structuralisme néo-marxiste formule une critique beaucoup plus large que cela.

Selon Poulantzas, avant la publication de son ouvrage *Pouvoir politique et classes sociales* en 1968, il n'y avait tout simplement pas de théorie marxiste de l'État. « The theory of the State and of political power has, with rare exceptions such as Gramsci, been neglected by Marxist thought. »⁶⁰ Poulantzas explique que chez Marx, cette absence s'explique par l'attention accordée par ce dernier au niveau économique.⁶¹ Chez Lénine, c'est l'absorption dans l'activité pratique qui l'éloigna d'un traitement proprement théorique de l'État.⁶² Mais l'important réside dans l'appréciation que fait Poulantzas du climat dans lequel il rédige en 1968.

How, by contrast, is the neglect of theoretical study of the State in the Second International, and in the Third International after Lenin, to be explained? Here I would advance, with all necessary precautions, the following thesis: the absence of a study of the State derived from the fact that the dominant conception of these Internationals was a deviation, *economism*, which is generally accompanied by an absence of revolutionary strategy and objectives—even when it takes a "leftist" or Luxemburgist form. In effect, economism considers that other levels of social reality, including the State, are simple epiphenomena reducible to the economic "base". Thereby a specific study of the State becomes superfluous. Parallel with this, economism considers that every change in the social system happens first of all in the economy and that political action should have the economy as its principal objective. Once again, a specific study of the State is redundant. [...] Economism and the absence of revolutionary strategy are manifest in the Second International. They are less obvious in the Third International, yet in my view what fundamentally determined the theory and practice of "Stalinist" policy, dominant in the Comintern probably from 1928, was nevertheless the same economism and absence of a revolutionary strategy. This is true both of the "leftist" period of the Comintern until 1935, and of the revisionist-reformist period after 1935.

⁶⁰ Poulantzas (1969), op. cit., p. 67.

⁶¹ Ibid., p. 68.

⁶² Ibid.

This economism determined the absence of a theory of the State in the Third International, and this *relation* (economism/absence of a theory of the State) is perhaps nowhere more evident than in its analyses of fascism— precisely where the Comintern had most need of such a theory of the State. Considerations of a concrete order both confirm and explain this. Since the *principal symptoms* of Stalinist politics were located in the relations between the State apparatus and the Communist Party in the USSR, symptoms visible in the famous Stalin Constitution of 1936, it is very comprehensible that study of the State remained a forbidden topic *par excellence*.⁶³

C'est la même appréciation qui sera reprise en 1976 pour défendre *Pouvoir politique et classes sociales* auquel certains critiques reprochaient d'être trop abstrait et trop théorique:

But before I say any more about the consequences of this theoreticism in my work, I feel I ought to say a few words in order to help the reader to grasp this phenomenon more clearly. To begin with, one should bear in mind that this can only be understood as a reaction against a certain theoretico-political situation—leaving aside a few exceptions—of Marxism (at least European Marxism) prior to 1968, this situation being characterized by a neo-positivist mechanism and empiricism, and by a pronounced economism. This was of particular importance for me, as I was dealing with problems of the State, a sphere in which the poverty of Marxist thought (for a number of complex reasons, of which Stalinism is not the least) is only too well known.⁶⁴

Tout au long de *Pouvoir politique et classes sociales*, Poulantzas s'en prend à toute une série de déformations du marxisme: déformation historiciste, subjectiviste, économiste, et bien sûr instrumentaliste.⁶⁵ Toutes ces déformations sont le résultat de la pauvreté de la théorie marxiste de l'État au moment où Poulantzas entre en scène. C'est à ce climat général de pauvreté théorique, principalement dû au stalinisme, que Poulantzas s'attaque. Si le marxisme structuraliste est qualifié de *néo-marxisme*, c'est qu'il représente une nouveauté par rapport à un ensemble relativement stable et cohérent qui le

⁶³ Ibid., p. 68-69.

⁶⁴ Poulantzas (1976), *op. cit.*, p. 67-68.

⁶⁵ Nous aurons l'occasion d'y revenir longuement dans les prochains chapitres.

précédait. Il y avait certes bien des débats, discussions et dissensions chez les marxistes de toutes tendances. Ce qui nous occupe ici, et qui occupa Poulantzas, c'est le marxisme officiel qui dominait chez la majorité des partis communistes de l'époque, domination essentiellement héritée de la III^e Internationale. Pour utiliser une image kuhnienne, le climat intellectuel au moment de l'entrée en scène du Poulantzas était caractérisé par la domination d'un certain marxisme qui avait atteint le statut de *paradigme* généralement accepté. L'instrumentalisme et l'économisme étaient au centre du paradigme marxiste en ce qui concernait l'État. Le marxisme de Poulantzas constituait une nouveauté par rapport à un marxisme qui avait atteint un certain degré d'unité, de cohérence et qui était généralement partagé par une forte majorité d'acteurs.

Si Poulantzas parle de *différentes* déformations, nous verrons plus loin que les thèmes de la subjectivité politique (subjectivisme), de l'économisme et de l'instrumentalisme font partie d'un ensemble cohérent. Plutôt que différentes déformations que l'on peut critiquer séparément, ce sont des éléments inter-reliés d'une conception de l'État.⁶⁶ Dans sa polémique contre Miliband, c'est à cette « pauvreté théorique » que Poulantzas s'adresse. C'est en ce sens que nous nous accordons avec Barrow pour affirmer que le débat entre Miliband et Poulantzas mettait en scène plus que ce qu'il ne paraissait à première vue.

Poulantzas n'a pas été le seul à critiquer le marxisme officiel prédominant jusqu'aux années 1960. Plus souvent qu'autrement, ce marxisme était qualifié de marxisme *dogmatique*, ou de marxisme *orthodoxe*.⁶⁷ Nous avons qualifié le marxisme

⁶⁶ Nous y reviendrons également.

⁶⁷ Il serait superflu et insensé de répertorier toutes les allusions au dogmatisme ou à l'orthodoxie du marxisme ambiant hérité de la domination de la période Stalinienne. L'écrasante majorité des auteurs ont recours à ces étiquettes. Citons Simon Clarke, pour ne prendre qu'un exemple: CLARKE (1991b), op. cit.

dominant d'avant 1968 de marxisme *classique*. C'est, d'une part, par simple opposition au marxisme *nouveau*, au néo-marxisme – de la même façon que l'on parle, par exemple, de colonialisme classique par opposition au néo-colonialisme. Mais aussi, comme nous le verrons au cours des chapitres suivants, la conception de l'État que véhiculent les concepts de subjectivité, d'économisme et d'instrumentalisme ne nous semble pas en opposition avec les œuvres classiques du marxisme, soit celles de Marx, d'Engels et de Lénine. Le marxisme orthodoxe ou dogmatique est partout critiqué, mais très rarement défini. Ces étiquettes sont lancées en étant supposées se suffire à elles-mêmes. Généralement, lorsqu'un peu d'attention est accordée à une critique sérieuse, ce sont les concepts d'économisme et d'instrumentalisme que l'on découvre être la cible des critiques de *l'orthodoxie*. Nous préférons donc abandonner l'appellation de marxisme orthodoxe ou dogmatique en utilisant l'expression de marxisme classique pour désigner la conception économiste-instrumentaliste de l'État.

Le marxisme classique de la III^e Internationale et des partis communistes traditionnels constituait une théorie instrumentaliste de l'État basée sur celle du *capitalisme monopoliste d'État*.⁶⁸ On considérait que le capitalisme monopoliste avait fusionné avec l'État et que ce dernier constituait un instrument de domination de classe aux mains de la bourgeoisie et répondait directement aux impératifs du capitalisme.⁶⁹ Paul Sweezy définissait l'État comme « an instrument in the hands of the ruling class for enforcing and guaranteeing the stability of the class structure itself. »⁷⁰ On jugeait que cette théorie du capitalisme monopoliste d'État, et son corolaire l'instrumentalisme,

⁶⁸ Voir entre autres BOCCARA Paul, 1973, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris: Éditions sociales, 450 p.

⁶⁹ LÉNINE (1916), *Œuvres* tome 22, op. cit.

⁷⁰ SWEEZY Paul M., 1942, *The theory of capitalist development*, New York: Monthly Review Press, p. 243.

inféodaient le politique à l'économique. Cette interprétation économiste du politique était largement inspirée par la *Préface à la Critique de l'Économie politique* de Marx en 1859 où il est indiqué que la base économique de la société détermine en dernière instance sa superstructure juridico-politique.⁷¹ En 1938, dans *Le matérialisme Dialectique et le Matérialisme Historique*, Staline avait également fait une interprétation très « matérialiste » - c'est-à-dire économiste - de la préface.⁷² Il fallait « libérer » le politique d'un marxisme que l'on jugeait trop rigide. Frederic S. Lee établit un lien direct entre la déstalinisation, l'émergence de la nouvelle gauche au Royaume-Uni et son expression théorique dans un néo-marxisme où le marxisme « traditionnel » était remis en question:

The New Left emerge in 1956-57 as a result of the shattering impact on the Communist Party and the British Left in general of Khrushchev's speech detailing Stalin's atrocities, the Hungarian uprising, and the Suez Crisis. Consequently, a wider field for socialist politics came into being where non-aligned Marxists could fight for socialism outside the Communist Party. Joining in the fight were middle class non-aligned "angry young men and women" who rejected the complacency of post-war Britain as well as the single lane road to socialism via nationalisation and centralised state planning. The evolving view from the New Left was that socialism meant more than simply material well-being; it also meant social equality and an improved quality of life. This intellectual ferment produced a growing disenchantment with the traditional presentation of Marxian economic theory as well as with the arguments that Keynesian techniques could produce a more humane capitalism; but at the same time it produced a renewed interest in Marxism and more particularly in socialist economics.⁷³

La critique de ce marxisme « traditionnel », que l'on considérait comme un déterminisme/réductionnisme économique, s'est faite surtout en France avec le structuralisme althussérien et l'École de la régulation; en Angleterre avec Poulantzas,

⁷¹ MARX Karl, 1978(1859), « Préface à la Critique de l'Économie politique », dans MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, p. 183-187.

⁷² STALINE Joseph V., 1980 (1938), « Le matérialisme Dialectique et le Matérialisme Historique », dans *Œuvres Choiesies*, Tirana: Éditions 8 Nëntori, p. 480-510.

⁷³ LEE Frederic S., 2001, « Conference of Socialist Economics and the emergence of heterodox economics in post-war Britain », *Capital & Class*, n° 75, p. 18-19.

directement influencé par Althusser; et en Allemagne autour de Offe, Habermas et l'École de Frankfort.⁷⁴

Assez tôt, cette première⁷⁵ vague de critiques a elle-même été critiquée. Plusieurs jugeaient que le néo-marxisme inspiré de Poulantzas se basait sur des éléments de la sociologie bourgeoise.⁷⁶ On refusait, entre autres, l'alternative entre « dogmatisme » et révisionnisme, entre un réductionnisme économique et un réductionnisme politique, entre instrumentalisme et structuralisme. On a donc assisté à une seconde⁷⁷ vague de critiques proposant de sortir des apories des théories marxistes de l'État. Dans un article critiquant les travaux de Poulantzas, Simon Clarke écrivait:

Those Marxists who were not prepared to subordinate themselves to dogmatism were not able to challenge it either. [...] In the absence of a Marxist critique of dogmatism, various forms of bourgeois ideology, and above all bourgeois sociology, have monopolized such criticism. The renewal of Marxist theory is therefore very vulnerable to absorption by bourgeois ideology, innocently basing its critique of dogmatism on that offered by bourgeois social sciences, and so being led to adopt bourgeois solutions to the theoretical problems posed. It is therefore as important for Marxism to state its distance from the bourgeois social sciences as from Marxist dogmatism.⁷⁸

En Allemagne, cette seconde vague de critiques a donné lieu au débat dérivationniste (*state derivation debate* en anglais, *Staatsableitung* en allemand).⁷⁹ Avec quelques années de recul, Holloway et Picciotto présentaient le débat dérivationniste comme une critique allemande des faiblesses de la théorie britannique. « The discussion in Britain of the Marxist theory of the state has tended to become stuck in the rather

⁷⁴ CLARKE (1991b), op. cit.

⁷⁵ Pour la période qui nous occupe.

⁷⁶ CLARKE Simon, 1991 (1977), « Marxism, Sociology and Poulantzas's Theory of the State », dans CLARKE (éd.) (1991a), op.cit., p. 70-108.

⁷⁷ Toujours pour la période qui nous occupe.

⁷⁸ CLARKE (1977), op. cit., p. 70-71.

⁷⁹ Pour une vue d'ensemble des principales contributions au débat allemand, voir HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol (éd.), 1978a, *State and capital: a Marxist debate*, London: E. Arnold, 220 p.

infertile rut of the Miliband-Poulantzas debate. »⁸⁰ Ainsi, le débat dérivationniste est souvent qualifié de débat allemand. L'opposition entre instrumentalisme et structuralisme est, selon Holloway et Picciotto, « a false polarity which has done much to delimit and impoverish discussion. The "state derivation" debate [...] falls outside this constricting framework [...]. »⁸¹ Les protagonistes du débat allemand rejetaient le structuralisme althussérien et la séparation formelle et l'autonomie relative des sphères politiques, économiques et idéologiques. Les dérivationnistes croient plutôt qu'il est essentiel de porter notre attention « on the analysis of inter-relation, the unity in separation of the different spheres ». ⁸²

La discussion a été lancée en Allemagne par Wolfgang Müller et Christel Neusüss dans un article publié en 1970 qui avait pour objet de critiquer le réformisme, lié notamment à Offe et Habermas, quant aux possibilités d'action de l'État.⁸³ Dans l'immédiat, Müller et Neusüss se penchaient sur les limites de l'action de l'État. Sur le plan théorique, ils questionnaient la séparation entre économique et politique. Pourquoi l'État capitaliste prend-t-il la *forme* qu'il prend ? Pourquoi, dans le capitalisme, l'État se sépare-t-il de la société civile? Autrement dit, pourquoi le politique et l'économique se constituent-ils en sphères séparées? Le point de départ théorique des structuralistes devenait le point de départ du questionnement des dérivationnistes. En plus de poser la question et de chercher à comprendre ce qui était pris pour acquis, Müller et Neusüss ouvraient la voie en proposant de chercher dans les contradictions

⁸⁰ HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol, 1978b, « Introduction: Towards a Material Theory of the State », dans HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol (éd.), 1978a, *State and capital: a Marxist debate*, Londres: E. Arnold, p. 3.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ibid.

⁸³ MULLER Wolfgang et NEUSSUS Christel, 1970, « Die Sozialstaatsillusion und der Widerspruch von Lohnarbeit und Kapital », *SOPo*, p. 4-67.

même du capitalisme. Holloway et Picciotto commentent la contribution de Muller et Neusüss:

In the course of the debate much criticism has been heaped upon this article, but the basic starting point, the emphasis on the need to found the separation of the political from the economic in the analysis of capital, has been universally accepted, has indeed come to be taken for granted as commonplace. In our view, this simple step, which emphasized simultaneously *the unifying totality of capitalist social relations and the historically conditioned fragmentation of those relations into fetishized forms*, is an important step in creating the framework for the analysis of the state.⁸⁴

Nous n'avons pas le loisir de reprendre ici l'ensemble des débats et le détail des différents développements du débat allemand. Pour l'instant, retenons que: « The primary methodological axiom of the derivationist approach is the analysis of the relation between state and society must be deduced from contradictions inherent in capitalist mode of production. »⁸⁵ En portant l'attention sur les contradictions inhérentes au capitalisme, les dérivationnistes ont contribué à mettre en lumière le rôle central et déterminant des *relations sociales de production* dans la compréhension du social. C'est à l'intérieur du débat dérivationniste qu'a été démontré *le fétichisme des relations sociales de production*, l'unité derrière la fragmentation apparente de ces relations de domination - fragmentation entre relations de domination économique d'une part, relations de domination politique d'autre part. Simon Clarke explique:

The error of bourgeois theories of the state, which is shared by social democratic theories, and even by the more radical analysts of the Frankfurt school, is that they "fetishise" the differentiated forms of social relations by detaching them from one another and treating them as though they were distinct and independent social relations, ignoring the fact that they are only comprehensible in their inter-relation as *differentiated forms of the social relations of capitalist production*. Thus, for example,

⁸⁴ HOLLOWAY et PICCIOTTO (1978b), op. cit., p. 15. Nous soulignons.

⁸⁵ BARROW (1993), op. cit., p. 78.

the substance of such economic categories such as "wages", "price" and "profit" is provided by the social relations of capitalist production, and it is only on the basis of an analysis of those social relations as a whole that the "economic" categories can be understood. The implication is that such "political" categories as "law", citizenship", "rights" have equally to be seen as fetishised forms of the social relation of the capitalist production, Marx's theory of value providing the starting point for a Marxist theory of the state just as much as for a Marxist theory of the "economic" forms of social existence.⁸⁶

Cette idée du fétichisme sera fondamentale pour le développement de la conception de l'État dans les *Conference of Socialists Economists* (CSE), en Angleterre. John Holloway affirmera ni plus ni moins: « The labour theory of value is a theory of fetishism. »⁸⁷ Mais, comme l'indique Clarke encore, les dérivationnistes voient le développement de l'État comme une nécessité issue des contradictions de la production capitaliste, une nécessité dictée par des *impératifs logiques* propre à ce type de production.⁸⁸ Clarke et la tradition des CSE ne pourront accepter un tel déterminisme associé au fonctionnalisme. De plus, « [i]n deriving the necessity of the state from the self-destructive tendencies of economic development, it already presupposes the existence of an autonomous "economic" sphere, and so the separation of the "economic" from the "political" which it is supposed to explain. »⁸⁹ Toutefois, la disjonction entre la tradition des CSE et le débat dérivationniste est plus géographique que théorique. Du point de vue de l'histoire des idées, la tradition inaugurée par les CSE est un prolongement et un enrichissement de la voie ouverte par le débat allemand. Parallèlement au débat entre Poulantzas et Milliband qui anima l'Angleterre, le débat

⁸⁶ CLARKE (1991b), op. cit., p. 10. Nous soulignons.

⁸⁷ HOLLOWAY John, 1992, « Crisis, Fetishism, Class Composition », dans BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), 1992c, *Open Marxism vol. 2: Theory and Practice*, Londres: Pluto Press, p. 152.

⁸⁸ CLARKE (1991b), op. cit., p. 11.

⁸⁹ Ibid.

initié en Allemagne prendra également racine en sol anglais et viendra enrichir la discussion marxiste autour de l'État. Sous peine d'obscurcir l'importance de la contribution des CSE, et ainsi appauvrir grandement la théorie marxiste de l'État, le *débat anglais* doit être abordé en y incluant l'importante critique du fétichisme à laquelle a procédé le marxisme ouvert. Le *débat anglais* dépasse l'opposition Milliband-Poulantzas. Il inclue certes la discussion entre structuralisme et instrumentalisme, mais également la discussion sur le fétichisme des relations sociales de production.

2.3 Conclusion

Comme on a pu le voir, il existe, à l'intérieur même du marxisme, plusieurs positions divergentes concernant différents aspects du rôle et de la place de l'État dans le contexte du capitalisme contemporain. On a également pu constater comment ces oppositions renvoient à des positions théoriques différentes. Nous avons brièvement souligné l'apport du marxisme ouvert à la théorie marxiste de l'État. Essentiellement, nous avons vu que les relations sociales de production sont fétichisées en relation économique et relation politique. Sur la base de ce fétichisme, les relations sociales deviennent des relations entre des choses et les phénomènes économiques et politiques deviennent des choses en soi totalement désarticulées des relations sociales de production et de la lutte de classe. Il nous semble que ces acquis théoriques sont riches et précieux et enrichissent la discussion entre marxisme classique et néo-marxisme.

Du point de vue de l'histoire des idées, le marxisme ouvert est demeuré relativement marginal alors que le marxisme classique, avec ses concepts d'instrumentalisme et d'économisme, a été mis à l'index pour les raisons mentionnées plus haut. Le néo-marxisme, largement inspiré des travaux de Nicos Poulantzas, demeure

donc fortement dominant au sein du champ de la théorie marxiste de l'État.⁹⁰ Que ce soit sous sa forme néo-gramscienne⁹¹, régulationniste⁹² ou dans l'œuvre dominante de Bob Jessop et la théorie de la forme post-fordiste de l'État⁹³, la voie ouverte par Poulantzas continue d'alimenter les principales discussions marxistes autour de l'État.

Au cours des pages qui suivent, nous nous intéresserons à la sociologie poulantzassienne de l'État en tant que pilier central du traitement néo-marxiste de l'État. Nous croyons que la large diffusion de la sociologie poulantzassienne - et ses différentes variantes néo-marxistes - dans le traitement marxiste contemporain de l'État fait en sorte qu'il soit très à propos de s'y attarder. C'est dans la mesure où les grandes lignes de l'œuvre de Poulantzas continuent à traverser et animer bon nombre de discussions marxistes de l'État que nous nous y intéressons. Comme en témoigne la prolifération de publications récentes sur la question, la discussion entre néo-marxisme et marxisme classique demeure fertile. De plus, la contribution du marxisme ouvert semble ouvrir la voie à un enrichissement du débat. C'est donc sur la base à la foi des acquis du marxisme classique et du marxisme ouvert que nous engageons la discussion sur le traitement poulantzassien de l'État en tant que pilier d'un néo-marxisme toujours en vogue.

3. Question spécifique

⁹⁰ Voir par exemple ARONOWITZ Stanley et BRATSIK Peter (dir.), 2002, *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 298 p.

⁹¹ BIELER et coll. (2006a), op. cit.

⁹² JESSOP Bob (dir.), 2001a, *Regulation theory and the crisis of capitalism*, Cheltenham et Northampton: Edward Elgar, 5 vol., 2832 p.; BOYER Robert et Saillard Yves (dir.), 1995, *Théorie de la régulation: l'état des savoirs*, Paris: La Découverte, 568 p.

⁹³ JESSOP Bob, 2002, *The future of the capitalist state*, Malden: Polity, 330 p.; JESSOP Bob, 2001b, « State theory, regulation, and autopoiesis: debates and controverses », *Capital and Class*, n° 75, p. 83-92.; JESSOP Bob, 1990, *State theory: putting states in their place*, Cambridge: Polity Press, 413 p.; JESSOP Bob, 1982, *The Capitalistic State: Marxists Theories and Methods*, New York: New York University Press, 296 p.; BONEFELD WERNER et HOLLOWAY John (éd.), 1991, *Post-Fordism and Social Form: A Marxist Debate on the Post-Fordist State*, Londres: Macmillan, 212 p.

Comment peut-on évaluer la sociologie poulantzassienne de l'État sur la base d'une théorie marxiste de l'État qui intègre à la fois les acquis du marxisme ouvert et l'instrumentalisme et l'économisme du marxisme classique?

4. Cadre théorique

Nous avons indiqué que notre analyse de la sociologie néo-marxiste de Poulantzas se basera à la fois sur les acquis du marxisme ouvert et de certains éléments du marxisme classique. Or, comme nous l'avons également indiqué, le marxisme ouvert s'est aussi développé contre certains éléments du marxisme classique. Pour notre part, nous croyons que les éléments essentiels des deux « courants » ne sont pas aussi incompatibles que ne laisse entendre le marxisme ouvert. Plus précisément, la critique des catégories du politique et de l'économique en tant que formes fétichisées des relations sociales de production ne nous semble pas en contradiction avec l'économisme et l'instrumentalisme du marxisme classique, et encore moins avec la conception de la subjectivité politique que nous opposerons au structuralisme poulantzassien.

La discussion entre marxisme classique et marxisme ouvert est un sujet tout aussi vaste que stimulant. Nous ne pourrions ici faire le tour de la question. Nous avons indiqué plus haut que le marxisme ouvert n'est pas tout à fait homogène. Il y a en effet des marxistes ouverts qui s'éloignent plus du marxisme classique que d'autres. Par exemple, pour analyser la critique du marxisme classique formulée par John Holloway et Antonio Negri, il faudrait étendre la discussion à une analyse de la dialectique qui nous amènerait à considérer l'interprétation marxiste de la dialectique hégélienne ainsi que la critique de la raison dialectique formulée par Adorno et Horkheimer. Aussi, la critique de Holloway et Negri puise dans la critique de la modernité telle que formulée par Heidegger, dans les concepts de politique et de totalitarisme développés par Hannah Arendt, la sociologie de

Max Weber ainsi que chez Michel Foucault.⁹⁴ Tout ce programme est certes très intéressant, mais cela dépasserait largement le cadre que nous nous sommes fixé pour la présente analyse de la sociologie poulantzassienne en tant que pilier du néo-marxisme. Dans la présente section, nous ne ferons qu'aborder la question du rapport entre marxisme ouvert et marxisme classique afin de jeter les bases d'un dialogue entre les deux traditions, sans pour autant prétendre « vider la question ». ⁹⁵

D'abord, quelques mots sur la critique du néo-marxisme faite par le marxisme ouvert. Bien que cette critique nous occupera tout au long des chapitres suivants, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments doivent être établis.

4.1 Critique du néo-marxisme et marxisme ouvert

Dans les pages de la revue *Capital and Class*, notamment, la tradition des CSE va poursuivre la critique du néo-marxisme en développant la théorie des relations sociales de production en une théorie des luttes de classe. On y a également développé une critique radicale du structuralisme et du fonctionnalisme dans la mesure où l'on rejette tout rôle déterminant des *structures sociales*. Le néo-marxisme avait critiqué le marxisme classique pour son déterminisme économique qui avait pour conséquence d'inféoder la lutte de classe aux « lois objectives du développement du capitalisme ». Nous avons déjà expliqué que pour le structuralisme, les différents « niveaux » de la

⁹⁴ HARDT et NEGRI (2000), op. cit., p. 124; HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 88-89.

⁹⁵ Nous allons nous en tenir à deux importantes critiques de l'économisme du marxisme classique qualifié de « déterminisme » et de « dogmatisme ». Il s'agit de la critique formulée par Simon Clarke dans « Marxism, Sociology and Poulantzas's Theory of the State », CLARKE (1977), op. cit., ainsi que celle de John Holloway dans « Crisis, Fetishism, Class Composition », HOLLOWAY (1992), op. cit. Nous nous en tenons à ces thèmes puisqu'ils seront discutés dans les chapitres suivants concernant la sociologie poulantzassienne. En d'autres termes, nous limitons la présente discussion entre marxisme ouvert et marxisme classique à ce qui est important pour la discussion à venir avec le néo-marxisme de Poulantzas. Ainsi, nous n'abordons pas certains thèmes développés par la critique ouverte du marxisme classique comme, par exemple, la conception extatique de l'homme que Holloway oppose à la conception générique de l'homme que Marx développe dans *L'Idéologie Allemande*. (Voir HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 44-51.)

société sont autonomes les uns par rapport aux autres et déterminés par la structure d'ensemble de la société; ou encore, la sphère politique est relativement autonome par rapport à la sphère économique et est déterminée en dernière instance par celle-ci. Cette séparation du politique et de l'économique est centrale dans l'œuvre de Poulantzas et pour le néo-marxisme. Son corollaire est la séparation entre structures et pratiques. Le détachement de l'État de la société civile devient la prémisse d'une telle thèse. Chez les marxistes ouverts, cette *forme* particulière prise par l'État devient l'objet du questionnement, non pas de la thèse.

Le concept de *forme* est central chez les marxistes ouverts, il renvoie au caractère historique des phénomènes sociaux. Le détachement de l'État de la société civile est la forme particulière qu'a pris l'État capitaliste. Les premières contributions au débat dérivationniste ont voulu expliquer cette forme en la dérivant logiquement et historiquement des contradictions propres au capitalisme. Ainsi, la sphère économique demeurerait ce qui détermine la sphère politique.

Les marxistes ouverts posent le problème autrement. Cette séparation n'est pas un *donné*, elle est à la fois *le résultat et l'objet de la lutte de classe*. Le rapport entre subjectivité et objectivité est ébranlé, à la faveur de la subjectivité politique. « The separation of the economic and the political is not an objective feature of a structure imposed by the logic of capital, it is an institutional framework which is only imposed on capitalist relations of production through a permanent class struggle, a framework which is accordingly a constant object of class struggle, which is only reproduced and transformed through that struggle. »⁹⁶ Ainsi, le marxisme ouvert rejette toute forme de déterminisme en s'attaquant au problème de la forme de l'État. « The essential feature of

⁹⁶ CLARKE (1991b) op. cit., p. 46.

the state is its class character; its autonomy is the surface form of appearance of its role in the class struggle. »⁹⁷ Tel est la façon d'articuler le rapport entre économie et politique chez les marxistes ouverts.

Afin de permettre la reproduction du capital, il faut constamment reproduire les conditions sociales de cette reproduction, soit la séparation des moyens de production des producteurs eux-mêmes. L'État est certes un instrument utile à cette fin, mais la reproduction de l'État capitaliste est elle-même le résultat et l'objet de lutte de classe incessante. La reproduction de l'État n'est pas un effet de structure wébérien, ni un agent structurant.

The outcome of the class struggle is neither determined nor constrained by any historical or structural laws. But this does not mean that the outcome of the struggle is purely contingent, dependent only on the consciousness, will and determination of contending forces. It means only that the material constraints on the class struggle are not external to that struggle, but are a constant object of that struggle. The separation of workers from the means of production and subsistence, which is the condition for capitalist exploitation, and their collective mobilization, which is the condition for the advance of the working class, are not external presuppositions of class struggle, they are at one and the same time the material foundation and the object of that struggle. In the same way the class character of the state is not a structural feature inherent in its capitalist form, for that form is only reproduced, or transformed, in the course of the class struggle. Thus the theory of the state cannot rest content with the structuralism of "form analysis", but has to locate the analysis of the form and functions of the state in the context of the development of the class struggle.⁹⁸

Au cours des prochains chapitres, nous aurons longuement l'occasion d'élaborer la critique de la sociologie poulantzassienne. Ces remarques préliminaires suffisent pour l'instant à établir dans ses grandes lignes la contribution du marxisme ouvert à cette critique. Retenons le concept de fétichisme et plus précisément l'idée

⁹⁷ CLARKE Simon, 1991 (1983), « State, Class Struggle, and the Reproduction of Capital », dans CLARKE (éd.) (1991a), op. cit., p. 186.

⁹⁸ CLARKE (1991b), op. cit., p. 53.

selon laquelle les catégories du politique et de l'économique sont des formes fétichisées des relations sociales de production. Pour le marxisme ouvert, la séparation entre politique et économique et la séparation entre structure et pratique sont une forme particulière prise par les relations sociales de production. Cette forme ou cette séparation, loin d'être un donné, doit constamment être reproduite par une lutte de classe incessante.

4.2 Marxisme ouvert, économisme et marxisme classique

Le marxisme ouvert critique l'économisme du marxisme classique. Grossièrement présenté, les marxistes ouverts évitent tout déterminisme économique, malgré la centralité des relations de production pour eux, en affirmant que les relations de production ne sont pas *économiques*. Peter Burnham, un important marxiste ouvert, écrit: « The relations of production are not therefore the economic "level". »⁹⁹ Tout ne se réduit pas à l'économie, car tout se réduit aux relations de production mais celles-ci ne sont pas économiques. Nous pourrions nous contenter d'affirmer que, pour toute société de classe, au cœur des relations de production, il y a une relation d'exploitation dont le caractère économique est patent. La proximité entre l'économisme et le marxisme ouvert est plus grande que ce que ne veulent bien l'avouer les marxistes ouverts eux-mêmes. C'est à juste titre que plusieurs ont qualifiée l'approche dérivationniste et le marxisme ouvert d'approche néo-orthodoxe. L'importance que ces derniers accordent à la production et aux relations de productions ne pouvait qu'être rapprochée de l'économisme orthodoxe. À titre d'exemple, en 1982, Hugh Mosley recommandait au public anglais de se familiariser avec « the principal contributions to the West German neo-orthodox state theory discussion », en consultant *State and capital: a Marxist debate*, de Holloway et Picciotto, recueil qui comprenait « an excellent introductory

⁹⁹ BURNHAM, (1991), op. cit., p. 33.

essay by the editors ». ¹⁰⁰ Nous ne pouvons cependant nous contenter de si peu et devons accorder un peu plus d'attention à la critique de l'économisme à laquelle se livrent les marxistes ouverts. Voyons comment John Holloway, pilier du marxisme ouvert, critique l'économisme.

Holloway explique comment, chez les économistes, la contradiction fondamentale du capitalisme se situe entre la base économique et la superstructure juridico-politique, c'est-à-dire entre le caractère social des moyens de production et le caractère privé de la propriété de ces derniers, ou encore, entre les rapports de production et les rapports de distribution. Il explique également qu'une telle conception ne permet pas de voir que la contradiction fondamentale du capitalisme se trouve dans la production même. ¹⁰¹ Il affirme que la formulation « classique » de la thèse économiste se trouve, chez Marx, dans la *Préface à la Critique de l'Économie politique* de 1859.

Holloway reproduit un extrait de la préface:

Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi: dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de

¹⁰⁰MOSLEY Hugh, 1982, « Capital and the State: West German Neo-Orthodox State Theory », *Review of Radical Political Economics*, vol. 14, no. 1, p. 24-32. Voir aussi : HEYDEBRAND Ruth et TUMMONS Patricia, 1975, « Introduction to the Muller and Neuss Discussion », *Telos*, vol. 25, p. 2-5.

¹⁰¹ HOLLOWAY (1992), op. cit.

production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.¹⁰²

Holloway explique que le déterminisme classique a été critiqué par le structuralisme néo-marxiste en insistant sur l'autonomie relative de la superstructure.

On reflection, however, it can be seen that this argument [la critique structuraliste néo-marxiste] actually reproduces the same conceptual framework as the 1859 Preface. Society is still analysed in terms of structures, economic, political and ideological; the difference lies only in the autonomy attributed to each of these structures. There is a more fundamental criticism of the 1859 Preface – which indeed can be applied even more strongly to many of the critics of the Preface. What is problematic in Marx's formulation is not so much the relation between the different structures, as the absence of antagonism in the base-superstructure metaphor. The only conflict mentioned in the passage is the conflict between the material productive forces of society and existing relations of production – a conflict which, to judge from this particular passage, runs its course quite independently of human will. To modify Marx's formulation by speaking of the "relative autonomy" of the superstructure does little to change this: the same lifeless model is simply reproduced in other shape.¹⁰³

À ce passage très déterministe de la *Préface*, présentant un modèle sans vie, Holloway oppose un autre passage de Marx, cette fois tiré du *Capital*, où l'accent sur la centralité de la production est, dit-on, tout à fait différent: « Cette forme économique spécifique sous laquelle le surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme

¹⁰² MARX Karl « Préface à la Critique de l'Économie politique », cité par HOLLOWAY (1992), op. cit., p. 148. Holloway cite une édition anglaise parue en 1971 à Londres. Nous reproduisons le même extrait paru dans MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1978 (1859), *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, p. 184-185.

¹⁰³ HOLLOWAY (1992), op. cit., p. 149.

de communauté économique, issue directement des rapports de production et en même temps la base de sa forme politique spécifique. »¹⁰⁴ Holloway poursuit:

The key here is production; no less than in the passage from the 1859 Preface, but here production is presented not as economic base, but as unceasing antagonism. Any class society has its core an antagonistic relation, a relation of conflict: the pumping of surplus labour out of the direct producers. [...] The form taken by this constant antagonism is the key to understanding any class society. This passage from Capital gives us a starting point that is very different from that provided by the usual interpretation of the 1859 Preface. The 1859 Preface leaves us helpless, mere objects of historical change as productive forces and productive relations clash high above our heads. The passage above places us at the centre of the analysis, as part of ceaseless class antagonism from which there is no escape, because we all relate in some way to the reproduction of society and to the pumping of surplus labour on which it depends.¹⁰⁵

Ainsi donc, la contradiction fondamentale du capitalisme se situerait dans la production elle-même, et non pas entre les forces productives et les relations de production comme le laisse entendre la *Préface* et ses interprétations économistes classiques. Ce qui est contradictoire, c'est l'extorsion de plus-value et la reproduction de la société elle-même. Mais d'affirmer que la contradiction se situe dans la production et non entre les forces productives et les rapports de production, en quoi est-ce que cela fait avancer la connaissance que l'on a des changements sociaux? Cela ne fait que semer de la confusion. Il est clair que la contradiction est dans la production, mais dans la *Préface* de 1859, Marx ne fait que préciser et analyser cette contradiction. Dans la production, ce qui est contradictoire – et qui permet la production et l'extraction de plus-value – c'est le caractère privé de la propriété des moyens de production (qui eux sont sociaux).

¹⁰⁴ MARX Karl, *Le Capital*, cité par HOLLOWAY (1992), op. cit., p. 149. Holloway cite une édition anglaise parue en 1967-1971 à Moscou. Nous reproduisons un extrait paru dans MARX Karl, 1976 (1894), *Le Capital Livre 3: Le procès d'ensemble de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, p. 717 [Marx, Capital 3, sec. 6, ch. 47-2].

¹⁰⁵ HOLLOWAY (1992), op. cit., p. 149-150.

Holloway tente de polémiquer contre une vision déterministe où la scène du développement de l'histoire se passe loin au-dessus de la tête des producteurs. En quoi est-ce que l'identification du problème nuit à l'identification du sujet qui doit le régler? Le sujet de la révolution, c'est le producteur; le problème à résoudre, qui est à la base de la contradiction fondamentale de la production capitaliste, c'est qu'il n'est pas propriétaire des moyens de production, c'est-à-dire que le problème à résoudre est la propriété privée des moyens de production. En voulant défendre la subjectivité politique contre le déterminisme, Holloway embrouille le programme du sujet politique identifié par Marx et ses successeurs classiques. Ce programme, c'est la socialisation des moyens de production. De plus, rien dans la Préface de 1859 ne nie la centralité de la subjectivité, pas plus que chez les autres marxistes économistes.

Étonnamment, Holloway ne cite qu'une partie du passage du *Capital* qu'il présente pour s'opposer au déterminisme de la *Préface*. Pourtant, la suite de ce passage éclaire beaucoup l'idée que Marx se faisait du rapport entre forces productives et rapports de production, rapport qui, dans le capitalisme, est précisément à l'origine de ce qu'il identifie comme étant la contradiction fondamentale de ce mode de production. Voici le passage dans son intégrité:

Cette forme économique spécifique sous laquelle le surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique, issue directement des rapports de production et en même temps la base de sa forme politique spécifique. [Ici s'arrête la citation de Holloway.] C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale) qu'il faut

chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider.¹⁰⁶

Tout à coup, ce passage est beaucoup moins « différent » de la Préface de 1859. Dans les deux passages, la centralité du rapport entre forces productives et rapports de production y est clairement indiquée, sans jamais affirmer que ce rapport dialectique détermine le cours de l'histoire « loin au-dessus de la tête des producteurs ».

4.3 Conclusion

Sur la base de ce qui précède, nous considérons que le marxisme ouvert a contribué à enrichir la théorie marxiste de l'État, tout en comportant certains dangers de confusion. La théorie marxiste de la lutte de classe permet de voir comment la lutte de classe et les relations sociales de production sont fondamentales et sont fétichisées en relations économiques et relations politiques. Elle éclaire également la façon dont, sur la base de ce fétichisme, les relations sociales deviennent des relations entre des choses et les phénomènes économiques et politiques deviennent des choses en soi totalement désarticulées des relations sociales de production et de la lutte de classe. C'est sur la base de tels acquis théoriques que l'on peut identifier plusieurs problèmes que posent les théories structuralistes néo-marxistes de l'État. La théorie marxiste de l'État doit régler ses comptes avec certains de ces problèmes et le marxisme ouvert y contribue.

¹⁰⁶ MARX (1894), op. cit., p. 717 [Marx, Capital 3, sec. 6, ch. 47-2].

Nous croyons également que le marxisme ouvert enrichi le marxisme classique concernant certains aspects. Il met en lumière les dangers d'une compréhension caricaturale ou simpliste du matérialisme dialectique et du matérialisme historique. Cependant, dans sa polémique contre le « dogmatisme », le marxisme ouvert tombe lui-même dans une compréhension réductrice et caricaturale de certains concepts du marxisme classique, notamment ceux d'économisme et d'instrumentalisme.

Sans fétichiser les relations sociales de production, nous croyons qu'il est essentiel d'identifier le caractère fondamentalement économique des relations de production, et ce, précisément parce qu'elles sont dynamisées par la production et l'appropriation de plus-value. Nous croyons donc que les relations sociales de production sont fondamentalement économiques – dans la mesure où ce qui est au cœur de ces relations, c'est la production et l'extorsion de surtravail non payé – et que cette relation d'exploitation se développe et se complexifie en des ramifications dont le caractère est politique, idéologique, juridique, etc. Nous croyons également que, dans l'analyse des phénomènes sociaux, c'est précisément cette *dynamique autour de la production et de la lutte pour l'appropriation de plus-value ainsi que la lutte pour la reproduction des relations sociales qu'engendre une telle dynamique* – c'est-à-dire la lutte de classe – qui doit encadrer la compréhension.

Ainsi, l'État apparaît comme l'objet et un instrument de la lutte de classe telle que définie ci-haut. De cette façon, il est clair que le rôle et la place de l'État, dans le contexte du capitalisme contemporain, sont centraux en tant qu'instrument de la bourgeoisie pour la restructuration de l'économie globale à la faveur du profit capitaliste;

tout en demeurant un objet central de la lutte de classe du point de vue de la résistance à la globalisation et au néolibéralisme économique.

5. Proposition de recherche et stratégie de vérification

Considérant l'importante place qu'occupe le néo-marxisme d'inspiration poulantzassienne dans le champ de la théorie marxiste de l'État aujourd'hui; considérant, sur la base de ce qui a été esquissé sommairement plus haut, que ce courant du marxisme pose de sérieux problèmes théoriques aux conséquences pratiques graves, notamment en ce qui a trait à l'activation de la subjectivité politique; considérant l'importance du problème de l'activation de la subjectivité politique dans le contexte actuel; considérant comme insatisfaisante la critique ouverte et surtout néo-marxiste de certains concepts du marxisme classique tels que l'économisme et l'instrumentalisme, et considérant que ces derniers ont un potentiel explicatif plus riche que ne le laisse entendre le traitement caricatural qu'en ont fait leurs critiques; et considérant finalement l'apport essentiel du marxisme ouvert à la critique du néo-marxisme d'inspiration poulantzassienne; nous proposons d'entreprendre une analyse critique de la sociologie poulantzassienne de l'État en tant que fondement du néo-marxisme toujours en vogue dans le champ de la théorie marxiste de l'État actuelle.

Sur la base du cadre d'analyse élaboré plus haut, c'est-à-dire en puisant à la fois dans le bassin de la pensée marxiste classique et celui du marxisme ouvert, nous proposons une critique systématique du refoulement de la question politique dans le néo-marxisme, critique qui procède en se penchant particulièrement sur le système conceptuel de Poulantzas à la lumière des apports des débats importants du marxisme actuel.

Pour ce faire, nous aborderons l'œuvre de Poulantzas à partir de *Pouvoir politique et classes sociales* publié en 1968. Cet ouvrage présente l'appareil conceptuel de l'auteur de façon systématique. Le fondement théorique de ce que sera le marxisme structuraliste y est clairement exposé. Nous prenons l'ouvrage en tant que formulation « classique » du genre. Comme l'indique Simon Clarke: « Thus the later development of Poulantzas's theory, in which he relaxed his "structural determinism" to give increasingly greater weight to the role of the "class struggle", does not in any way alter the characterisation of the "economic" and the "political" on which his theory rests [...]. »¹⁰⁷ Nous nous intéressons à l'origine et à la portée théorique de l'œuvre de Poulantzas. C'est pour cette raison que les ouvrages d'analyse de situations concrètes seront peu abordés. Nous ne voulons pas ici juger *a posteriori* les analyses auxquelles a procédé Poulantzas de l'État keynésien des années 1970-80 par exemple, ni des dictatures de la même époque. Ces *formations sociales concrètes* étant disparues, l'exercice serait de bien peu d'intérêt. C'est dans la mesure où le cadre conceptuel poulantzassien continue d'animer des débats sur les *formations concrètes* d'aujourd'hui que l'œuvre de Poulantzas attire notre attention.

Aussi, pour des raisons évidentes, nous nous sommes jusqu'à maintenant limité aux ouvrages parus dans la foulée du *débat anglais*. La place prépondérante de *Pouvoir politique et classes sociales* et des principaux articles du débat avec Milliband s'explique par la place prépondérante que ces textes ont occupée dans l'ensemble du *débat anglais*. Il est à remarquer que le même choix méthodologique explique également, par exemple, la prépondérance du *18 Brumaire* de Marx au chapitre 3 puisque c'est de cet ouvrage dont il est question dans le texte de Poulantzas. Tel qu'annoncé plus haut, l'importance

¹⁰⁷ CLARKE (1991b), op. cit., p. 37.

de l'histoire du développement des différentes conceptions marxistes de l'État dans leurs interrelations dicte ce choix méthodologique.

Ce n'est qu'à de rares endroits, lorsque cela sera utile ou nécessaire, que nous irons puiser dans le reste de l'œuvre de Poulantzas. Par exemple, nous nous sommes référés à des articles subséquents où il explique le contexte dans lequel l'ouvrage de 1968 a été rédigé, ou encore, nous avons utilisé *Fascisme et Dictature*¹⁰⁸ afin d'aborder l'analyse du fascisme à laquelle procède l'auteur, analyse qui est absente de *Pouvoir politique et classes sociales*. L'intérêt de l'analyse du fascisme par Poulantzas réside en ce qu'il révèle le caractère statique de la conception poulantzassienne de l'État, par opposition à la conception dynamique développée par le marxisme ouvert.¹⁰⁹

¹⁰⁸ POULANTZAS NICOS, 1974 (1970), *Fascisme et Dictature*, Paris: Seuil/Maspero, 374 p.

¹⁰⁹ Outre les titres déjà mentionnés, le lecteur désirant se familiariser avec l'ensemble de l'œuvre de Poulantzas est invité à consulter la bibliographie en fin de volume.

Chapitre 2

Théorie des classes et lutte de classe chez Poulantzas

Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre les choses, Marx découvrit des rapports entre les hommes.

V. I. Lénine

1. Cadre conceptuel de la sociologie poulantzassienne

Nicos Poulantzas est né à Athènes en 1936, sous le régime du général Metaxás. Au cours de ses études en droit, il joint le mouvement étudiant grec. Il a également été membre du Parti communiste grec. En 1960, il se rend à Paris d'où il produira une œuvre importante durant les deux décennies à venir. Il y sera maître de conférences à l'université de Paris-VIII (Vincennes). Il épousera la philosophe féministe Annie Leclerc. Poulantzas jouera un rôle important dans la diffusion de l'« eurocommunisme » et pour la construction d'un « socialisme démocratique » affranchis des expériences socialistes à l'est.¹ Sa contribution ne se limite pas à sa tentative de renouvellement de la théorie marxiste de l'État. Il a notamment produit une analyse des dictatures fascistes de l'Europe des années 1970. Nicos Poulantzas mourra dans des conditions tragiques à Paris en octobre 1979.

Nous présenterons d'abord les principaux concepts et termes de la sociologie poulantzassienne. Suite à cela, nous procéderons à une appréciation critique de la théorie des classes et lutte de classe chez Poulantzas.

1.1 Une sociologie structuro-fonctionnaliste

Jusqu'ici, suivant la littérature établie, nous avons qualifié la sociologie poulantzassienne de structuralisme. Cette appellation est largement reconnue et répandue. Cependant, avec Simon Clarke et d'autres, nous estimons qu'il s'agit plus précisément d'un structuro-fonctionnalisme. Nous avons mentionné au chapitre précédent, et nous y reviendrons sous peu, que Poulantzas adopte la conception

¹ Sur l'eurocommunisme, voir : CARRILLO Santiago, 1977, *Eurocommunisme et État : essai politique*, Paris : Flammarion, 1977, 251 p.; HOXHA Enver, 1980, *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme*, Tirana : Éditions 8 Nëntori, 303p.; et MANDEL Ernest, 1978, *Critique de l'eurocommunisme*, Paris : Maspero, 319 p.

structuraliste développée par Louis Althusser. Selon ce structuralisme, la société se divise en différents niveaux autonomes les uns des autres. Ainsi, on peut parler d'autonomie *structurelle* des différents niveaux (autonomie du politique, de l'économique, etc.). Cette autonomie permet l'articulation et la réarticulation de différentes combinaisons des différents niveaux. C'est la structure d'ensemble, la forme d'articulation particulière des différents niveaux, qui détermine en retour ces derniers. Cette autonomie structurelle détermine, dans le cas précis du capitalisme, une autonomie *fonctionnelle* de l'État capitaliste par rapport aux classes sociales. L'autonomie structurelle et la combinaison particulière du capitalisme déterminent une fonction à l'État capitaliste et cette fonction exige une autonomie particulière de l'État capitaliste. Comme l'indique Clyde W. Barrow: « Structuralists postulate that every mode of production can be analysed in terms of functional interrelations between its economic, political and ideological structures. »² Tout ceci deviendra plus clair plus loin, mais retenons pour l'instant que le structuralisme de Poulantzas confère une autonomie structurelle aux différents niveaux de toute formation sociale, et que dans le cas précis du capitalisme, l'État est fonctionnellement déterminé de telle façon qu'il jouit d'une autonomie relative par rapport aux classes sociales. Nous parlerons donc d'autonomie fonctionnelle spécifiquement capitaliste qu'il ne faut pas confondre avec l'autonomie structurelle de chaque niveau dans chacune des formations sociales.

Il a été dit plus haut que Poulantzas, suivant Althusser, refusait le « déterminisme économique » selon lequel la superstructure juridico-politique serait déterminée en dernière instance par la structure économique. Il a également été mentionné que la

² BARROW Clyde W., 1993, *Critical theories of the state: Marxist, Neo-Marxist, Post-Marxist*, Madison: University of Wisconsin Press, p. 51.

structure de la société se divise en trois « niveaux », ou en trois sphères d'activité, soit le niveau économique, politique et idéologique. Nous avons finalement indiqué que tous trois sont influencés par leurs relations avec la structure d'ensemble. Précisons maintenant un peu plus la terminologie et l'appareil conceptuel de Poulantzas.

Un mode de production est composé de divers niveaux ou instances. Ces diverses instances sont autonomes les unes par rapport aux autres. Ce qui caractérise un mode de production particulier, c'est la combinaison particulière des différents niveaux.

Par *mode de production* on désignera non pas ce que l'on indique en général comme l'économique, les rapports de production au sens strict, mais une combinaison spécifique des diverses structures et pratiques qui, dans leurs combinaisons, apparaissent comme autant d'instance ou niveaux, bref comme autant de structures régionales de ce mode. Un mode de production, comme le dit de façon schématique Engels, comprend divers niveaux ou instances, l'économique, le politique, l'idéologique et le théorique, étant entendu qu'il s'agit là d'un schéma indicatif et que l'on peut opérer un découpage plus exhaustif. [...] Ce qui distingue donc un mode de production d'un autre, et qui, par conséquent, spécifie un mode de production, c'est cette forme particulière d'articulation qu'entretiennent ses niveaux [...].³

On remarque ici que Poulantzas conserve la terminologie structure-superstructure, mais que la structure ne concerne pas exclusivement l'économique, pas plus que la superstructure ne se rapporte spécifiquement aux niveaux politique et idéologique. Poulantzas parle de structure politique, de structure idéologique et de structure économique, tout comme de superstructure politique, idéologique et économique.

C'est la forme particulière de la combinaison des divers niveaux qui constitue un mode de production particulier. C'est également cette forme qui détermine les diverses régions elles-mêmes: « Il s'agit d'un type de rapport à l'intérieur duquel la structure à

³ POULANTZAS Nicos, 1975 (1968), *Pouvoir politique et classes sociales*, vol. 1, Paris: Maspero, p. 8-9.

détermination du tout commande la constitution même – la nature – des structures régionales, en leur assignant leur place et en leur distribuant des fonctions: les rapports qui constituent ainsi chaque niveau ne sont jamais simples, mais *surdéterminés* par les rapports des autres niveaux. »⁴ La structure est donc un tout complexe dont les rapports entre ses différents niveaux déterminent la nature même de ces niveaux. La forme que prend la combinaison particulière des différents niveaux, la *matrice* d'un mode de production, est elle-même déterminée, en dernière instance, par le niveau économique. Cependant, cette détermination en dernière instance par l'économique « ne signifie pas que l'économique y détient toujours le *rôle dominant*. Si l'unité qu'est la structure à dominante implique que tout mode de production possède un niveau ou instance dominant, l'économique n'est en fait déterminant que dans la mesure où il attribue à telle ou telle instance le rôle dominant, c'est-à-dire dans la mesure où il règle le déplacement de dominance dû à la décentration des instances. »⁵ Ainsi, Poulantzas distingue la *détermination en dernière instance* par l'économique, dans tout mode de production, de la *dominance* d'un niveau sur les autres, dominance qui, selon le mode de production, peut échoir à un niveau ou l'autre.

Les diverses combinaisons des niveaux peuvent en arriver à une matrice d'un mode de production où différents niveaux sont intimement liés. Par exemple, l'exploitation économique dans le féodalisme est directement liée à la domination politique. Ce qui est caractéristique du mode de production capitaliste, c'est que la combinaison particulière des différents niveaux résulte en une autonomie relative de ces derniers. « L'articulation de l'économique et du politique dans ce mode de production est

⁴ Ibid., p. 8.

⁵ Ibid.

caractérisée par une autonomie – relative – *spécifique* de ces deux instances. »⁶ Cette autonomie relative spécifique, propre au capitalisme, trouve son origine dans la structure économique, dans la forme particulière que revêt la production sous le capitalisme.

Au niveau de la structure économique, Poulantzas distingue ce qu'il nomme les *relations d'appropriation réelle* (se rapportant aux procès de travail, soit la relation entre producteurs directs et moyens de production) et les *relations de propriété* (se rapportant aux relations de production proprement dites, soit la relation entre producteurs directs et propriétaires, relation entre producteur de « marchandises » et propriétaire de « marchandises » produite).⁷ Ces relations peuvent se combiner de façon variable et c'est cette combinaison (en d'autres termes la combinaison du « système des forces productives » et du « système des rapports de production ») qui constitue l'économie. Dans le cas précis du capitalisme, Poulantzas parle d'*homologie* entre les deux relations.⁸ Il y a homologie puisqu'il y a séparation dans les deux types de relations. D'une part, il y a séparation dans le cas des relations de propriété: comme c'est le cas dans toute société de classes, il existe, dans le capitalisme, une classe de non-producteurs qui intervient dans le procès de travail et s'approprie la production. D'autre part, il y a séparation dans la relation d'appropriation réelle entre producteurs et moyens de production. Remarquons que cette séparation est propre au capitalisme.

Cette homologie des relations de propriété et d'appropriation est ce qui définit la région économique dans le mode de production capitaliste. Cette combinaison particulière définit à son tour (à cause de la détermination en dernière instance par l'économie) la dominance de l'économie dans le mode de production capitaliste

⁶ Ibid., p. 24.

⁷ Ibid., p. 21.

⁸ Ibid., p. 22.

ainsi que l'autonomie relative du politique et de l'économique qui est caractéristique du capitalisme. Cette autonomie relative est centrale dans la théorie poulantzassienne de l'État capitaliste. Le passage suivant est important dans l'ouvrage puisqu'il établit théoriquement cette autonomie. Plus loin, il est longuement question de l'autonomie de l'État, mais Poulantzas s'attarde à démontrer la présence d'une telle théorie dans l'œuvre de Marx plutôt qu'à l'élaborer théoriquement.

Dans le M.P.C. [mode de production capitaliste], on assiste en revanche à une combinaison d'homologie entre la relation de propriété et la relation d'appropriation réelle: cette homologie s'instaure grâce à la séparation de producteur direct et des moyens de production dans la deuxième relation, ce que Marx désigne comme séparation du producteur direct et de ses conditions naturelles de travail, intervenant au stade de la grande industrie. C'est notamment de cette séparation, faisant du travailleur lui-même un élément du capital et du travail une marchandise, que découle le caractère de l'économique de ce mode comme procès de production de la plus-value. Cette combinaison détermine une autonomie spécifique du politique et de l'économique. Marx la saisit dans ses deux manifestations: d'une part, dans ses effets sur l'économique: par exemple, le procès de production dans le M.P.C. fonctionne de façon relativement autonome, n'ayant pas besoin de l'intervention, caractéristique pour les autres modes de production, de "raisons extra-économiques"; le procès de reproduction élargie - Rosa Luxemburg le faisait justement remarquer — est principalement déterminé par la "raison économique" de production de la plus-value; les crises purement économiques apparaissent, etc. Et il saisit, d'autre part, cette autonomie dans ses effets sur l'État capitaliste.⁹

Il eut été de bon aloi de préciser la façon dont Marx saisit ces effets sur l'État. Mais tenons-nous en à ce que Poulantzas nous dit. Ainsi donc, ce qui est central dans le capitalisme, c'est la production de plus-value qui n'est possible que lorsque le travail devient marchandise, et donc qui n'est possible que lorsque le travailleur est séparé des moyens de production par la propriété privée de ces derniers. Poulantzas avance

⁹ Ibid.p. 28.

également que cette « combinaison » (il faut comprendre: l'homologie entre la relation de propriété et la relation d'appropriation réelle qui a pour base la séparation du producteur des moyens de travail) « détermine une autonomie spécifique du politique et de l'économique ». Contrairement aux modes de production précédents, l'économique est autonome et fonctionne sans intervention des « raisons extra-économiques ». Une fois la propriété privée des moyens de production établie comme structure, le processus de reproduction élargie du capital peut commencer et se reproduire. C'est ainsi que le marché devient une chose autonome fonctionnant selon des lois qui lui sont propres. La critique des marxistes ouverts consiste à nier cette autonomie puisque la propriété privée des moyens de production – comme toutes les autres « structures » ou conditions – n'est pas un donné, acquis une fois pour toutes. Il faudrait pour cela que la structure économique soit un élément inerte à l'abri des aléas de la lutte de classe. C'est précisément ce que Poulantzas tentera d'établir comme nous le verrons sous peu.

Suivant Poulantzas, Ellen Meiksins Wood avance également: « The economic sphere in capitalism has its own forms of coercion, which enable exploitation and capital accumulation without directly relying on extra-economic force. »¹⁰ Pour Wood, l'économique peut fonctionner sans la coercition de la sphère politique puisque l'économique possède sa propre force coercitive. Poulantzas énonce l'autonomie des deux sphères plutôt qu'il ne la justifie. Tout au plus, l'argument de Wood pourrait être implicite pour Poulantzas. Cela serait cependant étonnant puisque tout élément de coercition implique un élément dynamique de lutte de classe, chose qui est absente de la

¹⁰ WOOD Ellen Meiksins, 2006, « Logics of Power: A Conversation with David Harvey », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 18.

structure économique pour Poulantzas. Nous aurons plus loin l'occasion de revenir sur l'interprétation de Wood.

Pour l'instant, retenons que chez Poulantzas, 1. les différents niveaux sont relativement autonomes les uns par rapport aux autres; 2. qu'ils sont déterminés par leur relation à la structure d'ensemble; que 3. cette dernière est déterminée en dernière instance par l'économique; qui, 4. dans le capitalisme, est dominant et 5. est spécifiquement autonome par rapport au politique (et vice-versa).

1.2 Corpus des classiques du marxisme

C'est sur la base de l'autonomie relative des sphères économique et politique que Poulantzas érige ces dernières en objet de science spécifique et autonome. Cette autonomie permet de constituer les différents niveaux en objets de sciences indépendants.

Cette autonomie a des conséquences théoriques sur l'objet de notre travail: elle rend possible une théorie régionale – au sens très rigoureux – d'une instance de ce mode, par exemple l'État capitaliste; elle permet la constitution du politique en objet de science autonome et spécifique: Marx l'a montré, on le sait, dans *Le Capital* à propos de l'économique et de la science économique. À *proprement parler*, cette autonomie légitime l'absence, dans l'exposition discursive concernant une instance du M.P.C., des théories concernant ses autres instances.¹¹

C'est dans cette optique que Poulantzas aborde le corpus des *classiques* du marxisme afin d'établir où trouver des indications concernant le problème de l'État.¹² Comme il existe une science économique et une science du politique qui sont autonomes l'une de l'autre, Poulantzas distingue les œuvres de Marx qui portent sur l'économique et celles qui portent sur le politique. Ainsi, *Le Capital* serait une œuvre strictement

¹¹ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 25.

¹² Sur le corpus des classiques du marxisme portant sur le politique selon Poulantzas, voir POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 12-18.

économique. Si on y trouve des indications sur l'État et le politique, ce n'est que « en creux » selon l'expression de Poulantzas. Les ouvrages portant sur l'économie ne sont donc pas d'une grande utilité. De leur côté, les ouvrages proprement politiques posent un autre problème: ce ne sont pas des ouvrages *théoriques* à proprement parler. « [P]ris dans l'exercice direct de leur propre pratique politique, ils [Marx, Engels, Lénine et Gramsci] n'en ont pas explicitement fait la théorie, au sens fort du terme. »¹³ Les œuvres politiques sont donc bien pauvres du point de vue théorique et n'offrent que des « concepts à l'"état pratique" », « des *éléments* de la connaissance théorique», ou encore « une conception *implicite* du politique ». ¹⁴ Poulantzas fait la distinction entre une *formation sociale* concrète et un *mode de production* qui est un concept abstrait. Les ouvrages politiques portent sur la pratique politique dans une formation sociale précise, et non sur le politique dans le capitalisme en général, en tant que mode de production. Le seul ouvrage proprement théorique, c'est *Le Capital*, qui malheureusement porte sur l'économie. « Cette présence en creux du politique dans *Le Capital* nous sera très utile, mais ne pourra nous mener bien loin. »¹⁵ À ces problèmes, il faut ajouter celui de la chronologie. Suivant l'influence d'Althusser, il faut rejeter tout ouvrage contenant des reliquats de la problématique hégélienne et ne garder que ceux du Marx mature (plus ou moins après 1845) après que la problématique proprement marxiste ait été élaborée. C'est pour ces raisons que Poulantzas propose de puiser ses concepts dans les classiques du marxisme

¹³ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 14.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid., p. 16

« par une élaboration – et non par une simple extraction ». ¹⁶ Par conséquent, « ces concepts subiront des transformations nécessaires. » ¹⁷

Cette approche est très différente de celle des marxistes ouverts. Pour ces derniers, *Le Capital* porte effectivement sur les manifestations économiques des relations sociales et constitue effectivement une élaboration théorique plus développée dans l'œuvre de Marx. Cependant, ils trouvent dans l'œuvre de Marx, et particulièrement dans *Le Capital*, des indications théoriques de premier plan pour analyser l'ensemble des relations sociales et pas seulement l'économie. Simon Clarke explique:

This approach was based on an interpretation of Marx's Capital not as a theory of the "economic" but as a theory of the social relations of capitalist society as a whole, an approach which had been pioneered in discussion of Marx's theory of value. Marx's critique of political economy in Capital was based on the argument that economic categories are fetishised forms of appearance of social relations. The immediate relationship between wage labour and capital is not an "economic" relationship, but a social relationship which combines inextricably "economic", "political" and "ideological" dimensions, in the sense that it is a relation simultaneously of exploitation, of domination and of ideological struggle. ¹⁸

Cette approche a été introduite en Allemagne et en Angleterre par John Holloway et Sol Picciotto. Dans leur introduction à *State and Capital: A Marxist Debate* de 1978, on pouvait lire:

In this perspective, it is clear that Capital is in no way an attempt to examine "the economy in isolation" (Fine and Harris (1976a, p. 109); still less does it constitute the economic "into an autonomous and specific object of science" as Poulantzas (1973, p-29) would have it. It is an historical materialist critique of the forms of political economy which attempts to show the social relations which are concealed by, and give rise to, those forms. It follows that a study of the political must not be an attempt to

¹⁶ Ibid., p. 17

¹⁷ Ibid.

¹⁸ CLARKE Simon, 1991b, « The State Debate », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, London: Macmillan, p. 9.

develop some autonomous "political science", but should rather be a critique of political science which attempts to decipher the political categories as forms of social relations. Since the object of study is bourgeois society, the social relations which are concealed by and give rise to these political forms will be essentially the social relations uncovered by Marx in his critique of political economy, the social relations of the capitalist mode of production. Logically, therefore, the German debate, which is concerned with the analysis of the form of the political, draws its inspiration less from Marx's overtly political writings than from *Capital* and the *Grundrisse*. And this does not stem from a position of economic determinism but, on the contrary, from a view which sees in *Capital* not an economic analysis but a materialist critique of the economic form. Just as the social relations of the capitalist mode of production have given rise to the economic form and the categories of political economy, so they have given rise to the political form and the categories of political science. Thus the investigation of the relation between the economic and the political begins not by asking in what way the "economic base" determines the "political superstructure" but by asking: what is it about social relations in bourgeois society that makes them appear in separate forms as economic relations and political relations?¹⁹

Bien qu'ayant été introduite en Allemagne et en Angleterre par Holloway et Picciotto au cours des années 1970²⁰, ces derniers étaient eux-mêmes inspirés par les travaux d'Eugene Pashukanis publiés en Russie en 1923.²¹ « This way of approaching the state was not entirely new: the problem had already been posed in those terms in 1923 by Pashukanis, whose masterly essay on "The General Theory of Law and

¹⁹ HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol, 1978b, « Introduction: Towards a Material Theory of the State », dans HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol (éd.), 1978a, *State and capital: a Marxist debate*, Londres: E. Arnold, p. 17-18; citant FINE Ben Et HARIS Laurence, « "State expenditure in advanced capitalism": a critique », *New Left Review*, première série, n° 98, p. 109 et POULANTZAS Nicos, *Pouvoir Politique et classes sociales* (1968) op. cit. Holloway et Picciotto citent une édition anglaise parue à Londres en 1973 sous le titre *Political power and social class*.

²⁰ CLARKE (1991b), op. cit., p. 37-43.

²¹ PASHUKANIS Eugene, 1970 (1923), *La théorie générale du droit et le marxisme*, Paris: Études et documentation internationales, 176 p.

Marxism", although translated into English, has been very sadly neglected by Marxists in Britain. »²²

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le concept de fétichisme est central pour Holloway et le marxisme ouvert, notamment dans l'analyse du politique et de l'État. « "Fétichisme" est le terme par lequel Marx décrit la rupture de l'agir. Le fétichisme, qui est le noyau de la discussion de Marx sur le pouvoir, est essentiel dans tout débat visant à changer le monde. »²³ Pour les marxistes ouverts, les catégories du politique sont des formes fétichisées sous lesquelles apparaissent les rapports sociaux. Comme le soulignait Lénine: « Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets [...], Marx découvrit des rapports entre hommes. »²⁴ La tâche du scientifique est de critiquer ces formes fétichisées plutôt que d'en faire une plate description où l'on constate comment les choses fonctionnent. « Les théoriciens bourgeois consolident la rupture des rapports sociaux, en prenant ces formes fétichisées comme la base de leur analyse, au lieu de les critiquer [...]. »²⁵ C'est sur cette base que nous assimilons la sociologie poulantzassienne à la sociologie « bourgeoise ».

Partant du point de vue selon lequel l'économique et le politique pouvaient être constitués en objet de science spécifique et autonome, plusieurs ont fait la distinction entre *le Marx économiste* et *le Marx sociologue*, ainsi que *le Marx philosophe*, *le Marx révolutionnaire*, etc., etc. Le marxisme devient ainsi un étalage de supermarché où chacun peut choisir ce que bon lui semble. C'est dans cet ordre d'idée que Neil J.

²² HOLLOWAY et PICCIOTTO (1978b), op. cit., p. 18, se référant à PASHUKANIS (1923), op. cit. HOLLOWAY et PICCIOTTO utilisent une version anglaise publiée en 1951 aux Harvard University Press.

²³ HOLLOWAY John, 2007 (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris: Éditions Syllepse ; Montréal: Lux éditeur, p. 75.

²⁴ LÉNINE Vladimir I., 1977 (1913a), « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », dans *Œuvres* tome 19, Paris: Édition Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 16.

²⁵ HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 82.

Smelser et Richard Swedberg, dans *Introducing Economic Sociology*, exposent l'idée que les intellectuels doivent dorénavant être en mesure de reconnaître les différentes facettes de l'ouvrage de Marx pour ainsi en extraire les éléments pertinents et mettre sur la glace certains concepts. « The task that confronts economic sociology today is to extract those aspects of marxism that are useful. In doing so, it is useful to follow the suggestion of Schumpeter, and distinguish between Marx as a sociologist, Marx as an economist and Marx as a revolutionary. We now turn to a preliminary effort to pull out the relevant ingredient for economic sociology. »²⁶ Parmi les éléments à rejeter, il y a ceux qu'ils qualifient de « déterminisme économique ».

A positive feature of Marx's approach is his insight into the extent to which people have been willing to fight for their material interests throughout history. He also contributed to understanding how large group of people, with similar economic interests, under certain circumstances can unite and realize their interests. On the negative side, Marx grossly underestimated the role in economic life of interests other than the economic ones. His notion that economic interests in the last hand always determine the rest of society is also impossible to defend: "social structure, types and attitudes are coins that do not readily melt," to cite a famous quote from Schumpeter.²⁷

Certains courants en sociologie économique acceptent l'idée selon laquelle on peut extraire des éléments pertinents de la pensée marxiste, mais on ne doit pas l'aborder comme un tout. Tel est le cas du « père fondateur » de l'école de la régulation, Michel Aglietta. Ce dernier prétend être en mesure d'aborder ses analyses en utilisant particulièrement les « fondements logiques [du] matérialisme dialectique, méthode

²⁶ SMELSER Neil J. et SWEDBERG Richard, 2005b, « Introducing economic sociology », dans SMELSER Neil J. et SWEDBERG Richard (éd.), 2005a, *The handbook of economic sociology*, Princeton: Princeton University Press et New York: Russell Sage Foundation, p.7.

²⁷ Ibid, p. 8, citant SCHUMPETER Joseph A., 1994 (1942), *Capitalism, Socialism, and Democracy*, Londres: Routledge, p. 12.

élaborée par Marx. »²⁸ C'est donc en partie pour cette raison que certains affirment que « [...] l'école de la régulation [...] ne rompt pas totalement avec le paradigme [...] marxiste. »²⁹ Pourtant, l'École de la régulation, suivant la voie ouverte par Poulantzas, représente de façon très caractéristique la sociologie « marxiste » qui traite les catégories du politique comme des *choses*, et non comme des *rappports entre les hommes*. C'est ainsi que plusieurs économistes et sociologues « marxistes » désarticulent le marxisme, désarticulent l'analyse des rapports sociaux et leurs formes différées. Cette désarticulation offre une *économie critique* ou une *sociologie critique* qui ont pour objet des phénomènes tout aussi réifiés que la science *non-critique*.

2. Structures et subjectivité

Poulantzas commence son exploration de la théorie marxiste des classes et de la lutte de classe en rejetant trois « déformations » du marxisme au sujet des classes. Les deux premières déformations sont de type « historiciste ». La première part d'une « problématique hégélienne » et « conçoit les classes comme sujet de l'histoire, comme facteur d'engendrement génétique des structures d'une formation sociale et comme facteur de leur transformation [...]. »³⁰ Lukacs est le principal représentant de cette tendance que l'on retrouve également chez des auteurs comme Goldman et Marcuse. La deuxième forme d'historicisme se manifeste pour sa part dans des sociologies que Poulantzas qualifie de « fonctionnalistes ». À ce chapitre, il mentionne notamment l'analyse de Bourdieu. Si la première forme d'historicisme pêche en attribuant la

²⁸ AGLIETTA Michel, 1976, *Régulation et crise du capitalisme: l'expérience des États-Unis*, Paris: Calmann-Lévy, p. 13.

²⁹ LÉVESQUE Benoît, BOURQUE Gilles L. et FORGUES Éric, 1997, « Renouveau de la sociologie économique de la langue française: originalité et diversité des approches », les *Cahiers du CRISES*, Collection Études théoriques, no ET9701, p. 34.

³⁰ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 58.

paternité des structures à la classe-sujet, la deuxième fait également erreur dans son analyse du rapport entre classes et structure. « Cette interprétation fonctionnaliste ne définit la formation sociale en tant que système de structures que comme cadre référentiel objet d'un examen *statique*, l'élément *dynamique-diachronique* de ce système étant représenté par "la lutte de classe". Le statut propre du "groupe" chez Marx serait de constituer l'élément dynamique des structures, le groupe aurait pour fonction d'être le principe et la condition de leur transformation. »³¹ Dans les deux cas, le problème est celui de la classe comme sujet. Dans les deux cas, « [l]es agents de la production sont saisis comme les agents-producteurs, comme les sujets créateurs des structures, les classes sociales comme les sujets de l'histoire. »³² Or, selon Poulantzas, cette conception omet deux choses importantes. D'abord, selon Poulantzas, « les agents de la production [...] sont considérés par Marx comme les supports ou les porteurs d'un ensemble de structures. »³³ Ensuite, « les classes sociales ne sont jamais *théoriquement* conçues par Marx comme l'origine génétique des structures, pour autant que le problème concerne la définition du *concept* de classe. »³⁴

On remarque ici un élément central de tout structuralisme, soit la suppression de la subjectivité. Bien que le terme de « structuralisme » ait recouvert des réalités et conceptions relativement diverses, il s'agit d'un thème récurrent dans toute sociologie rattachée de près ou de loin au structuralisme. Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues remarquent, reprenant la formulation de François Dosse, que: « Si l'épisode structuraliste a favorisé la pensée critique, il a néanmoins désamorcé la portée de cette

³¹ Ibid., p. 59.

³² Ibid., p. 60.

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

dernière par la "négation principielle de toute transformation possible". »³⁵ Suite à la très grande popularité du structuralisme dans les années 1960 et 1970, notamment en France, c'est en partie contre cet antisubjectivisme que s'élèvera un véritable mur de critique. Le recul du structuralisme durant les années 1980 doit beaucoup à un retour de la problématique du sujet. Toujours selon Lévesque Bourque et Forgues: « Au début des années 1980, un basculement de paradigme s'opère de sorte qu'on passe alors d'un "paradigme critique" où les structures occupaient une place centrale à un paradigme où le thème de l'historicité s'impose comme référence, douce revanche des acteurs sur les structures. Ainsi, "le refoulé du structuralisme, le sujet, (a) fait un retour d'autant plus fracassant que l'on avait cru pouvoir se dispenser de lui pendant une vingtaine d'années" ». ³⁶ Nous y reviendrons sous peu.

Il existe aussi une troisième déformation, selon Poulantzas, de la théorie marxiste des classes et de la lutte de classe. Il s'agit ici d'une conception « économiste » selon laquelle les classes sont définies uniquement par la sphère économique, c'est-à-dire par les rapports de production, la place des agents de production dans le procès de travail et le rapport de ces derniers aux moyens de production. Pour Poulantzas, « on peut constater que les analyses de Marx concernant les classes sociales se rapportent toujours, non pas simplement à la structure économique - rapports de production -, mais à l'ensemble des structures d'un mode de production et d'une formation sociale et aux rapports qu'y entretiennent les divers niveaux. »³⁷

³⁵ LÉVESQUE, BOURQUE et FORGUES (1997), op. cit., p. 4, citant DOSSE François, 1991-1992, *Histoire du structuralisme*, 2 tomes, Paris: Éditions La Découverte.

³⁶ LÉVESQUE, BOURQUE et FORGUES (1997), op. cit., p. 5, citant DOSSE (1991-1992), op. cit.

³⁷ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 61.

Ces critiques, et la théorie poulantzassienne des classes et des luttes de classe, ont pour objet de nier deux choses importantes: le caractère subjectif des classes sociales et leur caractère fondamentalement économique. « La conception marxiste scientifique des rapports sociaux de production porte en elle la critique radicale de toute anthropologie économique, qui rapporte l'économique en général aux "besoins" des "sujets" humains, et par conséquent la critique radicale de la conception des rapports sociaux comme rapports intersubjectifs. »³⁸ Voyons ce qu'il en est.

2.1 Séparation des pratiques et structures

Poulantzas définit les classes sociales comme un *effet des structures* dans le domaine des *rapports sociaux*.³⁹ Voici sa définition rigoureuse du concept de classe sociales: « Plus exactement, la classe sociale est un concept qui indique les effets de l'ensemble des structures, de la matrice d'un mode de production ou d'une formation ou sociale sur les agents qui en constituent les supports: ce concept indique donc les effets de la structure globale dans le domaine des rapports sociaux. »⁴⁰ Ainsi, les classes ne sont pas un effet de la structure économique uniquement, se reflétant dans la sphère politique. Elles sont l'effet de la structure d'ensemble. Mais ce qui est central, c'est que Poulantzas sépare les structures des rapports sociaux. Il confine également les rapports de production au niveau de la structure économique. Du coup, les rapports de production ne constituent plus des rapports sociaux, les rapports de production ne constituent plus des rapports de classes. « Ce qui est exact, c'est que la structure des rapports de production, pas plus que celle du politique ou de l'idéologique, ne peut être directement saisie comme rapports de

³⁸ Ibid., p. 63.

³⁹ Ibid., p. 62 et suivantes.

⁴⁰ Ibid., p. 66.

classes ou rapport de pouvoir. »⁴¹ Ni à l'usine, ni dans l'État (qui constitue la structure politique), il n'y a de rapports de classes et de rapports de pouvoir...

Pour arriver à intégrer cette thèse à l'œuvre de Marx et à celle de Lénine, Poulantzas établit une distinction capitale entre les termes de *rappports de production* et de *rappports sociaux de production*. Les premiers se rapportent à la structure économique et les deuxièmes sont l'effet des premiers dans le domaine des relations sociales. Il définit ainsi les *rappports de production* :

[L]'instance de l'économique consiste dans l'unité du procès de travail (concernant les conditions matérielles et techniques de travail, et plus particulièrement, les moyens de production, bref en général le rapport "homme-nature") et des rapports de production (concernant les rapports des agents de production et des moyens de travail). Il en résulte que les rapports de production connotent non pas simplement des rapports des agents de la production entre eux, mais ces rapports dans des *combinaisons spécifiques* de ces agents et des conditions matérielles et techniques du travail.⁴²

Dans la production, les hommes entrent en rapport, non seulement avec la nature, mais également entre eux. Cela se conçoit aisément. Mais ce qui surprend, c'est que ces *rappports des hommes entre eux*, dans la production, ne constituent pas des *rappports sociaux*, et ne constituent donc pas des rapports de classes. Poulantzas poursuit en définissant les *rappports sociaux de production* comme étant « des rapports d'agents de production distribués en classes sociales, des rapports de classes. Autrement dit, les *rappports "sociaux" de production*, les rapports de classes, se présentent au niveau économique, comme un effet de cette combinaison spécifique agents de production-conditions matérielles et techniques du travail que sont les *rappports de production*. »⁴³

Les *rappports de production* qui recouvrent la région économique se reflètent dans les

⁴¹ Ibid., p. 104.

⁴² Ibid., p. 63.

⁴³ Ibid.

rappports sociaux en tant que *rappports sociaux de production*. Mais comme les rappports sociaux peuvent recouvrir les autres régions, « on peut aussi parler en toute rigueur de rappports "sociaux" politiques et de rappports "sociaux" idéologiques. »⁴⁴

Ainsi, toute critique de *l'anthropologie économique* ne peut opérer « qu'en distinguant nettement les structures et les rappports sociaux ».⁴⁵ Or, Poulantzas concède lui-même que Marx utilise indistinctement les expressions *rappports sociaux* et *rappports sociaux de production*.⁴⁶ Dès le début de son ouvrage, Poulantzas avait averti le lecteur en indiquant que sa démarche nécessitait de reformuler les concepts de Marx... Mais non seulement Marx utilise les deux expressions comme étant équivalentes, mais il précise que les rappports de production et les concepts qui s'y rapportent n'ont de sens qu'en tant que rappports sociaux. Poulantzas écrit: « Dans cette perspective, le Capital et le Travail salarié [...] ne peuvent non plus être désignés par un concept – les classes sociales – qui recouvre en fait des rappports sociaux. »⁴⁷ Selon ce dernier, le capital et le travail salarié ne sont pas des concepts qui recouvrent des rappports sociaux. Marx indique pourtant dans *Le Capital* « qu'au lieu d'être une chose, le capital est un rappport social entre personnes, lequel rappport s'établit par l'intermédiaire des choses. »⁴⁸ Dans *Travail salarié et Capital*, Marx indique clairement que les rappports sociaux sont établis dans la production: « Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en

⁴⁴ Ibid., p. 64.

⁴⁵ Ibid., p. 63.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid., p. 65.

⁴⁸ MARX Karl, 1976 (1867), *Le Capital Livre 1: Le Développement de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, p. 560 [Marx, *Capital* 1, sec. 8, ch. 33].

relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. »⁴⁹ Plus loin, non seulement les expressions rapports de production et rapports sociaux de production sont-ils équivalentes, mais les rapports de production *sont* les rapports sociaux: « Donc, les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, les rapports sociaux de production, changent, se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels, des forces de production. *Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société [...].* »⁵⁰

Poulantzas peut reformuler les concepts de Marx s'il le veut, il n'en demeure pas moins que, selon ce dernier, la production n'est pas en dehors des relations sociales et les rapports de production ne sont rien d'autres que des rapports de classes. Bien qu'elle constitue une originalité étrangère à l'œuvre de Marx, la séparation entre rapports sociaux et rapports sociaux de production qu'opère Poulantzas est au cœur de sa conception des classes et de la lutte de classe. C'est sur cette distinction que repose la séparation entre structures et rapports sociaux, et, par conséquent, sa conception des classes comme effets des structures sur les rapports sociaux. C'est de cette façon que Poulantzas rejette l'idée des classes comme sujet de la lutte de classe et conçoit ces dernières comme des *agents-supports des structures*. Nous verrons plus loin les conséquences d'une telle conception sur la façon dont Poulantzas envisage le rapport entre l'État et la lutte de classe.

⁴⁹ MARX Karl, 1978 (1847), « Travail Salarié et Capital », dans MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, p. 77.

⁵⁰ Ibid., p. 78. Nous soulignons.

Voici maintenant la définition de lutte de classe que donne Poulantzas: « L'organisation des instances en niveau économique, politique et idéologique se réfléchit, dans les rapports sociaux, en pratique économique, politique et idéologique de classe et en "lutte" des pratiques des diverses classes. »⁵¹ Il y a donc des *pratiques* de classe: pratique économique, pratique politique et pratique idéologique. On distingue également la pratique bourgeoise de la pratique prolétarienne. Il y a donc la pratique économique prolétarienne, qui consiste à défendre les intérêts économiques du prolétariat, et la pratique économique bourgeoise, qui consiste à défendre les intérêts économiques bourgeois, et ainsi de suite. Ces deux pratiques sont autonomes et indépendantes les unes des autres. Comme les intérêts des classes sont opposés, il y a contradiction entre ces pratiques. Chez Poulantzas, la lutte de classe signifie donc *des pratiques de classe juxtaposées et contradictoires*. Il ne peut y avoir de confrontation directe entre les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie au sein d'une *lutte* à proprement parler. Une lutte « à proprement parler » implique deux « subjectivités » qui s'affrontent. Or, Poulantzas précise que les classes sont des agents-supports des structures, et que la lutte de classe est constituée de leurs pratiques respectives et autonomes qui ont pour caractéristique d'être contradictoires. Il ajoute:

Une remarque ici afin d'écartier tout risque de confusion. Dire que les pratiques recouvrent les supports, cela ne signifie nullement revenir à une problématique du sujet, des "hommes concrets" ou des classes sociales - sujets des pratiques. À la question *qui* pratique, *qui* lutte, *qui* travaille on peut bien répondre que ce sont les *supports distribués en classes sociales*, sans pour autant se rapporter à un sujet. Autrement dit, si l'on ne peut rapporter les pratiques à un Sujet originaire, ce n'est pas parce que ce sont les structures qui pratiquent - la lutte économique n'est pas plus l' "action" des rapports de production que la lutte politique celle de l'État ou la lutte idéologique celle de

⁵¹ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 68.

l'idéologique -, mais parce que les supports distribués en classes ne peuvent être théoriquement conçus comme des sujets.⁵²

Le problème de la subjectivité n'est pas, comme le prétend Poulantzas, suivant Althusser, une simple « réminiscence hégélienne ».⁵³ Cette question est au cœur de la conception marxiste de la lutte de classe. Clarke assimile le structuro-fonctionnalisme de Poulantzas à la sociologie bourgeoise sur la base du fait que la subjectivité y est évacuée au profit du principe fonctionnel:

Structural-functionalism is based on the attempt to dissolve social groups as subjects into the structure which constitutes them as subjects and which structures their interaction. The relation between structural-functionalism and interactionism is summed up very succinctly in Poulantzas's critique of Miliband. Structural-functionalism replaces the view of "individuals as the origin of social action", in a "problematic of the subject" with the view of social phenomena as "objective structures, and their relations as an objective system of regular connections." In following Althusser in basing his critique of dogmatist economism and evolutionism on the bourgeois conception of production, and in rejecting the "problematic of the subject" for an "objectivist" account, Poulantzas, no doubt quite unintentionally, also followed Althusser in reproducing the theory of society developed by structural-functionalism, and above all by Talcott Parson. In Althusser's work the Marxist elements are purely rhetorical. The importance of Poulantzas is that he tries to give Althusserianism some substance by developing a theory of class. The structural-functionalist/Althusserian view of society rejects the interactionist account of structures as the products of the action of social subjects. The subjective principle is replaced as the basis on which the structure is organised by the functional principle.⁵⁴

L'essence de la théorie poulantzassienne des classes et de la lutte de classe consiste à séparer pratiques et structures, nous venons de le voir. Nous avons également constaté comment cette conception de la lutte de classe rejette toute forme de

⁵² Ibid., p. 91.

⁵³ Ibid., p. 76.

⁵⁴ CLARKE Simon, 1991 (1977), « Marxism, Sociology and Poulantzas's Theory of the State », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, p. 82.

subjectivité. Considérant que l'État fait partie de la structure politique et que la lutte de classe est du domaine des rapports sociaux, cela laisse entendre que l'État n'est pas un « lieu » où opère la lutte de classe.

2.2 Rapport entre pratiques et structures

Nous avons vu précédemment comment les différentes instances de la structure entretiennent des rapports entre elles. Les rapports sociaux étant des effets de structure, les différents champs des rapports sociaux entretiennent des rapports de même nature:

L'organisation des instances en niveaux économique, politique, idéologique se réfléchit, dans les rapports sociaux, en pratique économique, politique et idéologique de classe et en "lutte" des pratiques des diverses classes. Les rapports sociaux étant un domaine-effet structuré du système des structures, les paliers de lutte de classe entretiennent le même type de rapports que les instances de la matrice. La détermination en dernière instance de la lutte économique de classe - relation aux rapports de production - dans le domaine des rapports sociaux, peut se réfléchir par un déplacement du rôle dominant à un autre niveau de lutte de classe - lutte politique, lutte idéologique. Le rôle déterminant, dans la constitution des classes sociales, de leur relation aux rapports de production, à la structure économique, indique en fait, très exactement, la constante détermination en dernière instance de l'économique dans les structures, réfléchi sur les rapports sociaux.⁵⁵

Ainsi, les rapports sociaux ne sont pas directement déterminés par les rapports de production. Aussi, dans le capitalisme, la détermination en dernière instance par l'économique se réfléchit dans les rapports sociaux par le déplacement du rôle dominant à la lutte politique de classe. Dans le capitalisme, l'économique joue le rôle dominant dans la structure alors que c'est la sphère politique qui a le rôle dominant dans les rapports sociaux.

⁵⁵ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 68.

Il y a donc deux systèmes de rapports, soit un système de rapports entre les différents niveaux de structure d'une part, et un système de rapports entre les différents niveaux de pratiques d'autre part. Nous avons déjà établi comment ces deux systèmes sont séparés, et par conséquent, comment il n'y aurait pas de rapports de classes dans la structure économique. Poulantzas juge qu'il est incorrect d'utiliser des concepts tels que « intérêts de classe » ou « pouvoir » pour analyser la structure économique, ces concepts appartenant au domaine des rapports sociaux.⁵⁶ À cela, il faut ajouter un troisième système de rapports, soit le système de rapports entre structure et pratiques. Ce troisième système de rapports est très important puisqu'il oriente la façon dont Poulantzas décrit le rapport entre la structure économique et la lutte politique de classe, les deux éléments dominants du capitalisme.

Pour utiliser un langage simple mais commode, chez Poulantzas, les structures sont structurantes et les pratiques sont structurées par les premières. « La détermination des pratiques par la structure, et l'intervention des pratiques dans la structure, consistent en la production par la structure des limites de variations de la lutte des classes: ce sont ces limites qui sont les effets de la structure. »⁵⁷ Poulantzas tente timidement de relativiser ce « déterminisme des structures », mais se garde bien de parler d'*autonomie* de la pratique, même relative... Dans le passage suivant, il explique les déterminations complexes de la pratique politique.

La pratique politique, pratique sur-déterminante qui concentre en elle les contradictions des autres niveaux de lutte de classe, est elle-même inscrite dans des limites, qui sont les effets du champ global de la lutte des classes et des divers niveaux de cette lutte sur la pratique politique. Ces limites cependant sont des limites au *second degré*, dans la

⁵⁶ Ibid., p. 88.

⁵⁷ Ibid., p. 97.

mesure où le champ des pratiques est lui-même circonscrit par les effets des structures comme limites. Dans ce sens, la pratique politique est exercée dans les limites posées par les autres pratiques et par le champ global de pratiques de classe - lutte économique, politique, idéologique - d'une part, en tant que ce champ est lui-même circonscrit par les effets de la structure comme limites, de l'autre: la distinction de cette série de limites deviendra d'ailleurs plus claire dans la suite. Retenons ici que, dans ce contexte, la conjoncture [c'est-à-dire la situation concrète de la lutte politique de classe]⁵⁸ apparaît comme les effets des structures sur le champ des pratiques *concentrés, dans leur unité, au niveau de la lutte politique de classe*. Ces limites règlent, en tant que telles, un jeu de variations possibles des forces sociales, bref l'intervention de la pratique politique, qui est ici l'intervention concentrée du champ des pratiques, sur les structures. L'efficace de la structure sur le champ des pratiques est donc elle-même limitée par l'intervention, sur la structure, de la pratique politique.⁵⁹

Bien qu'il soit possible que la pratique *intervienne* sur la structure, il n'en demeure pas moins que cette dernière est déterminante et ce n'est pas la pratique ou la lutte de classe qui détermine la structure. Au contraire, la « conjoncture », c'est-à-dire la situation concrète de la lutte de classe, « apparaît comme les effets des structures sur le champ des pratiques ».

Alors que la démarche de Poulantzas avait pour objectif de se défaire d'un certain *déterminisme économique*, il semble qu'elle s'embourbe à son tour dans un *déterminisme des structures* où l'État est fonctionnellement déterminé par son rôle dans la structure d'une part, et, d'autre part, où la structure (y compris la structure politique de l'État) constitue un cadre posant les limites à l'intérieur desquelles opère la lutte de classe. Comme l'on fait remarquer les marxistes ouverts, les structures ne constituent pas un

⁵⁸ Chez Poulantzas, la conjoncture équivaut à la situation politique concrète d'une formation sociale donnée à un moment précis. Poulantzas définit ainsi la *conjoncture*: « Ainsi, la conjoncture, objet de la pratique politique et lieu privilégié où se réfléchit l'individualité historique toujours singulière d'une formation, c'est la situation concrète de la *lutte politique de classe*. Autrement dit, l'articulation et l'indice de dominance qui caractérisent la *structure* d'une formation sociale se réfléchissent, en tant que conjoncture, au niveau de la lutte politique de classe. » POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 96.

⁵⁹ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 97.

cadre déterminant les pratiques ou la lutte de classe. Les structures sont constamment l'objet de la lutte de classe pour leur reproduction. « Against this functionalist approach the central, and often repeated, theme of Holloway and Picciotto's argument is that structure and struggle cannot be separated, because it is only through struggle that structures are imposed and reproduced. »⁶⁰

La sociologie bourgeoise a toujours été prise dans une fausse opposition entre structure et déterminisme d'une part, et individus et choix rationnel d'autre part. Dans tous les manuels de sociologie, on présente les deux *maîtres fondateurs* comme les fondateurs de ces deux tendances: Durkheim, le holiste où les structures sont déterminantes *versus* Weber, l'individualiste méthodologique. Poulantzas tombe dans cette opposition en prenant partie pour le déterminisme des structures. La grande contribution des marxistes ouverts est d'exposer comment Marx nous sort de ce faux dilemme: les structures sont à la fois l'objet et le cadre de la lutte de classe, qui par conséquent relèvent à la fois de la subjectivité et des « structures structurantes ». Plutôt que de rendre l'économie accessible à la pratique-subjectivité (contre le déterminisme économique), Poulantzas propulse le politique hors de la sphère de la pratique - subjectivité. En séparant pratique et structures d'une part, et en mettant l'État dans les structures d'autre part, Poulantzas réifie totalement l'État. Durant les années 1980, la sociologie sortait de cette fausse opposition entre déterminisme et choix rationnel.⁶¹ La sociologie néo-marxiste restait - sous l'influence non négligeable d'Althusser et Poulantzas, et ce malgré « l'effondrement » du marxisme structuraliste durant les années

⁶⁰ CLARKE (1991b), op. cit., p. 44-45, commentant HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol, 1991 (1977), « Capital, Crisis and the State », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, p. 109-156.

⁶¹ DUBAR Claude, 2007, « Sociologie – Les grands courants de la sociologie », *Dictionnaire de Sociologie*, Paris: Encyclopedia Universalis et Albin Michel, p. 729.

1980⁶² – prise dans une position holiste-déterministe, anti-subjectiviste. Les néo-marxistes rataient leur cible: eux qui voulaient critiquer le déterminisme orthodoxe, ils tombaient dans un déterminisme des structures de la sociologie bourgeoise. Il a fallu les économistes des CSE pour ouvrir la voie que les sociologues néo-marxistes n'ont pas pu ouvrir.

3. Rapport entre lutte politique et lutte économique de classe: la question de l'instrumentalisme

Les pages précédentes ont mis en lumière les problèmes que pose la séparation entre structures et pratiques. Voyons maintenant comment Poulantzas aborde le rapport entre économique et politique dans le champ des pratiques, c'est-à-dire le rapport entre lutte économique de classe et lutte politique de classe. Nous verrons que l'autonomie des structures économiques et politiques ainsi que la séparation des structures et pratiques se reflètent dans le champ des relations sociales par une autonomie des pratiques politiques et économiques. Nous allons aborder l'interprétation que fait Poulantzas des textes de Marx et Lénine qui portent sur ces questions. Nous verrons comment il ne nous semble pas à propos de parler de séparation des luttes économique et politique puisque ces deux champs d'action sont intimement liés. Il ne s'agit pas non plus d'opposer simplement *l'unité* à la *séparation*. Bien qu'il n'y ait pas de séparation, au sens poulantzassien d'autonomie, entre lutte politique et lutte économique, la lutte de classe prend bien entendu des *formes* distinctes. Ce qu'il s'agit de voir, c'est le *rapport* entre la *forme* économique de la lutte de classe et sa *forme* politique, rapport rendu plus clairement par l'instrumentalisme.

3.1 Position du problème par Marx: « Classe en soi » et « Classe pour soi »

⁶² Ibid.

Comme le lecteur y a été habitué, Poulantzas aborde le problème en commençant par rejeter deux conceptions du rapport entre politique et économique au niveau de la lutte de classe: une conception *économiste* et une conception *historiciste*. Ces conceptions se rattachent à l'économisme et à l'historicisme que nous avons décrits en début de section précédente. La conception économiste est celle qui ancre l'existence des classes dans les rapports de production économiques. « Il est dès lors erroné de prétendre que dans le M.P.C. – ou tout autre – les seuls rapports de production suffisent à définir les classes sociales: et ceci[...] dans la mesure où le *mode de production* capitaliste "pur" localise les rapports de production comme structure régionale (économique), en les situant dans leurs rapports avec les autres structures régionales, les classes de ce mode étant l'effet de cette matrice. »⁶³ Poulantzas affirme que les classes n'ont pas un caractère exclusivement économique. Cela va de soi. Cependant, son schéma structuraliste obscurcit un fait essentiel et qui tombe aujourd'hui sous le sens (après que Marx l'ait établi): le caractère fondamentalement (et pas exclusivement) économique des classes sociales. Nous y reviendrons sous peu.

La conception historiciste que Poulantzas rejette renvoie, une fois de plus, à la conception des classes comme sujet. Selon Poulantzas, cette conception « sur-politisante » repose sur la confusion entre structure et pratique.⁶⁴ Il estime que cette conception se pose « comme contre-pied de l'économisme ».⁶⁵ Alors que l'économisme définit les classes en tant que rapports économiques, l'historicisme considère que la lutte de classe est éminemment politique.

⁶³ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 71.

⁶⁴ Ibid., p. 75.

⁶⁵ Ibid.

Or, il n'y a pas de réelle contradiction entre ces deux conceptions qui, prises ensembles, reflètent la complexité du rapport entre politique et économique dans la lutte de classe. Ce que l'on retrouve dans l'œuvre de Marx, c'est que 1. la contradiction de classe trouve son origine dans les rapports de production économiques⁶⁶; 2. cette contradiction génère des luttes de classe; 3. ces luttes trouvent leur origine dans l'économie mais se développent et se complexifient en d'autres « domaines »; 4. parmi ces domaines où la lutte de classe s'étend, il y a le politique où le pouvoir d'État acquiert un rôle si important qu'une lutte de classe du prolétariat qui ne s'y intéresse pas et se cantonne dans la lutte strictement économique est une lutte « incomplète » ou inefficace; 5. c'est pour cela que spontanément la lutte de classe éclate dans l'économie, mais inévitablement, sous peine de rester ineffective, elle doit s'étendre à l'arène politique. Ainsi, la conception marxiste des classes et de la lutte de classe est à la fois économiste et historiciste: économiste en ce sens que les classes se définissent fondamentalement en tant que rapports de production économiques; historiciste en ce sens que pour que la classe ouvrière se constitue en classe « en tant que telle » elle doit étendre sa lutte au niveau politique, ce qui effectivement soutient une conception des classes comme sujet.

C'est précisément ce que signifient les expressions *classe en soi* et *classe pour soi*. La classe ouvrière existe objectivement comme classe en soi sur la base des rapports

⁶⁶ Dans une note ajoutée à l'édition anglaise de 1888 du *Manifeste*, Engels définissait ainsi les deux principales classes antagonistes du capitalisme: « On entend par bourgeoisie la classe des capitalistes modernes, propriétaires des moyens de production sociale et qui emploient le travail salarié. On entend par prolétariat la classe des ouvriers salariés modernes qui, privés de leurs propres moyens de production, sont obligés pour subsister, de vendre leur force de travail. » voir MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1976 (1848), *Manifeste du Parti Communiste*, Paris: Éditions sociales, p. 30. C'est ainsi qu'Engels concevait les classes comme étant fondamentalement économiques, sans pour autant considérer l'économie comme une structure de laquelle seraient exclus les rapports sociaux.

de production économiques, alors qu'elle ne peut s'ériger en classe pour soi, elle ne peut exercer ce qui est proprement humain, qu'en devenant sujet politique.

C'est ce que l'on comprend du *Manifeste du Parti Communiste*. Marx et Engels y décrivent la constitution du prolétariat en tant que classe. Au fur et à mesure que les ouvriers prennent conscience de leur situation de classe et s'organisent en parti politique, ils cessent d'être des ouvriers isolés et deviennent une classe à proprement parler:

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même. La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. [...] À ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie [...]. Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les [...] collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte éclate en émeute. Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique [...]. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.⁶⁷

⁶⁷ MARX et ENGELS (1848), op. cit., p. 41-43.

L'importance de ce passage ne réside pas dans sa valeur historique, au sens où on y raconterait *l'histoire* de la formation du prolétariat en tant que classe. Ce qui importe c'est de voir comment toute lutte de classe se développe et acquiert un caractère politique. Ainsi, « toute lutte de classes est une lutte politique ». Marx et Engels parlent de l' « organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique ». Ce qui est clair et, somme toute, pas très compliqué, étonne Poulantzas: « Cependant, il reste un point qui étonne: Marx, et ceci est clair, distingue la lutte économique – elle-même paraissant scindée en deux niveaux – de la lutte politique de classe, et ne paraît admettre l'existence des classes pleinement constituées qu'au niveau de la lutte politique. »⁶⁸ L'étonnement de Poulantzas est lui-même peu étonnant puisque cette idée de Marx explique la validité et ni l'apparente contradiction entre les conceptions *économiste* et *historiciste* des classes que Poulantzas rejette. Mais après l'étonnement vient le calme de l'auteur puisque le « péché d'hégélianisme » et la « confusion entre formations sociales concrètes et mode de production pur » viennent à sa rescousse. « En effet, ces textes de Marx contiennent, à la lecture immédiate, des ambiguïtés relevant de leur double statut théorique: ils concernent des formations sociales d'une part; d'autre part cependant, il paraît clair qu'ils constituent parallèlement un effort de poser la problématique des classes sociales à l'égard du mode de production "pur". »⁶⁹ Il ajoute plus loin: « [...] à cet égard, ses formules de "classe en soi" et de "classe pour soi" de 1847, ne sont qu'une réminiscence hégélienne. Non seulement elles n'expliquent strictement rien, mais ont induit en erreur des années durant les théoriciens marxistes des classes sociales. »⁷⁰ Une fois de plus, Poulantzas est contraint de reformuler les concepts de Marx: « Aussi, lorsque Marx

⁶⁸ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 73.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid., p. 76.

paraît nous dire que l'existence d'une classe au niveau de la lutte économique est problématique, *ce que l'on doit lire* c'est que le concept de classe ne peut être constitué à partir de la seule relation des rapports sociaux et des structures économiques [...]. »⁷¹

3.2 Remarques générales sur l'instrumentalisme

Il est arrivé à *l'instrumentalisme* ce qui est arrivé à *l'économisme*. Généralement, les deux étiquettes vont de pair. Par exemple, Paul Wetherly considère qu'il existe plusieurs types d'instrumentalisme et que ce qui caractérise la variante marxiste, c'est son économisme: « A Marxist instrumental views of the state can be distinguished from other variant as a form of economic determinism. »⁷² Dès le début des années 1970, le débat Miliband-Poulantzas y étant pour beaucoup, *l'instrumentalisme* est devenue une épithète synonyme d'hérésie qui apparaît dans la très grande majorité des contributions aux différents débats marxistes sur l'État. Soit que l'on brandisse l'instrumentalisme comme acte d'accusation qui sert, en soi, à discréditer une position ou un auteur; soit, du côté des accusés, que l'on s'évertue à prouver son innocence, non pas en analysant comment l'instrumentalisme peut contribuer à la compréhension de l'État, mais en clamant de concert avec l'inquisition que l'instrumentalisme est réducteur tout en ajoutant qu'il y a erreur sur la personne et que le malheureux défendeur a été mal compris, que son analyse a été simplifiée, réduite à une position réductrice.

Tout récemment, un ouvrage collectif procédant à une réévaluation de l'œuvre de Miliband a été publié sous la direction de Paul Wetherly, Clyde W. Barrow, et

⁷¹ Ibid., p. 74, nous soulignons.

⁷² WETHERLY Paul, 2008, « Can Capitalists Use the State to Serve Their General Interests? », dans WETHERLY Paul, BARROW Clyde W. et BURNHAM Peter (éd.), *Class, power and the state in capitalist society: essays on Ralph Miliband*, Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 111-112.

Peter Burnham.⁷³ Naturellement, la réévaluation de l'instrumentalisme de Miliband y occupe une place de choix. Barrow fait le bilan suivant: « Many, if not most, of the criticisms directed at Miliband's political theory during the 1970s state debate were actually straw men created by polemical adversaries who introduced an analytic construct called "instrumentalism" that Miliband himself never embraced, and for good reason, as an accurate conceptualization of his published work. »⁷⁴ Ces considérations s'appliquent à ce que Barrow qualifie de « tradition instrumentaliste » dans le marxisme. Il poursuit plus loin: « Although Miliband did anchor his work in a classical Marxist tradition, Poulantzas's epithet was hardly an accurate description of either Miliband's book or the tradition of instrumentalist theory. Nevertheless, it is an oversimplification that quickly took hold in the state debate that unfold during the 1970s and that persists to the present time. »⁷⁵ Aujourd'hui, l'arène du débat instrumentalisme *versus* structuralisme étant refroidie, nous croyons qu'il soit possible, et même fructueux, d'aborder l'État en tant qu'instrument de domination de classe, et surtout en tant qu'instrument de lutte de classe. Le potentiel explicatif de l'instrumentalisme ne peut être pleinement exploré dans les balises étroites des caricatures que l'on en a fait.

La tradition instrumentaliste dont parle Barrow est bien présente dans le marxisme. Avant Miliband, Paul Sweezy présentait, avec la théorie du capitalisme monopoliste d'État, une analyse de l'État très ancrée dans la conception instrumentaliste.⁷⁶ Ce dernier définissait l'État comme « an instrument in the hands of

⁷³ WETHERLY, BARROW et BURNHAM (2008), op., cit.

⁷⁴ BARROW Clyde W., 2008, « Ralph Miliband and the Instrumentalist Theory of the State: The (Mis)Construction of an Analytic Concept », dans WETHERLY Paul, BARROW Clyde W. et BURNHAM Peter (éd.), *Class, power and the state in capitalist society: essays on Ralph Miliband*, Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 84.

⁷⁵ Ibid., p. 94.

⁷⁶ SWEEZY Paul M., 1942, *The theory of capitalist development*, New York: Monthly Review Press.

the ruling class for enforcing and guaranteeing the stability of the class structure itself.

»⁷⁷ La position instrumentaliste est également présentée par Marx et Engels. Dans *La Guerre civile en France*, Marx décrit l'État comme « un moyen d'asservir le travail au capital »⁷⁸, ou encore « l'engin de guerre national du capital contre le travail »⁷⁹. C'est également ce qu'indique Engels dans un passage largement connu de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*:

Comme l'État est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine du point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'État antique était avant tout l'État des propriétaires d'esclaves, comme l'État féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital.⁸⁰

Barrow définit l'instrumentalisme de la façon suivante: « The basic theses of the instrumentalist approach is that modern capitalists are able to formulate public policies which represent their long-term class interests and to secure the adoption, implementation, and enforcement of those policies through state institutions. Thus, instrumentalist theory offers a straightforward and simple claim that the modern state serves the interests of capitalist class because it is dominated by that class. »⁸¹

En fait, la question de l'instrumentalisme renvoie au problème de la relation entre lutte politique et lutte économique. Il y a une distinction à faire entre les deux types de lutte, ou entre les deux *domaines*. Mais ce qui importe, c'est de bien comprendre leur

⁷⁷ Ibid., p. 243.

⁷⁸ MARX Karl, 1975 (1871), *La Guerre civile en France*, Paris: Éditions sociales, p. 62.

⁷⁹ Ibid., p. 61.

⁸⁰ ENGELS Friedrich, 1978 (1884), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, dans MARX Karl et Friedrich ENGELS, *Œuvres Choisies*, Moscou: Les Éditions du Progrès, p. 604.

⁸¹ BARROW (1993), op. cit., p. 13.

unité fondamentale: ce qu'il importe de voir, c'est le caractère éminemment politique de la lutte économique d'une part, et le caractère éminemment politique de la lutte économique d'autre part. On ne peut analyser l'économie ou le *marché* en tant que système autoréférentiel indépendamment de l'intervention de l'État et du jeu des forces politiques, de même que l'on ne peut analyser l'État – comme le fait la sociologie bourgeoise – indépendamment des intérêts économiques qu'il défend. Pour être bien posée, toute question économique doit être abordée en termes de forces politiques, de même que toute question politique doit être posée en termes d'intérêts économiques. Le politique et l'économique sont des domaines distincts, mais fondamentalement liés dans la mesure où ils sont des formes différenciées que prennent les relations sociales de production.

3.3 Rôle de l'État dans la lutte économique de classe

Ainsi, l'État ne se limite pas à jouer un rôle strictement *politique*. L'État joue un rôle éminemment – non pas exclusivement, ni de façon « dominante » - économique. Le rôle économique de l'État est essentiel pour bien comprendre *le marché* tout comme il l'est pour bien comprendre l'État comme tel. Nous verrons sous peu comment le marché, en soi, avec ses lois, son inévitabilité et sa main invisible, ne suffit pas à expliquer là où peuvent frapper les crises et les dévaluations cycliques. La crise financière asiatique de la fin des années 1990 en est un exemple patent. Les actuels plans de redressement économiques adoptés par les États du monde entier ne peuvent être compris en termes « strictement politiques » de « facteur de cohésion d'une formation sociale ». Mais plus encore, les actions « économiques » de l'État ne sont pas un « aspect économique », un appendice ou une excroissance « économique » où, comme l'a affirmé le keynésianisme,

l'État assume une fonction strictement « économique » de régulation que le marché ne peut assumer seul. Les actions économiques de l'État ne sont pas à comprendre en termes « strictement économiques » - au sens de régulation des lois imparfaites du marché qui, outre ces imperfections, fonctionne objectivement et dans l'intérêt de tous - mais en termes de luttes de classe. Les actuelles mesures de soutien aux secteurs financier et manufacturier ne sont pas qu'une intervention de l'État dans le marché pour remettre ces derniers sur la bonne voie, il s'agit de véritables rapines où des milliards de dollars sont effrontément volés à la classe ouvrière et aux peuples du monde entier. Des milliards de dollars pour soutenir le secteur bancaire qui déjà engendre des milliards de dollars annuellement. Que signifie la crise pour les travailleurs de l'automobile? Des concessions et des baisses substantielles de salaire, telle est la loi du marché. Que signifie-t-elle pour les monopoles de l'automobile? Des concessions et des baisses substantielles de salaire, Dieu bénisse le marché; plus un cadre légal permettant de forcer les dites concession lorsque la force coercitive du marché ne suffit pas, Dieu bénisse l'État; plus des milliards en soutien financier pour réussir leurs réorganisations pour être plus compétitifs sur le marché international, Dieu bénisse l'État.

Nier le rôle économique de l'État amène à rester aveugle à un pan entier de l'activité de l'État. C'est ce qui a été discuté jusqu'ici, c'est-à-dire la façon dont l'État est un instrument de défense des intérêts économiques de la bourgeoisie. C'est à cet aspect de l'instrumentalisme que se sont attardés ses critiques. L'argument principal étant que l'État doit parfois sacrifier les intérêts immédiats particuliers de certains capitalistes individuels pour défendre l'intérêt général de la bourgeoisie. Tout chargé de « réminiscences hégéliennes » qu'il soit, cet argument est pourtant celui de maints

poulantzassiens. Il est tout à fait possible que l'activité de l'État soit contraire aux intérêts particuliers de certains capitalistes individuels, et même à des fractions entières de la bourgeoisie, pour défendre l'intérêt général de la bourgeoisie. Cela va de soi, seule une conception vulgaire de l'instrumentalisme ou la caricature qu'en font ses adversaires pourrait affirmer le contraire. Mais, l'inverse est également possible, certaines fractions de la bourgeoisie peuvent utiliser l'appareil d'État pour faire avancer leurs intérêts particuliers, et ce, au détriment de l'ensemble de la bourgeoisie ou d'autres fractions de cette dernière – chose que ne peuvent admettre les critiques de l'instrumentalisme.

C'est de cette façon que Gérard Duménil et Dominique Lévy analysent le phénomène du néolibéralisme dans *Crise et sortie de crise: ordre et désordres néolibéraux*.⁸² Ils analysent la chose en partant du point de vue selon lequel « [l']économie n'est pas gouvernée par des fatalités comparables aux éléments naturels: ce sont les hommes qui la font. »⁸³ Ils parlent du *coup de 1979* comme point de départ de l'offensive de la bourgeoisie financière, non seulement contre la classe ouvrière, mais aussi au détriment de la bourgeoisie industrielle. Les arrangements keynésiens d'après guerre étaient en crise à la fin des années 1970 et le néolibéralisme s'est présenté comme solution pour sortir de la crise. Duménil et Lévy expliquent que ces arrangements avaient été établis au détriment de la fraction financière de la bourgeoisie afin de stabiliser le capitalisme et éviter une autre crise comme celle de 1929. Ils démontrent comment le *coup de 1979* marque un retour en force du capital financier, « drainant plus largement les profits des entreprises vers les créanciers ».⁸⁴ Bien que la favorisant elle, la solution

⁸² DUMÉNIL Gérard et LÉVY Dominique, 2000, *Crise et sortie de crise: ordre et désordres néolibéraux*, Paris: PUF, 286 p.

⁸³ Ibid., p. 13.

⁸⁴ Ibid., p. 96.

de la fraction financière de la bourgeoisie menace la stabilité du capitalisme et prépare les conditions pour une autre crise, qui était éminente selon Duménil et Lévy en 2000, et ce, au détriment de l'ensemble de la bourgeoisie. En 2000, afin de stabiliser le capitalisme et ainsi assurer des conditions favorables à l'ensemble de la bourgeoisie, Duménil et Lévy avançaient qu'il aurait été sage de revenir à un plus grand contrôle des flux financiers et des transferts de capitaux.

Ils démontraient aussi comment le néolibéralisme constitue un *coup*, non seulement de la fraction financière de la bourgeoisie, mais plus particulièrement du capital financier étasunien.⁸⁵ Face à l'actuelle crise, il n'est pas étonnant de voir le président français (défenseur du capital européen) affronter son homologue étasunien en souhaitant un « renouvellement du capitalisme » sur la base d'un plus grand contrôle des flux financiers.

Que ce soit dans le cadre de l'affrontement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière ou entre les différentes fractions de la bourgeoisie, l'État joue un rôle de premier plan dans l'économie en tant qu'instrument de la lutte économique de classe.

3.4 Retour sur le débat Wood/Harvey

Dans le débat entre Ellen Meiksins Wood et David Harvey,⁸⁶ la position prise par Wood illustre bien la difficulté posée par le structuro-fonctionnalisme poulantzassien à identifier le rôle économique de l'État dans la lutte de classe. L'instrumentalisme adopté par Harvey - bien qu'il rejeterait l'étiquette, il ne présente pas moins l'État comme un instrument d'intervention économique de la bourgeoisie - permet d'éclairer le rôle

⁸⁵ Ibid, p. 135 et suivantes.

⁸⁶ *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, 2006; *Historical Materialism*, vol. 15, n° 3, 2007; WOOD Ellen Meiksins, 2005 (2003), *Empire of capital*, London: Verso, 182 p.; HARVEY David, 2003, *The new imperialism*, Oxford, New York: Oxford University Press, 275 p.

économique de l'État dans la période actuelle de restructuration néolibérale et de globalisation. Nous nous permettrons ici un bref retour sur ce débat afin d'illustrer les difficultés posées par la séparation poulantzassienne entre structures et pratiques et entre économique et politique. Nous verrons par cet exemple comment le rôle économique de l'État est occulté sur la base de ces séparations qui mènent à considérer l'État comme une *structure politique* n'étant pas le lieu de *pratiques économiques*.

D'une part, les rapports entre structures constituent un système séparé des rapports de pratiques. D'autre part, les structures constituent les limites ou le cadre dans lequel opère la lutte de classe. Ceci fait en sorte que l'État n'est pas un lieu où opère la lutte de classe. Troisièmement, la lutte politique de classe et la lutte économique de classe sont formellement séparées. Ces deux phénomènes font en sorte que le structuro-fonctionnalisme de Poulantzas interdit de penser l'État comme un lieu de lutte de classe où l'État pourrait intervenir dans la sphère économique pour y défendre les intérêts de la bourgeoisie.

En ce qui concerne l'articulation de la superstructure juridico-politique de l'État, ou de la structure idéologique sur la structure économique, bref l'intervention d'un niveau des structures dans les limites posées par un autre, elle ne peut nullement être saisie comme une intervention de la pratique politique ou idéologique sur la pratique économique. Le rapport, par exemple, du contrat - du droit - et de l'échange est un rapport de structures. Il en est de même en ce qui concerne l'intervention de l'État dans l'économie: intervention ne signifie pas ici pratique mais indique un type d'articulation des structures.⁸⁷

Cette impossibilité de penser l'État comme lieu de lutte de classe où la bourgeoisie intervient dans la sphère économique pour y défendre ses intérêts de classe nous semble limiter grandement l'analyse du rôle de l'État, et ce, particulièrement durant

⁸⁷ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 90.

l'actuelle période de restructuration que constituent le néolibéralisme et la globalisation. C'est précisément cette impossibilité qui fait que, dans ce débat, Wood ne peut envisager la possibilité d'une intervention de l'État dans l'économie. C'est sur cette base qu'elle rejette le concept d'*accumulation par dépossession* de Harvey. Or, ce concept s'avère fort utile pour analyser la façon dont certaines factions de la bourgeoisie réagissent aux fluctuations économiques en utilisant la force coercitive et l'appareil d'État pour imposer ce que Harvey appelle des *arrangements spatio-temporels*.

David Harvey s'est intéressé à la gestion des crises cycliques du capitalisme. Au cours des années 1970 et 1980, il a proposé sa théorie des *arrangements spatio-temporels* (spatio-temporal fix).⁸⁸ Les crises économiques sont, selon lui, des crises de suraccumulation: suraccumulation de force de travail (chômage) et suraccumulation de capital qui s'expriment soit par une surabondance de produits finis qui ne trouvent pas d'acheteur ou simplement surabondance de capitaux ne pouvant être investis dans le but de poursuivre la circulation du capital et qui, par conséquent, en bloquent la reproduction élargie.⁸⁹ Ces surplus peuvent être absorbés de deux façons: d'une part, par des investissements à long terme dans les infrastructures de grande envergure comme des autoroutes ou la construction d'usines (déplacement temporel des surplus: arrangement temporel); d'autre part, par l'ouverture de nouveaux marchés (déplacement spatial des surplus: arrangement spatial). Il est d'autant plus efficace de combiner les deux (arrangement spatio-temporel).⁹⁰ Par exemple, à la fin du XIX^e siècle, l'écoulement de

⁸⁸ La majorité de ces articles ont été republiés dans HARVEY David, 2001, *Spaces of capital: towards a critical geography*, New York: Routledge, 429 p.; Nous nous basons ici sur HARVEY David (2003), op. cit. Certains passages clefs de l'ouvrage, essentiellement tirés du chapitre 4, ont été traduits en français par Isabelle Udry-Richet, Bernard Cros et Nicolas Ballier. Voir *Actuel Marx: l'espace du capitalisme*, n° 35, 2004, p. 71-89.

⁸⁹ HARVEY (2003), op. cit., p. 109.

⁹⁰ Ibid.

capitaux anglais pouvait se faire en investissant dans la construction du chemin de fer transcanadien.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les arrangements spatiaux. Dans le cas de la globalisation, il est assez évident que l'ouverture des marchés permet d'écouler les surplus de marchandises et de capitaux. « What Cheryl Payer calls "the debt trap" has to be seen, however, as a process of "hooking in" even the poorest countries to the system of capital circulation so that they can be available as "sinks" for surplus capital for which they are judged liable. »⁹¹ Nous considérons aussi que le néolibéralisme constitue une forme particulière d'arrangement spatial dans la mesure où il ouvre aussi de nouveaux marchés. Par exemple, la privatisation des soins de santé crée un nouvel espace de circulation capitaliste. Bien sûr, la vente de médicaments et d'équipements divers est une source de profits incroyables. Mais la privatisation permet d'en faire un espace d'extorsion de plus-value ce qui n'est pas possible tant que les services de santé demeurent publics. Les partenariats public-privé sont donc un exemple paradigmatique d'arrangements spatio-temporels, des occasions en or qu'offrent au capital les politiques publiques. Selon une terminologie déjà établie, il s'agit de faire en sorte que ce qui est produit par l'État pour sa valeur d'usage le soit pour une valeur d'échange.

Ces restructurations correspondent assez bien à ce qu'Ellen Meiksins Wood appelle l'imposition des *impératifs du marché* (*market imperatives*). Le néolibéralisme et la globalisation ont pour fonction, entre autres, de chasser et d'éliminer les derniers espaces non capitalistes de la planète. Qu'il s'agisse d'élimination d'économies de subsistance, de pans entiers de certaines économies nationales par leur ouverture forcée au capital financier international - le marché du riz indien par exemple - ou de services

⁹¹ Ibid., p. 118.

ou biens de première nécessité comme dans le cas de la privatisation des soins de santé ou de l'eau. « Furthermore, if markets do not exist (in areas such as land, water, education, health care, social security, or environmental pollution) then they must be created, by state action if necessary. »⁹² Nous verrons aussi comment, en cas de besoin, l'espace non capitaliste peut être créé artificiellement afin d'absorber les surplus de capitaux. « Regional crises and highly localized place-based devaluations emerge as a primary means by which capitalism perpetually creates its own "other" in order to feed upon it. The financial crises of East and South-East Asia in 1997-8 were a classic case of this. »⁹³

Dans ce qui précède, le rôle de l'État pourrait être qualifié de support structurel, et parfois même structurant, dans la mesure où il offre et/ou crée le cadre institutionnel (système judiciaire, marché, propriété privée des moyens de production, etc.) nécessaire à la circulation et à l'accumulation de capitaux. Pour rester dans ce jargon improvisé, mais somme toute utile, la conception poulantzassienne de l'État limite le rôle de ce dernier à celui de support structurel et ne permet pas d'envisager celui de support structurant. Contrairement à ce que permet d'envisager la conception de l'État chez Poulantzas, l'État apparaît comme un *instrument* de restructuration servant directement les besoins du capital, et souvent même au détriment de la paix sociale. L'État est un agent actif, plus qu'un support passif et indirect de la bourgeoisie. Cependant, bien que l'État soit reconnu comme agent actif, dont l'action soit directement liée à la défense des intérêts économiques de la bourgeoisie, Wood – qui réussit à aller plus loin que le structuralisme vulgaire dans son diagnostic - demeure incapable d'analyser tout un pan

⁹² HARVEY David, 2005, *A brief history of neoliberalism*, New York: Oxford University Press, p. 2.

⁹³ HARVEY (2003), op. cit., p. 151.

de son action: il s'agit de l'appropriation et de la dépossession dans tout ce qu'elle a de plus brutale et « primitif ».

David Harvey reprend les travaux de Rosa Luxemburg pour souligner le double caractère de l'accumulation capitaliste: « [...] Luxemburg's formulation stands as extremely helpful. Capital accumulation indeed has a dual character. But the two aspects of expanded reproduction and accumulation by dispossession are organically linked, dialectically intertwined. »⁹⁴ L'accumulation dans le cadre de la reproduction élargie concerne l'extraction de plus-value qui a lieu sur le marché dans la relation entre capitaliste et ouvrier, et revêt donc une forme exclusivement économique. L'autre forme d'accumulation, que Harvey nomme *accumulation par la dépossession* est une appropriation pure et simple par la force brute.⁹⁵

Le concept d'accumulation par la dépossession provient de la description de l'accumulation primitive que fait Marx dans la section 8 du premier livre du *Capital*.⁹⁶ Contrairement à Marx, Harvey prétend que ce processus a lieu tout au long de l'histoire du développement du capitalisme et non pas seulement lors de sa genèse au cours de la formation originelle du capital.⁹⁷ Comme l'indique Brenner, il s'agit pour Harvey d'un mécanisme permettant de contrer les crises cycliques du capitalisme.⁹⁸ « So how, then, does accumulation by dispossession help solve the overaccumulation problem? [...] What accumulation by dispossession does is to release a set of assets (including labour

⁹⁴ Ibid., p. 176.

⁹⁵ Ibid., p. 137.

⁹⁶ MARX Karl, 1976 (1867), « L'accumulation primitive », dans MARX Karl, 1976 (1867), *Le Capital Livre 1: Le Développement de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, p. 517-566; [Marx, Capital 1, sec. 8].

⁹⁷ HARVEY (2003), op. cit., p. 144.

⁹⁸ BRENNER Robert, 2006, « What Is, and What Is Not, Imperialism? », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 79.

power) at very low (and in some instances zero) cost. Overaccumulated capital can seize hold of such assets and immediately turn them to profitable use. »⁹⁹ Ainsi, en plus de libérer des espaces pour de nouveaux investissements (arrangement spatio-temporel), le capital peut du même coup s'approprier une part considérable de propriété à un prix dérisoire. Mais les espaces non capitalistes à privatiser – où à conquérir selon Luxemburg qui commentait le colonialisme du XIX^e siècle - ont leurs limites et la création « artificielle » d'espaces non capitalistes peut s'avérer nécessaire.

The same goal can be achieved, however, by the devaluation of existing capital assets and labour power. Devalued capital assets can be bought up at fire-sale prices and profitably recycled back into the circulation of capital by Overaccumulated capital. But this requires a prior wave of devaluation, which means a crisis of some kind. Crises may be orchestrated, managed, and controlled to rationalize the system. This is often what state-administered austerity programs, making use of the key levers of interest and the credit system, are often all about. Limited crises may be imposed by external force upon one sector or upon a territory or whole territorial complex of capitalist activity. This is what the international financial system (led by the IMF) backed by superior state power (such as that of the United-States) is so expert at doing. The result is the periodic creation of a stock of devalued, and in many instances undervalued, assets in some part of the world, which can be put to profitable use by the capital surpluses that lack opportunities elsewhere.¹⁰⁰

Les conséquences de ceci sont multiples. D'une part, Harvey identifie le nouvel impérialisme, où les puissances capitalistes avancées sont capables de piller « la périphérie » par des moyens tout à fait nouveaux. Ce faisant, Harvey démontre le caractère inadéquat des théories de la fin des rivalités interimpérialistes selon lesquelles il n'y aurait plus de contradictions entre puissances capitalistes sur la scène

⁹⁹ HARVEY (2003), op. cit., p. 149.

¹⁰⁰ Ibid., p. 150.

internationale, que l'impérialisme serait devenu un *superimpérialisme* à la Kautsky.¹⁰¹ Du même souffle, Harvey place l'État au centre même du développement capitaliste en en faisant un véritable régulateur des crises capable de les rediriger selon la volonté du capital financier dominant. Marx avait établi que les crises du capitalisme se résorbaient par la destruction cyclique de portions importantes des forces productives. Harvey indique comment, par l'entremise de l'État et d'institutions financières, les puissances capitalistes avancées peuvent rediriger cette destruction cyclique vers des régions géographiques ou des secteurs économiques précis et voulus. Aussi, Harvey met en lumière une forme de pillage « extra économique ». Comme l'indiquent Wade et Veneroso, la crise financière asiatique de 1997-1998 constitue le plus grand transfert de propriétés vers des puissances étrangères en temps de paix.¹⁰²

Ainsi, en plus du rôle de soutien structurel et de soutien structurant identifié plus haut, l'État, dans le processus de néolibéralisation et de globalisation joue aussi un rôle de pilleur pour les grandes puissances financières internationales et leurs monopoles. Non seulement l'État est plus qu'un support structurel passif, l'État et les institutions financières internationales sont de véritables instruments aux mains du capital financier dominant. Ce pillage se fait à trois niveaux. Au niveau international, nous venons de le voir, les grandes puissances capitalistes, étasuniennes en tête, pillent les économies de la « périphérie », qu'il s'agisse des économies en développement ou émergentes. À l'intérieur même des pays capitalistes avancés, par l'entremise des politiques publiques,

¹⁰¹ Pour une analyse de la situation internationale actuelle à partir du concept d'ultraimpérialisme, voir: BROMLEY Simon, 2003, « Reflections on *Empire*, Imperialism and United States Hegemony », *Historical Materialism*, vol. 11, n° 3, p. 17-68.

¹⁰² WADE R. et VENEROSO F., 1998, « The Asian Crisis: The high Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex », *New Left Review*, n° 228, p. 3-23, cité par HARVEY (2003), op. cit., p. 150-151.

des partenariats public-privé et de la privatisation (eau, éducation, système de santé, autoroutes, ponts, propriété intellectuelle, etc.), les domaines publics sont pillés par les monopoles à l'aide de l'État. Harvey y voit une répétition du phénomène des « enclosures »: « The corporatization and privatization of hitherto public assets (such as universities), to say nothing of the wave of privatization (of water and public utilities of all kinds) that has swept the world, indicate a new wave of "enclosing the commons." As in the past, the power of the state is frequently used to force such processes through even against popular will. »¹⁰³

À un troisième niveau, l'État est un outil fort efficace pour l'appropriation accrue de plus-value dans les relations de production basées sur le salariat. Dans leur lutte pour la transformation en profits d'une part toujours plus accrue de la valeur ajoutée – au détriment de la portion versée en salaire – les monopoles jouissent des réajustements actuellement en cours. Les exemples d'intervention de l'État dans l'économie en faveur de la bourgeoisie pourraient être multipliés.¹⁰⁴ Ces politiques publiques et ces interventions sont un élément dynamique de premier plan dans la lutte économique de classe, ce qui échappe à l'analyse de l'État en acceptant la séparation entre pratiques et structures telle que proposée par Poulantzas. Dans le débat Wood/Harvey, c'est cette séparation qui est véritablement l'objet du débat.

¹⁰³ HARVEY, 2003, op. cit., p. 148.

¹⁰⁴ À titre d'exemple, citons la loi sur les arrangements avec les créanciers du Canada (LAAC). Cette loi permet aux monopoles en situation de faillite qui se placent sous sa protection d'annuler et de rouvrir les conventions collectives valides. Ainsi, les travailleurs subissent une très grande pression pour consentir à des concessions salariales sous peine de voir l'usine fermée. Dans un jugement rendu le 7 mai dernier, la Cour supérieure du Québec permettait au monopole du bois Abitibi-Bowater de suspendre ses contributions au régime de retraite pendant que l'entreprise est sous la protection de la loi sur les faillites. En date du jugement, c'est 1,4 milliard que la compagnie devait au fonds de pension de ses travailleurs. La juge Danièle Mayrand autorisait l'entreprise à suspendre son paiement de 159,3 millions de dollars en 2009, soit 13,2 millions par mois. (« La Cour supérieure permet à Abitibi-Bowater de suspendre ses contributions au régime de pension déficitaire », *Le Marxiste-Léniniste*, 2009, n° 110, www.pccml.ca, consulté le 11 juin 2009.)

Dans un numéro spécial de *Historical Materialism*, entièrement consacré au nouvel impérialisme de Harvey,¹⁰⁵ Ellen Meiksins Wood critique son concept d'appropriation par la dépossession. Rappelons que l'argument de Wood est que le processus d'accumulation primitive en est un de transformation sociale (support structurant) plutôt que d'accumulation de capital.

This dispossession was significant not simply because it allowed for a concentration of wealth in the hands of larger proprietors, which they could then re-invest, but because it created a new social relation between appropriators and producers which imposed new imperatives and new "rules for reproduction" on them, including a growing *compulsion* to reinvest surpluses to maximize profits, in particular by enhancing labour productivity. The origin of capitalism is not rooted in the concentration of wealth. It has to do with the imposition of market imperatives, often by coercive means and always by painful social transformations.¹⁰⁶

Nous avons précédemment mentionné que, de la même façon, pour l'impérialisme, ce qui est significatif, et « proprement capitaliste », ce n'est pas le pillage brut et l'appropriation de capital, c'est l'expansion et l'imposition des impératifs du marché. L'État ne sert qu'à imposer et maintenir ces impératifs. Une fois ces impératifs établis, ils suffisent à eux seuls à générer la reproduction élargie du capital et son accumulation. « To be sure, theft, fraud and violence continue; but what enables capital to exploit economies throughout the globe in its own distinctive ways is the subjection of ever more spheres of human life everywhere to market-dependence and the imperatives that go with it. That is what dispossession under capitalism is fundamentally about. »¹⁰⁷ Le vol, la fraude et la violence continuent, mais pour Wood, il s'agit de formes d'accumulation pré-capitalistes dont la sphère économique peut se passer lorsque les

¹⁰⁵ *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, 2006.

¹⁰⁶ WOOD (2006), op. cit., p. 20.

¹⁰⁷ Ibid., p. 21.

impératifs du marché sont établis, la dépossession brute n'est pas proprement capitaliste. Sa théorie de la séparation des sphères politiques et économiques la pousse à limiter le rôle de l'État à l'imposition de ces impératifs (support structurant).

Political power, in the shape of a state that stands apart from private property, is certainly an essential means of protecting the system of property, maintaining social order and the conditions for accumulation; but capital does not itself directly wield such power as a means of extracting surplus labour from workers. As in every other exploitative system, there are two "moments" of exploitation: the appropriation of surplus labour and the coercive power that sustains it. What distinguishes capitalism is that these two "moments" are uniquely separate from each other.¹⁰⁸

Ce passage met en lumière l'influence de Poulantzas et du néo-marxisme. Les deux moments de l'exploitation – l'extraction de surtravail et le pouvoir coercitif qui le soutient – sont formellement séparés. Le premier relève de l'économique alors qu'il revient à l'État d'assurer le deuxième moment.

Ce que refuse d'envisager Wood, c'est un moment d'appropriation coercitive. Wood identifie l'appropriation à l'économique et la coercition au politique dans un monde où chacun joue son rôle complémentaire. Dire que ce type d'appropriation soit pré-capitaliste est sans conséquence ou erroné. Le fait que l'appropriation coercitive soit pré-capitaliste est sans conséquence dans la mesure où elle existe et qu'on ne peut en nier l'existence réelle sous prétexte d'en avoir nié l'existence conceptuelle. L'analyse de Wood contribue grandement à la compréhension du capitalisme, et par conséquent à la compréhension du « nouvel impérialisme » ou de l'impérialisme « proprement capitaliste ». Il est tout à fait juste de souligner que les nouvelles puissances impériales peuvent se passer de la domination politique directe comme c'était le cas pour l'impérialisme du XIX^e siècle. Mais il est tout à fait erroné de nier l'existence d'appropriation de volume

¹⁰⁸ Ibid., p.16 .

considérable de capitaux « en dehors » des relations capitalistes « normales ». Le fait de refuser d'analyser l'appropriation coercitive de quantités considérables de capitaux et de ressources, et le rôle direct qu'y joue l'État, appauvrit grandement toute analyse contemporaine de l'État. Séparer théoriquement le politique et l'économique, ou plus exactement séparer pratiques et structures en appauvrit la compréhension.

D'autre part, selon les termes de Harvey, il serait erroné de dire qu'il s'agit d'une forme d'appropriation non capitaliste parce que l'appropriation par la dépossession fait partie intégrante du capitalisme dans la mesure où c'est le moyen dont dispose la bourgeoisie pour se sortir des crises économiques cycliques, qui, elles, sont proprement capitalistes. Mais plus fondamentalement, le marxisme ouvert indique qu'il est tout à fait erroné de séparer les deux « moments » dans la mesure où l'extorsion de surtravail n'est pas séparée de la coercition et de la lutte de classe.

3.5 Léninisme et instrumentalisme

Poulantzas se propose d' « élucider la position théorique de Lénine concernant la distinction et le rapport entre la lutte économique et la lutte politique ». ¹⁰⁹ De cet examen, il conclut, trois choses: qu'il y a une distinction entre les deux types de lutte, que la lutte politique doit toujours détenir le primat sur la lutte économique et que la lutte politique a comme objectif le pouvoir d'État. ¹¹⁰ Ces trois propositions nous semblent tout à fait justes, notamment en ce qui a trait à la centralité du pouvoir d'État comme objectif de la lutte de classe. Cependant, en aval de ces propositions, Poulantzas développe le concept de *conjoncture*, attribué à Lénine, et qui soutient le déterminisme structuraliste

¹⁰⁹ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 93.

¹¹⁰ Ibid., p. 93-94.

poulantzassien dont il a été question plus haut.¹¹¹ Si la lutte politique de classe a pour *objectif* l'État, elle a pour *objet* la conjoncture que Poulantzas définit de la façon suivante: « la conjoncture, objet de la pratique politique et lieu privilégié où se réfléchit l'individualité historique toujours singulière d'une formation, c'est la situation concrète de la *lutte politique de classe*. Autrement dit, l'articulation et l'indice de dominance qui caractérisent la *structure* d'une formation sociale se réfléchissent, en tant que conjoncture, au niveau de la lutte politique de classe. »¹¹² Rappelons également que « la conjoncture apparaît comme les effets des structures sur le champ des pratiques *concentrés, dans leur unité, au niveau de la lutte politique de classe*. Ces limites règlent, en tant que telles, un jeu de variations possibles des forces sociales, bref l'intervention de la pratique politique, qui est ici l'intervention concentrée du champ des pratiques, sur les structures. »¹¹³ Nous avons déjà abordé cette question des structures comme limites de la pratique ou comme cadre structurant la lutte de classe. Sans doute qu'une trop grande humilité avait poussé Poulantzas à attribuer à Lénine la paternité du concept de *conjoncture* tel que présenté dans *Pouvoir politique et classes sociales*. Par souci de justice pour Poulantzas, nous estimons que ce mérite lui revient de plein droit.

Plutôt que d'en tirer un concept de conjoncture et un structuro-fonctionnalisme, il nous semble que les considérations de Lénine sur le rapport entre lutte économique et lutte politique ouvrent plutôt la voie à une réévaluation de la conception *instrumentaliste* de l'État, conception tant décriée par le néo-marxisme et le marxisme ouvert.

Dans la lutte de classe concrète, l'État joue un rôle économique de premier plan et ce rôle doit être mis en lumière pour dépasser le syndicalisme étroit tant décrié par

¹¹¹ Ibid., p. 94-100.

¹¹² Ibid., p. 96.

¹¹³ Ibid., p. 97.

Poulantzas. Considérer l'État comme levier de la lutte économique amène automatiquement à considérer la lutte politique et la prise du pouvoir politique d'État comme le développement normal de la lutte de classe. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les analyses de Lénine sur le rapport entre lutte politique de classe et lutte économique de classe. Poulantzas se réfère, entre autres, à *Que faire?* et à *À nouveau les syndicats* pour élaborer, défendre, et imputer à Lénine son concept de conjoncture.¹¹⁴ De ces ouvrages, Poulantzas s'en tient à la conclusion suivante: la lutte politique doit avoir le primat sur la lutte économique de classe, c'est-à-dire que la lutte de classe a pour objectif le pouvoir d'État. « Conquérir le pouvoir d'État en brisant la machine d'État disait Lénine, et c'est tout dire. »¹¹⁵ Cette conclusion est juste, mais incomplète. Poulantzas note à juste titre que Lénine indique que « la politique est l'expression la plus concentrée de l'économie »¹¹⁶; ou encore, selon la formule du Manifeste, que « toute lutte de classe est une lutte politique »¹¹⁷. Et de façon plus complète: « Il ne suffit pas de dire que la lutte de classe devient véritable, conséquente et développée uniquement lorsqu'elle s'étend au domaine de la politique. [...] Le marxisme reconnaît que la lutte de classe atteint son plein développement, qu'elle est "à l'échelle de toute la nation", *uniquement* lorsque, ne se contentant pas de s'étendre à la politique, elle se saisit dans la politique même de ce qui est le plus essentiel: l'organisation du pouvoir d'État. »¹¹⁸ Cela est clair dans l'esprit et l'œuvre de Poulantzas. Cependant, ce n'est pas tout dire.

¹¹⁴ Ibid., p. 93.

¹¹⁵ Ibid., p. 98.

¹¹⁶ LÉNINE Vladimir I., 1974 (1920), *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski*, dans *Œuvres* tome 32, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 25.

¹¹⁷ MARX et ENGELS (1848), op. cit., p. 43.

¹¹⁸ LÉNINE Vladimir I., 1977 (1913b), *La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe (Note)*, dans *Œuvres* tome 19, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 120.

Conquérir le pouvoir d'État en brisant la machine d'État, certes, mais pour ensuite s'attaquer aux véritables tâches de la révolution: la socialisation des moyens de production et autres tâches économiques. C'est ce qui est clairement explicité dans *À nouveau les syndicats*. Durant quelques mois, de la fin de 1920 au X^e congrès du parti bolchévique, il se mena une discussion, principalement animée par une polémique entre Trotski et Lénine, concernant le rôle des syndicats dans l'État ouvrier. C'est dans le cadre de cette polémique que Lénine rédigea la brochure *À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine*. Nous ne nous intéressons pas ici à la discussion sur le rôle des syndicats comme telle. Cependant, on y trouve des indications très claires de la conception léniniste de la relation entre lutte politique de classe et lutte économique de classe.

Voilà quel est, en réalité, le rapport entre Zinoviev et moi, d'une part, et Trotski et Boukharine, de l'autre, sur la question de la politique et de l'économie. C'est pourquoi je n'ai pas pu lire sans sourire l'objection lancée contre moi le 30 décembre par le camarade Trotski: "Le camarade Lénine a dit, dans son discours au VIII^e Congrès des Soviets, clôturant le rapport sur notre situation, qu'il nous fallait un peu moins de politique et un peu plus de sens économique; or, dans la question des syndicats, il a mis au premier plan l'aspect politique" (p. 65). En disant ces mots le camarade Trotski a eu l'impression de "tirer fort juste". En réalité, ils expriment la plus effroyable confusion de pensée, un "méli-mélo idéologique" absolument sans bornes. Certes, j'ai toujours exprimé, l'exprime et je continuerai à exprimer le souhait que nous nous occupions moins de politique et davantage d'économie. Mais il n'est pas difficile de comprendre que, pour que ces souhaits se réalisent, il ne doit pas y avoir de dangers politiques ni d'erreurs politiques.¹¹⁹

Contrairement à ce que Poulantzas y a trouvé comme indication, nous y trouvons plus que la simple affirmation du primat de la lutte politique sur l'économique. Au

¹¹⁹ LÉNINE Vladimir I., 1974(1921), *À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine*, dans *Œuvres* tome 32, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 84-85.

contraire, on voit que ce primat concerne la lutte de la classe ouvrière dans le cadre de la domination bourgeoise par l'entremise de l'État bourgeois. Ce primat n'est que *temporaire* ou forcé par les circonstances. Le véritable ouvrage de la révolution, c'est de s'attaquer à l'édification d'une économie socialiste. C'est une conception hautement instrumentaliste que l'on retrouve dans l'œuvre de Marx et Lénine: primauté aux tâches politiques d'abord, mais seulement pour avoir les coudées franches pour s'acquitter des tâches économiques.

Ce n'est pas seulement l'État qui est instrumentalisé, mais le politique. La lutte politique doit primer tant que le contexte de la lutte de classe l'exige, mais ce qui compte, c'est la production. « Toute démocratie, comme en général toute superstructure politique (inévitabile aussi longtemps que l'abolition des classes n'est pas achevée, aussi longtemps que la société sans classes n'est pas créée), est en fin de compte au service de la production, et ce qui la détermine, ce sont en fin de compte les rapports de production dans une société donnée. »¹²⁰ Et dans une formule plus *concentrée*: « La production est toujours nécessaire, pas la démocratie. »¹²¹ La question de l'instrumentalisme est intimement liée à l'économisme. Il n'y a pas lieu de parler de séparation et d'autonomie de la lutte politique et de la lutte économique. Il y a au contraire une forte unité: la lutte de classe est, en essence, une lutte économique, mais elle passe inévitablement par la lutte politique, qui à son tour est subordonnée à des objectifs économiques. Parler d'autonomie ne fait que semer la confusion et alimente le fétichisme propre à la sociologie bourgeoise.

¹²⁰ LÉNINE (1921), *Œuvres* tome 32, op. cit., p. 79.

¹²¹ LÉNINE (1920), *Œuvres* tome 32, op. cit., p. 19.

C'est l'analyse que fait Marx du Second Empire. Dans *La Guerre Civile en France*, il écrit: « Sous l'empire, la société bourgeoise libérée de tous soucis politiques atteignit un développement dont elle n'avait elle-même jamais eu idée. »¹²² Dans *Le 18 Brumaire*, cet instrumentalisme est indiqué lorsque Marx décrit comment la masse de la classe bourgeoise avait rompu avec ses représentants parlementaires et extra parlementaires: « [L]a masse extra-parlementaire de la bourgeoisie, par sa servilité envers le président, par ses injures contre le Parlement, par la brutalité avec laquelle elle traita sa propre presse, excita Bonaparte à réprimer, à exterminer ses orateurs et ses écrivains, ses politiciens et ses littérateurs, sa tribune et sa presse, afin de lui permettre de vaquer en confiance à ses affaires privées, sous la protection d'un gouvernement fort et absolu. »¹²³ Dans le *Manifeste*, on retrouve cet instrumentalisme formulé de façon quasi étapiste: « Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la masse des forces productives. »¹²⁴ C'est le même instrumentalisme « étapiste » que l'on retrouve chez Lénine dans *L'État et la Révolution*: « Le prolétariat a besoin du pouvoir d'État, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise en

¹²² MARX (1871), op. cit., p. 62. Nous soulignons.

¹²³ MARX Karl, 1969 (1851), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris: Éditions sociales, p. 107. Nous soulignons.

¹²⁴ MARX et ENGELS (1848), op. cit., p. 56.

place" de l'économie socialiste. »¹²⁵ Il ne faut pas y voir une chronologie, il y a plutôt un caractère dualiste de l'État dans la lutte de classe, reflétant le caractère dualiste – ou multiple – de la lutte de classe.

C'est en ce sens que l'État est un instrument de domination de classe: tant que la bourgeoisie est tranquille politiquement, elle peut faire des affaires et le jour où la classe ouvrière sera à son tour tranquille politiquement, elle pourra édifier une économie centrée sur l'être humain. La stabilité politique est garante de prospérité économique. L'État sert à étouffer la lutte de classe pour ne pas déranger les affaires. Mais nulle part chez Marx et Lénine il est dit que le rôle de l'État se limite à ce rôle de stabilisateur. Nulle part il est exclu que l'État ne joue également un rôle directement économique. Partout il est dit qu'il y a unité entre lutte politique et économique et partout il est dit que l'État est instrument de lutte.

Ainsi, il apparaît clairement que, chez Marx et Lénine, la question de l'instrumentalisme est centrale pour l'analyse de l'État. Cet instrumentalisme n'ouvre pas seulement la porte à la compréhension de l'État comme *engin de guerre du capital contre le travail*, mais aussi à la compréhension du caractère fondamentalement économique de la lutte de classe. L'État capitaliste ne se comprend qu'en fonction des rapports de production capitalistes. Nous venons de le voir: « Toute démocratie, comme en général toute superstructure politique (inévitabile aussi longtemps que l'abolition des classes n'est pas achevée, aussi longtemps que la société sans classes n'est pas créée), est en fin de compte au service de la production, et ce qui la détermine, ce sont en fin de

¹²⁵ LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917a), *L'État et la Révolution: La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 437.

compte les rapports de production dans une société donnée. »¹²⁶ Ce qui est central concernant l'État capitaliste, c'est la bataille pour le maintien ou le renversement de la propriété privée des moyens de production. « [A]ussi démocratique soit-il, tout État où existe la propriété privée de la terre et des moyens de production, où règne le capital, est un État capitaliste, une machine aux mains des capitalistes pour maintenir dans la soumission la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Le suffrage universel, l'Assemblée constituante, le Parlement, ne sont que la forme, une sorte de lettre de change, qui ne changent rien au fond. »¹²⁷ Suivant Lénine, Poulantzas indique comment la primauté doit être accordée à la lutte politique et comment celle-ci a pour objectif le pouvoir d'État. Mais tout cela est vide de sens si l'on omet d'ajouter que la prise du pouvoir d'État est subordonnée à l'objectif fondamental de la lutte de classe, soit le renversement des rapports de production capitalistes. C'est cette imbrication du politique et de l'économique - imbrication somme toute assez simple – que Poulantzas s'affaire à embrouiller dans un fatras de constructions et de reformulations concernant l'autonomie relative de l'État et du politique et la séparation des structures et des rapports de production.

On retrouve chez Poulantzas toutes les caractéristiques de la *suprême-théorie* de la sociologie américaine critiquée par C. Wright Mills dans les années 1960.¹²⁸ Les critiques que ce dernier adressait principalement à Talcott Parson peuvent être reprises ici à l'intention de Poulantzas. Mills expliquait que la suprême-théorie, « montage et

¹²⁶ LÉNINE (1921), *Œuvres* tome 32, op. cit., p. 79.

¹²⁷ LÉNINE Vladimir I., 1976 (1919), *De l'État*, dans *Œuvres* tome 29, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 490.

¹²⁸ MILLS C. Wright, 1977 (1959), *L'Imagination sociologique*, Paris: Maspero, 229 p.

démontage de concepts », ¹²⁹ souffre de « fétichisme du Concept ». ¹³⁰ Le résultat est un verbiage lourd et superflu. Il déplorait le refus des suprêmes-théoriciens de définir clairement leurs concepts, malgré la prétention de ces derniers. Ils se limitent à construire des systèmes de concepts non définis, tout en définissant leurs relations. Tout ceci a pour conséquence, dans le meilleur des cas, une incapacité à formuler ou étudier un quelconque problème concret ¹³¹; dans le pire des cas, à produire et masquer une légitimation idéologique des formes de domination. ¹³²

¹²⁹ Ibid., p. 28.

¹³⁰ Ibid., p. 38.

¹³¹ Ibid., p. 37.

¹³² Ibid., p. 52.

Chapitre 3

Théorie de l'État chez Poulantzas

*Allusions confuses, l'âme lâche s'y amuse
comme ces ballottines dans leur corps en ruine
Vieilles métaphores qui n'crient pas très fort
n'ayant aucun doute que les murs écoutent*

*Bagou qui débloque, voix qui soliloquent
la parole abstraite se paye la traite*

Plume Latraverse

Le thème de l'autonomie relative est important dans la sociologie poulantzassienne et s'applique à divers niveaux. Il importe de distinguer l'autonomie structurelle de l'autonomie fonctionnelle. L'autonomie structurelle concerne l'autonomie des divers niveaux d'une formation sociale (autonomie du politique par rapport à l'économique, etc.) et la détermination de ces divers niveaux par leur rapport à la matrice d'ensemble. C'est ce qui est proprement structuraliste chez Poulantzas. Le deuxième chapitre s'est attardé à analyser de façon critique les postulats et certaines conclusions du structuralisme poulantzassien. Nous avons vu comment ce structuralisme amène à réduire l'angle avec lequel la sociologie poulantzassienne analyse le rôle de l'État, notamment en ce qui concerne son rôle économique. Nous avons également constaté que ce même structuralisme ouvrait la voie au développement d'une théorie de la lutte de classe, et son rapport à l'État, qui s'éloigne des indications de Marx et Lénine, notamment en ce qui concerne l'origine économique des classes et le problème de la subjectivité politique.

Dans la sociologie poulantzassienne, l'autonomie structurelle des diverses régions définit à son tour l'autonomie fonctionnelle de l'État. Ce dernier est relativement autonome par rapport aux classes dominantes à cause de la fonction spécifique que lui imprime la matrice du capitalisme. C'est ce qui est proprement fonctionnaliste chez Poulantzas. Après nous être longuement attardé à l'autonomie structurelle dans la sociologie poulantzassienne, nous aborderons maintenant la théorie poulantzassienne de l'État à proprement parler, c'est-à-dire à l'autonomie fonctionnelle de ce dernier.

Il importe ici de mentionner que c'est ce fonctionnalisme qui éloigne le plus Poulantzas de la théorie marxiste de l'État. À tout le moins, comme il l'indique lui-

même, c'est ce fonctionnalisme qui le rapproche le plus de la sociologie bourgeoise de « M. Weber » et de « la science politique *actuelle* ».

Avant d'entrer dans les textes des classiques du marxisme concernant ce problème, j'indique que des ouvrages importants de la science politique *actuelle*, commencent à mettre le ton sur ce rôle du politique comme facteur du maintien de l'unité d'une formation: et ceci dans un essai de "définition" du politique et, en quelque sorte, en réaction contre M. Weber qui définissait l'État exclusivement par le fait qu'il détiendrait le "monopole de la force légitime". Ainsi par exemple, Apter définit le politique comme une structure qui "détient des responsabilités déterminées pour le maintien du système dont il fait partie" ("A Comparative Method for the Study of Politics", in *Political Behaviour*, éd. par Eulau, p. 82 et suiv.); Almond insiste sur le fait que les structures régionales d'un système sont constituées par leurs limites, le politique ayant précisément la "fonction cruciale du maintien des limites à l'intérieur du système" (Almond et Coleman, *The politics of Developing Areas*, 1960, p. 12 et suiv. ; voir également G. Balandier, *Anthropologie politique*, 1967, p. 43); c'est d'ailleurs aussi le cas pour plusieurs chercheurs qui suivent, dans leurs analyses, le modèle *cybernétique*, tels p. ex. D. Easton (*A Framework for political Analysis*, 1965) et K. Deutsch (*The Nerves of government*, 1966), etc. Je ne peux entrer ici dans la discussion de ce modèle cybernétique, que l'on ne devrait d'ailleurs nullement confondre avec le modèle fonctionnaliste. Je me contente d'indiquer que *ce critère de structure qui a le rôle de facteur de cohésion du système, combiné, on le verra, avec celui du monopole de la force légitime, paraît effectivement pertinent afin de délimiter la structure de l'État, mais dans le mode de production capitaliste, voire dans le cas de l'État capitaliste.*¹

Bien qu'il rejette le fonctionnalisme et semble critique envers *M. Weber*, il ne peut que constater la concordance entre sa définition de l'État et la sociologie wébérienne en indiquant que *ce critère de structure qui a le rôle de facteur de cohésion du système, combiné, on le verra, avec celui du monopole de la force légitime, paraît effectivement pertinent afin de délimiter la structure de l'État*. Aussi, Poulantzas l'indique également, tout ces développements *actuels* de la sociologie bourgeoise ne sont

¹ POULANTZAS Nicos, 1975 (1968), *Pouvoir politique et classes sociales*, vol. 1, Paris: Maspéro, p. 44. Nous soulignons.

pertinents que pour l'étude du type capitaliste d'État. C'est effectivement dans son analyse de l'État capitaliste et son autonomie spécifique que Poulantzas s'éloigne le plus de la théorie marxiste de la lutte de classe en développant une théorie complètement réifiée où l'État opère loin au-dessus de la lutte de classe comme facteur régulant cette dernière.

1. Définition et rôle de l'État

Dès les premières pages de l'ouvrage, Poulantzas donne une définition précise de l'État: « [...] à l'intérieur de la structure de plusieurs niveaux décalés à développement inégal, *l'État possède cette fonction particulière de constituer le facteur de cohésion des niveaux d'une formation sociale* [...] non pas dans le sens courant d'ordre politique, mais dans le sens de la cohésion de l'ensemble des niveaux d'une unité complexe, *et comme facteur de régulation de son équilibre global, en tant que système.* »² L'État est défini par sa fonction. La « structure de plusieurs niveaux décalés à développement inégal » requiert un facteur de cohésion et ce rôle revient à l'État.

Comme la pratique politique vise le maintien ou le renversement de l'unité d'une formation sociale, l'État, en tant que facteur de maintien de cette unité, joue un rôle central. L'État joue un triple rôle par rapport au changement social: « l'État en tant que facteur du maintien de la cohésion de cette unité [...], l'État comme structure nodale de rupture de cette unité [...]: dans ce contexte, l'État pourra d'ailleurs être visé comme facteur de production d'une nouvelle unité. »³ L'ouvrage de Poulantzas s'attarde tout entier à analyser et décrire la première fonction. Il est d'ailleurs difficile d'envisager comment l'État, sans être l'objet d'une quelconque subjectivité politique, peut devenir

² Ibid., p. 40-41.

³ Ibid., p. 41.

facteur de rupture d'une unité, et encore moins comme facteur de production d'une nouvelle unité. Toutefois, ce qui importe ici c'est de retenir la centralité de l'État pour la pratique politique. Sur cette base, Poulantzas établit que l'État constitue « la structure dans laquelle se condensent les contradictions des divers niveaux d'une formation. »⁴

C'est ici que s'articule la relation entre structure et fonction dans le sens où c'est la structure (pour être plus précis, la matrice, c'est-à-dire la combinaison spécifique des différentes structures régionales d'une formation sociale) qui détermine la fonction de l'État. L'État demeure toujours le facteur de cohésion d'une formation sociale. Mais la configuration particulière de la matrice détermine la forme particulière de l'État par rapport à cette fonction. Autrement dit, la fonction générale de l'État, en tant que facteur de cohésion d'une formation sociale, détermine une série de fonctions spécifiques propres à une formation particulière dans l'activité de l'État recouvrant les différentes régions. C'est ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, que l'État capitaliste jouit d'une autonomie relative spécifique, qui est propre au type capitaliste d'État. Dans toute matrice, les différentes régions de la structure sont autonomes les unes par rapport aux autres, ce que nous avons nommé l'autonomie structurelle des différentes régions, et par conséquent l'autonomie structurelle du politique. Dans le cas particulier du type capitaliste d'État, ce dernier jouit d'une autonomie fonctionnelle qui lui est propre et que l'on ne rencontre pas dans les autres types d'État. Nous reviendrons plus en détails sur cette autonomie fonctionnelle spécifique. Avant, il importe de définir concrètement les différentes fonctions de l'État.

1.1 Surdétermination de la fonction politique

⁴ Ibid.

La fonction globale de l'État est de servir de facteur de maintien de l'unité d'une formation sociale. Cette fonction globale se manifeste dans des fonctions spécifiques propres à chacune des régions. L'État a donc une activité économique, une activité politique et une activité idéologique, mais chacune de celles-ci est subordonnée à la fonction générale qui elle est politique.⁵ Ainsi, dans le capitalisme, la fonction politique de l'État est surdéterminante.

C'est dans ce contexte précis que l'on peut établir la *surdétermination* des fonctions économiques et idéologiques par la fonction politique, *au sens strict*, de l'État dans le conflit politique de classe: par exemple, les fonctions économique ou idéologique de l'État correspondent aux intérêts politiques de la classe dominante, constituent des fonctions politiques, non pas simplement dans les cas où le rapport entre l'organisation du travail et l'enseignement d'une part, la domination politique d'une classe de l'autre est direct et évident, mais en ce que ces fonctions ont comme objectif le maintien de l'unité d'une formation, à l'intérieur de laquelle cette classe est la classe politiquement dominante. Mieux: c'est dans la mesure où ces fonctions ont comme objectif primordial le maintien de cette unité, qu'elles correspondent aux intérêts politiques de la classe dominante, et c'est précisément le sens du passage cité de Engels, pour qui une "fonction sociale" est toujours à la base d'une "fonction politique". Ce concept de surdétermination appliqué ici aux fonctions de l'État indique donc deux choses: que les diverses fonctions de l'État constituent des fonctions politiques par le rôle global de l'État, facteur de cohésion d'une formation divisée en classes, et que ces fonctions correspondent *ainsi* aux intérêts politiques de la classe dominante.⁶

La surdétermination de la fonction politique signifie, par exemple, que si l'État joue un rôle économique, ce n'est pas pour des raisons économiques, ce rôle économique est subordonné à la fonction politique de maintien de l'unité d'une formation sociale. On en conclut que l'État n'a pas de fonction spécifiquement économique dans la mesure où

⁵ Ibid., p. 50.

⁶ Ibid., p. 51.

son activité économique sert exclusivement sa fonction politique. Voyons cela de plus près.

1.2 Effet d'isolement des classes dominées dans la lutte économique

Dans le capitalisme, le rôle de l'État, ou plus précisément du juridico-politique⁷, dans la lutte de classe économique est de produire ce que Poulantzas appelle *l'effet d'isolement* des classes dominées, c'est-à-dire l'occultation des rapports de classes.

Or, si l'on examine, pour commencer, la lutte économique de classe, les rapports sociaux économiques du M.P.C., on constate une caractéristique fondamentale et originale que je définirai désormais comme "effet d'isolement". Elle consiste en ce que les structures juridiques et idéologiques qui, déterminées en dernière instance par la structure du procès de travail, instaurent, à leur niveau, les agents de la production distribués en classes sociales en "sujets" juridiques et idéologiques, ont comme effet, sur la lutte économique de classe, l'occultation, de façon particulière, aux agents de leurs rapports comme rapports de classe. Les rapports sociaux économiques sont effectivement *vécus* par les supports sur le mode d'un fractionnement et d'une atomisation spécifiques. Les classiques du marxisme l'ont souvent désigné en opposant la lutte économique "individuelle", "locale", "partielle", "isolée", etc., à la lutte politique qui tend à présenter un caractère d'unité, voire d'unité de classe. Cet isolement est ainsi l'effet, sur les rapports sociaux économiques, 1) du juridique, 2) de l'idéologie juridico-politique, 3) de l'idéologique en général. [...] Il n'en reste pas moins que cet effet d'isolement est d'une importance capitale, notamment en ce qu'il occulte aux agents de la production, dans leur lutte économique, les rapports de classe.⁸

En simplifiant un peu, il apparaît que l'unité de la classe ouvrière est déterminée par la structure économique de par la socialisation accrue des moyens de production. Il revient à la structure juridico-politique et idéologique de briser cette unité dans le champ des rapports sociaux. Parallèlement, la tendance au sein des classes dominantes est à la

⁷ Il est à noter que dans la discussion sur l'État et l'effet d'isolement, la distinction entre politique, juridico-politique et idéologique n'est pas très claire.

⁸ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 136.

division. Il revient donc à la structure politique de l'État d'assurer l'unité et l'hégémonie de la bourgeoisie dans le champ de la lutte de classe.

Toujours au niveau de la lutte économique de classe, si l'État a pour fonction de produire, « dans les faits », l'effet d'isolement, il a également pour fonction de représenter l'unité et masquer son caractère de classe.

La superstructure juridico-politique de l'État a donc ici une double fonction, que l'on peut précisément élucider à partir de ces remarques. 1) Plus particulièrement sous son aspect de système juridique normatif, de réalité juridique, en instaurant les agents de la production distribués en classes en sujets juridico-politiques, elle a comme effet l'isolement dans les rapports sociaux économiques. 2) Dans sa relation aux rapports sociaux économiques, qui manifestent cet effet d'isolement, elle a pour fonction de représenter l'unité de rapports isolés institués en ce corps politique qu'est le peuple-nation. Ce qui veut dire, en d'autres termes, que l'État représente l'unité d'un isolement qui est en grande partie — car l'idéologique y joue un rôle — son propre effet. Double fonction — d'isoler et de représenter l'unité — qui se réfléchit dans des contradictions internes aux structures de l'État.⁹

Tout ceci devient plus concret dans l'analyse du rapport de l'État à la lutte politique de classe. Il n'y a effectivement pas d'activité *proprement économique* dans le rapport entre lutte de classe économique et État. En fait, même là où il a activité *proprement économique*, cette activité ne vise pas l'économique en soi, mais n'a pour fonction que de produire des *effets* sur la lutte politique de classe.

1.3 Facteur d'unité et d'hégémonie des classes dominantes dans la lutte politique

Poulantzas s'inspire de Gramsci et de son concept *d'hégémonie*. Une fois le concept « épuré » de toutes les « séquelles de l'historicisme »¹⁰, Poulantzas retient deux applications, l'une provenant directement de Gramsci, l'autre développée par le sociologue. D'une part, l'hégémonie « indique la constitution des intérêts politiques de

⁹ Ibid., p. 140.

¹⁰ Ibid., p. 147.

ces classes [classes dominantes], dans leur rapport à l'État capitaliste, comme représentatif de l' "intérêt général" de ce corps politique qu'est le "peuple-nation", et qui a comme substrat l'effet d'isolement dans l'économique. »¹¹ D'autre part, Poulantzas étend le concept d'hégémonie à sa conception du « bloc au pouvoir ». Plutôt qu'une classe, le groupe dominant est composé de plusieurs classes ou fractions de classe parmi lesquelles une d'entre elles détient le rôle dominant et occupe une position hégémonique.¹² Le premier sens est celui qui nous occupe ici.

Non seulement l'effet d'isolement constitue le substrat du fonctionnement de l'État capitaliste comme état hégémonique des classes au pouvoir, mais c'est précisément l'autonomie relative de l'État par rapport à ces classes qui lui permet de fonctionner comme tel, comme État hégémonique. Afin que l'État puisse se présenter comme l'État de toute la nation, il est nécessaire que des concessions économiques mineures soient consenties aux classes dominées. L'autonomie relative de l'État par rapport aux classes dominantes permet des concessions économiques (contraires aux intérêts économiques immédiats des classes dominantes) dans la mesure où ces concessions ne s'étendent jamais pour toucher aux intérêts politiques des classes dominantes et même dans la mesure où ces concessions économiques consolident en fait les intérêts politiques des classes dominantes.

Quel est, dans ce contexte, le rôle qui incombe à l'État capitaliste de classe? On peut dire qu'il prend en quelque sorte en charge l'intérêt politique de la bourgeoisie, qu'il réalise pour son compte la fonction d'hégémonie politique que celle-ci ne peut remplir. Pour ce faire cependant, l'État capitaliste revêt une autonomie relative à l'égard de la bourgeoisie: c'est là que réside la signification profonde des analyses de Marx concernant le bonapartisme comme type capitaliste d'État. Cette autonomie relative lui

¹¹ Ibid.

¹² Ibid., p. 148.

permet précisément d'intervenir, non seulement en vue de réalisations de compromis à l'égard des classes dominées, qui, à la longue, s'avèrent utiles pour les intérêts économiques mêmes des classes et fractions dominantes, mais aussi d'intervenir, suivant la conjoncture concrète, contre les intérêts économiques à long terme de telle ou telle fraction de la classe dominante: compromis et sacrifices parfois nécessaires à la réalisation de leur intérêt politique de classe.¹³

Comme nous l'avons vu en début de chapitre, la sociologie bourgeoise est acceptable pour Poulantzas dans l'étude du type capitaliste d'État, pas pour l'analyse de l'État en général. Le même raisonnement est appliqué à la conception gramscienne de l'hégémonie qui réduit l'État capitaliste à un rôle d'arbitrage entre les intérêts des divers groupes en lutte. Poulantzas cite Gramsci pour offrir une version « marxiste » de la sociologie bourgeoise des groupes sociaux: « c'est-à-dire que le groupe dominant est coordonné concrètement avec les intérêts généraux des groupes subordonnés et que la vie de l'État est conçue comme une formation continuelle et un continuel dépassement d'équilibres instables (dans les limites de la loi) entre les intérêts du groupe fondamental et ceux des groupes subordonnés, équilibres où les intérêts du groupe dominant l'emportent, mais jusqu'à un certain point seulement, c'est-à-dire non jusqu'au mesquin intérêt économique-corporatif »¹⁴. L'essence du pouvoir politique devient donc chez Poulantzas un équilibre instable entre intérêts des différents groupes sociaux: « Le pouvoir politique paraît ainsi être fondé, dans cet État, sur un *équilibre instable de compromis*. »¹⁵ Cette sociologie bourgeoise des groupes sociaux en lutte au-dessus desquels l'État est un arbitre neutre devient « marxiste » en précisant que ce dernier

¹³ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 113.

¹⁴ GRAMSCI Antonio, 1966 (1932-33), *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno*, Turin: Einaudi, p. 40 et suivantes, cité par POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 148.

¹⁵ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 11.

applique des règles favorisant, en dernière instance, les intérêts politiques du groupe dominant. Comme l'indique Simon Clarke:

At the level of the analysis of the structure, of the relations of classes within that structure, and of the relation between classes and the state in that structure, Poulantzas simply reproduces the sociological formulations of structural-functionalism. The state is a class state only in the rhetorical sense that it is the state of a structure in which a class or classes are supposedly dominant, and so a state which reproduce that dominance. In its practical relation to classes in struggle, the state does not express the dominance of dominant classes, but the existing relations of power between classes in struggle, and so is the arbiter of conflicting interests. At this level of analysis the "political dominance" of the dominant classes organised in the hegemonic block refers simply to the perpetuation of the structure and not to any specific institutionalised political relations between classes or between class and state. The "Marxism" of Poulantzas's political sociology is reduced to the claim, which can only be an arbitrary moral claim, that the structure is characterised by the dominance of one or a number of classes over classes.¹⁶

Au-delà de cette marxisation de la sociologie des groupes sociaux, il y a plus important. La sociologie poulantzassienne de l'État aborde ce dernier dans ces *effets* sur la lutte de classe. En situant l'État en dehors des rapports sociaux, en dehors de la lutte de classe, cette sociologie réifie l'État et ce dernier devient une *chose* fonctionnant de façon *autonome*, remplissant certaines *fonctions*. Ce *système* peut être étudié pour comprendre la logique qui lui est propre et observer comment cette chose au-dessus (ou en deçà) des rapports sociaux *influence* la lutte de classe. L'analyse marxiste de l'État s'en trouve grandement amputée. Le rôle de l'État se résume à bien peu: constituer l'unité des classes dominantes et défendre les intérêts politiques de celles-ci en permettant des concessions économiques aux classes dominées et en assurant la division de celles-ci.

¹⁶ CLARKE Simon, 1991 (1977), « Marxism, Sociology and Poulantzas's Theory of the State », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, London: Macmillan, p. 98-99.

2. Critique de la théorie de l'autonomie relative de Poulantzas

L'autonomie structurelle des divers niveaux d'une formation sociale est posée comme postulat dans l'œuvre de Poulantzas. Ce postulat, en tant que tel, n'est jamais établi théoriquement et ne peut, par conséquent, être discuté ici. Nous avons vu au début du chapitre précédent comment ce postulat, dans le cas spécifique du capitalisme, mène à une autonomie spécifique du politique et de l'économique. Nous avons également mentionné que cette autonomie spécifique reposait sur la propriété privée des moyens de production. Or, et c'est là une contribution majeure du marxisme ouvert, cette séparation ne peut être considérée comme un donné propre au capitalisme sur la base duquel on peut établir théoriquement quoi que ce soit, en l'occurrence, l'autonomie spécifique du politique et de l'économique. En ce sens, tout comme la propriété privée des moyens de production, l'autonomie spécifique du politique et de l'économique n'est pas un donné sur la base duquel on peut tirer des conclusions quant au rôle de l'État. Tout comme la propriété privée, cette autonomie est à la fois le cadre et l'objet de la lutte de classe et doit en permanence être reproduite par une lutte de classe incessante.

Bref, l'autonomie structurelle des divers niveaux de toute formation sociale est, chez Poulantzas, un postulat indiscutable; alors que l'autonomie structurelle spécifique du politique et de l'économique dans le cas précis du capitalisme a été longuement discutée par le marxisme ouvert. Pour dire les choses directement, on peut affirmer, sur la base du marxisme ouvert, que Poulantzas échoue à asseoir théoriquement sa théorie de l'autonomie relative de l'État. Reste maintenant à voir comment il tente de l'asseoir littérairement, c'est-à-dire comment il tente de justifier ces propositions sur l'autonomie en se basant sur les œuvres de Marx.

2.1 Remarques préliminaires

Avant d'aller plus loin, il faut préciser que nous considérons qu'il est bien évident qu'il y a un certain degré d'autonomie de l'État par rapport à la bourgeoisie dans son ensemble. Tout comité a un certain degré d'autonomie par rapport à l'ensemble duquel il est issu, tout mandataire a un certain degré d'autonomie par rapport au corps qui l'a mandaté. Personne ne peut sérieusement affirmer le contraire. Il est tout à fait normal que, à l'occasion, des décisions soient prises dans l'intérêt général de la bourgeoisie contre l'intérêt particulier de certaines factions de la même classe. Mais l'inverse est également vrai, l'activité de l'État peut, dans certains cas, favoriser des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie. Nous l'avons vu avec l'exemple de l'analyse que font Duménil et Lévy du néolibéralisme. Il peut y avoir une autonomie relative par rapport aux intérêts étroits des différentes factions, à la défense de l'intérêt général de la bourgeoisie. Rien d'étonnant puisque la contradiction principale est entre le prolétariat et la bourgeoisie, et non pas entre les différentes factions de la bourgeoisie. L'activité de l'État peut aussi se faire dans l'intérêt étroit de certaines factions contre l'intérêt général du capital. Mais jamais en aucun cas il ne peut y avoir d'autonomie par rapport aux intérêts de la bourgeoisie dans le cadre de sa lutte contre le prolétariat, ni par rapport à ses intérêts politiques, ni par rapport à ses intérêts économiques. Ce qu'il y a, c'est une dynamique complexe de lutte de classe par et pour le pouvoir d'État, dynamique rendue encore plus complexe par les luttes entre factions de la bourgeoisie. C'est notamment ce qui est longuement discuté dans le *18 Brumaire* comme nous le verrons sous peu.¹⁷ Il y a donc assurément un certain degré d'autonomie de l'État, mais le problème est d'en faire une caractéristique fondamentale de l'État

¹⁷ MARX Karl, 1969 (1851), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris: Éditions sociales, p. 46-51.

capitaliste. Ce n'est pas du tout l'essence de l'État capitaliste. Au contraire, l'essence de l'État capitaliste est d'être un État de classe, l'État d'une classe.

2.2 D'une situation historique de la lutte de classe à une autonomie fonctionnelle déterminée structurellement

Afin de donner une teneur « marxiste » à sa théorie de l'autonomie relative de l'État, Poulantzas se réfère à l'analyse que Marx a faite du Second Empire dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Dans *Pouvoir Politique et Classes Sociales*, une section est consacrée à « L'unité du pouvoir et l'autonomie relative de l'État capitaliste ». Cette section débute par un chapitre intitulé: « Le problème et sa position théorique par les classiques du marxisme » où il est longuement question de l'analyse que fait Marx du Second Empire dans *Le 18 Brumaire*.¹⁸ C'est sur cette base *théorique* que sont développés les chapitres suivants concernant l'autonomie relative de l'État capitaliste.¹⁹ « [A]utonomie dont le bonapartisme-religion de la bourgeoisie nous livre les clés ».²⁰ Voyons ce qu'il en est.

Poulantzas donne la définition suivante du concept d'autonomie relative de l'État:

Par autonomie relative de ce type d'État, j'entends ici non plus, directement, le rapport de ses structures avec les rapports de production, mais le rapport de l'État avec le champ de la lutte des classes, plus particulièrement son autonomie relative à l'égard des classes ou fractions du bloc au pouvoir et, par extension, de ses alliés ou appuis. Cette expression se rencontre chez les classiques du marxisme: elle désigne le fonctionnement de l'État en général dans le cas où les forces politiques en présence sont "prêtes à s'équilibrer". Je l'emploie ici, dans un sens à la fois plus large et plus

¹⁸ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 80-88.

¹⁹ Ibid., p. 89-124.

²⁰ Ibid., p. 112.

étroit, pour désigner un fonctionnement spécifique de l'État capitaliste. J'espère par là même marquer nettement la distance qui sépare cette conception de l'État, d'une conception simpliste et vulgarisée qui voit dans l'État l'outil ou l'instrument de la classe dominante.²¹

Trois choses importantes ressortent de cette définition. D'abord, il faut distinguer ce que nous avons qualifié d'autonomie structurelle et d'autonomie fonctionnelle. Ces deux types d'autonomie concernent les rapports entre structures (autonomie structurelle) et le reflet de ce système de rapports dans le rapport entre structure et lutte de classe (autonomie fonctionnelle). Il y a d'une part l'autonomie des différentes structures, soit l'autonomie de l'État (en tant que structure politique) par rapport aux relations de production (en tant que structure économique). D'autre part, il y a l'autonomie fonctionnelle de l'État capitaliste par rapport aux classes, autonomie de l'État par rapport à la classe au pouvoir. C'est de ce deuxième type d'autonomie dont qu'il est question ici. Il s'agit de l'autonomie fonctionnelle de l'État capitaliste par rapport aux classes dominantes, déterminées structurellement par l'autonomie des diverses sphères de la société.

La deuxième remarque concerne l'anti-utilitarisme de la théorie de l'autonomie fonctionnelle de l'État. Bien évidemment, si l'État est autonome par rapport aux classes dominantes, il ne peut servir d'*engin de guerre du capital contre le travail*. Poulantzas dit vouloir attaquer « la tendance historiciste du marxisme, avec son invariable "volontarisme-économisme" ». ²² Il indique que « [c]ette tendance voit finalement dans l'État le produit d'un sujet, le plus souvent de la classe dominante-sujet, dont il constitue

²¹ Ibid., p. 81.

²² Ibid., p. 82.

un simple outil de domination, manipulable à volonté. »²³ L'argument contre l'instrumentalisme que Poulantzas tire du *18 Brumaire* se rapporte à l'idée selon laquelle l'État ne peut être un instrument directement aux mains de la bourgeoisie à cause des luttes entre différentes factions qui exigent que le pouvoir d'État soit exercé indirectement. Or, un passage de la *Guerre Civile en France* portant sur le Second Empire indique que, selon Marx, il n'y a pas de contradiction entre, d'une part, l'État en tant qu'appareil de domination de classe ou comme instrument directement aux mains de la bourgeoisie et, d'autre part, l'État comme objet de lutte entre différentes factions de la bourgeoisie. Commentant la France d'après le Premier Empire et les régimes qui suivirent, Marx écrit:

Sous les régimes qui suivirent, le gouvernement, placé sous contrôle parlementaire, c'est-à-dire *sous le contrôle direct des classes possédantes*, ne devint pas seulement la pépinière d'énormes dettes nationales et d'impôts écrasants; avec ses irrésistibles attraits, autorité, profits, places, *d'une part il devint la pomme de discorde entre les factions rivales et les aventuriers des classes dirigeantes*, et *d'autre part* son caractère politique changea conjointement aux changements économiques de la société. Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le capital et le travail, le pouvoir d'État prenait de plus en plus le caractère *d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de domination d'une classe*. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'État apparaît façon de plus en plus ouverte.²⁴

Ainsi, le pouvoir d'État peut à la fois être l'objet des convoitises et *la pomme de discorde entre les factions rivales* pour leur pouvoir privée, tout en devenant *un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social*. Si ces deux caractéristiques de l'État sont

²³ Ibid.

²⁴ Ibid., p. 60-61. Nous soulignons.

contradictoires pour les anti-instrumentalistes, soit. Force est de constater que ce n'est pas le cas chez Marx.

La troisième remarque, et on touche ici à l'essentiel du propos qui sera développé ci-bas, concerne l'expression d'*autonomie de l'État* que l'on « rencontre chez les classiques du marxisme » et qui y désigne « le fonctionnement de l'État en général dans le cas où les forces politiques en présence sont "prêtes à s'équilibrer" ». Cette compréhension de l'autonomie, en tant que phénomène causé par une situation d'équilibre des forces, de la lutte de classe se rattache à l'instrumentalisme. Dit simplement, en situation d'équilibre, l'État, en tant qu'instrument de lutte de classe et objet de celle-ci, ne peut être complètement *approprié* par une des parties. Il s'en suit une situation où l'État acquiert une certaine autonomie par rapport aux classes en lutte. Poulantzas dit employer cette expression dans un sens différent. Il veut présenter l'autonomie comme un « des traits constitutifs de l'État capitaliste ». ²⁵ Il y a donc deux types d'autonomie structurelle de l'État. L'autonomie de type 1 arrive de façon ponctuelle dans des situations historiques particulières où la lutte de classe tend à s'équilibrer, où les forces en présence s'équilibrent de telle façon qu'aucune ne peut prétendre exclusivement au pouvoir d'État. C'est ce qu'indique Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*:

Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'État, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre. Ainsi, la monarchie absolue du XVII^e et du XVIII^e siècle maintint la balance égale entre la noblesse et la bourgeoisie; ainsi, le bonapartisme du Premier, et notamment celui du Second Empire français, faisant jouer le prolétariat contre la bourgeoisie, et la bourgeoisie contre le

²⁵ Ibid., p. 82.

prolétariat. La nouvelle performance en la matière, où dominateurs et dominés font une figure également comique, c'est le nouvel Empire allemand de nation bismarckienne: ici, capitalistes et travailleurs sont mis en balance les uns contre les autres, et sont également grugés pour le plus grand bien des hobereaux prussiens dépravés.²⁶

Telle est la façon dont Marx et Lénine analysent le cas précis du Second Empire. Dans *La Guerre civile en France*, Marx indique: « En réalité, c'était la seule forme de gouvernement possible, à une époque où la bourgeoisie avait déjà perdu, - et la classe ouvrière n'avait pas encore acquis, - la capacité de gouverner la nation. ».²⁷ *Le 18 Brumaire* constitue une analyse de la situation concrète de la lutte de classe à un moment précis de l'histoire française. Mais plutôt que l'analyse d'une situation historique particulière, Poulantzas y trouve les indications d'une théorie générale de l'État capitaliste. L'autonomie de type 2 dont parle Poulantzas constitue un trait fondamental de l'État capitaliste. Ce deuxième type d'autonomie est structurellement et fonctionnellement déterminée, et non pas historiquement contingente.

Nous nous sommes attardés plus haut sur la théorie poulantzassienne de l'État en tant que théorie structuro-fonctionnaliste où l'autonomie relative de l'État lui permet d'organiser politiquement la bourgeoisie tout en permettant les concessions économiques aux classes dominées afin de garantir l'hégémonie politique de la bourgeoisie. Ce qui importe ici c'est de voir comment Poulantzas impute à Marx cette conception de l'État capitaliste en prenant pour modèle son interprétation du bonapartisme.

Le rapport de l'État et de l'intérêt politique de ces classes [les classes dominantes], que Marx distingue maintes fois de leur intérêt "privé", "économique", "égoïste", etc., *ne s'établit que par une autonomie relative de l'État et de ces classes*, dont le secret nous est dévoilé par le bonapartisme: sa caractéristique essentielle est précisément

²⁶ENGELS Friedrich 1978 (1884), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, dans MARX Karl et Friedrich ENGELS, *Œuvres Choisis*, Moscou: Les Éditions du Progrès, p. 604.

²⁷MARX Karl, 1975 (1871), *La Guerre civile en France*, Paris: Éditions sociales, p. 62.

l'indépendance particulière de l'État à l'égard des classes dominantes. L'État capitaliste, qui n'est pas en rapport direct avec les intérêts économiques des classes dominantes, en ce sens que la lutte économique est absente de ses institutions, que les agents de la production distribués en classes y sont présents sous la forme de "peuple-citoyens", est en rapport avec leurs intérêts proprement politiques en étant relativement autonome de ces classes. On peut donc retenir déjà que ce terme d' "antagonisme de l'État et de la société" indique en premier lieu, chez Marx de la maturité, l'autonomie des structures respectives du politique et de l'économique réfléchi dans le rapport de l'État et de la lutte économique de classe, *mais aussi* l'autonomie relative de l'État et des classes politiquement dominantes. Il désigne le rapport de ces deux phénomènes, compte tenu du fait que ce terme d' "autonomie" ne doit pas être pris, dans ses diverses applications, dans un sens identique, mais qu'il sert surtout ici afin de repérer les problèmes.²⁸

Telle est l'essence de la théorie marxiste du type capitaliste d'État qu'aurait développé Marx dans *Le 18 Brumaire*.

Comme l'exige la lecture poulantzassienne des œuvres de Marx, le lecteur doit accepter le fait que « ces concepts subiront des transformations nécessaires. »²⁹ En effet, nulle part dans le *18 Brumaire*, ni dans tous les commentaires sur le Second Empire, on ne retrouve l'idée que cette période constitue un exemple de concessions économiques à l'endroit du prolétariat dans le but de préserver la domination politique de la bourgeoisie, ce qu'avance Poulantzas. L'analyse du Second Empire met en lumière la lutte acharnée de la bourgeoisie pour la défense de ses intérêts tant politique qu'économique. Selon l'expression de Marx, c'est dans le Second Empire que l'État devient « l'engin de guerre national du capital contre le travail »³⁰.

Tout l'argument de Poulantzas consiste à démontrer que le coup du 18 Brumaire n'est pas dû à une situation particulière d'équilibre des forces de type 1, mais constitue

²⁸ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 109-110.

²⁹ POULANTZAS (1968), vol. 1, op. cit., p. 17.

³⁰ MARX (1871), op. cit., p. 61.

plutôt un modèle théorique qu'on peut généraliser à l'ensemble des États capitalistes pour expliquer l'autonomie de type 2. Parlant des œuvres politiques où est analysé le Second Empire, Poulantzas indique que « en dépit des apparences, ils ne constituent pas simplement des analyses historiques de phénomènes concrets d'une formation déterminée, mais aussi, dans un dédoublement complexe à déchiffrer, une réflexion théorique sur les formes politiques du M.P.C. »³¹ Et plus loin:

Aussi devient-il clair que, lorsqu'on se rapporte à ces textes, il faut toujours démêler les deux lectures possibles, et, ainsi, distinguer ce qui a trait au phénomène historique concret du bonapartisme en France, et ce qui a trait au bonapartisme comme caractéristique constitutive du type capitaliste d'État. Or, une des caractéristiques essentielles du bonapartisme dans le deuxième sens, est l'autonomie relative de l'État à l'égard des classes ou fractions dominantes, et c'est précisément sous cet angle que Marx et Engels le considèrent.³²

Sur cette question des deux interprétations possibles du bonapartisme, Poulantzas considère que la position de Lénine est erronée et que même la position « plus avancée » de Gramsci n'atteint le « fond du problème ». ³³ Effectivement, il est tout à fait clair que Lénine, en accord avec les passages de Marx et d'Engels mentionnés ci-haut, considère le bonapartisme comme une situation particulière causée par l'équilibre momentané des forces en jeu dans la lutte de classe. Loin de réfuter l'autonomie en raison de l'équilibre des forces, Lénine l'applique à la Russie de Kérénski. C'est ce que l'on retrouve dans *Les Débuts du Bonapartisme*:

Le ministère Kérénski est incontestablement celui des premiers pas du bonapartisme. *Le principal caractère historique du bonapartisme s'y trouve nettement affirmé: le pouvoir d'État, s'appuyant sur la clique militaire (sur les pires éléments de l'armée), louvoie entre deux classes et forces sociales hostiles qui s'équilibrent plus ou moins. La*

³¹ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 83.

³² Ibid., p. 85.

³³ Ibid., p. 86.

lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat atteint son plus haut degré d'acuité [...]. Ce facteur économique et social ne constitue-t-il pas *la base classique du bonapartisme* ? D'autres, tout à fait connexes, viennent en outre s'y ajouter: la bourgeoisie jette feu et flamme contre les Soviets, mais ne peut pas *encore* les dissoudre d'un seul coup et les Soviets, prostitués par les Tsérétéli, les Tchernov et consorts, ne peuvent *déjà* plus opposer à la bourgeoisie une résistance sérieuse.³⁴

La même analyse est développée dans *De quelle classe viennent et « viendront » les Cavaignac* ?³⁵ ainsi que dans *L'État et la révolution*, où Lénine reprend et commente le passage d'Engels cité plus haut en l'appliquant à la situation de la Russie de 1917³⁶.

Or qu'en est-il du *18 Brumaire*? S'agit-il de l'analyse d'une situation concrète de la lutte de classe où les forces en jeu sont momentanément en équilibre, ou bien s'agit-il de la présence *en creux* d'une conception de l'État capitaliste où l'autonomie relative de ce dernier est structurellement et fonctionnellement déterminée? S'agit-il de l'application à une situation historique donnée de l'analyse marxiste des luttes de classe ou l'élaboration incomplète d'une théorie générale de l'État capitaliste que l'on doit déchiffrer? Dans la préface qu'il rédigea pour la deuxième édition allemande de l'ouvrage en 1869, Marx insiste sur ce qui distingue son appréciation des autres commentaires portant sur le coup d'État: « Quant à moi, je montre, par contre, comment *la lutte des classes* en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. »³⁷ Voyons de plus près.

2.3 Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte

³⁴ LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917b), *Les Débuts du Bonapartisme*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 241. Nous soulignons.

³⁵ LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917c), *De quelle classe viennent et « viendront » les Cavaignac* ?, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 93-98.

³⁶ LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917a), *L'État et la Révolution: La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 424-425.

³⁷ MARX (1851), op. cit., p. 10.

Poulantzas avance que la situation ayant permis le coup d'État n'était pas une situation d'équilibre entre les forces. « En effet, par une lecture approfondie des textes de Marx, on peut voir que celui-ci n'admet nullement en fait, dans le cas du bonapartisme en France, un équilibre entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière [...]: la classe ouvrière, désorganisée par les événements de 48, n'est non seulement pas dans une situation d'équilibre des forces avec la bourgeoisie, mais "disparaît même de la scène". »³⁸ Non seulement n'y a-t-il pas d'équilibre, mais la contradiction principale ne se situe plus entre la classe ouvrière et la bourgeoisie: « La contradiction principale se déplace et se concentre entre la bourgeoisie d'une part, la petite bourgeoisie et la paysannerie de l'autre, sans que l'on puisse non plus parler d'un équilibre entre ces forces. »³⁹ Selon l'argument de Poulantzas, c'est la lutte entre les différentes factions de la bourgeoisie pour la défense de leurs intérêts bornés qui devrait faire en sorte que le pouvoir soit exercé de façon autonome dans leurs intérêts collectifs. Or, ce qui est déterminant ici, c'est la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière et il semble risqué d'écarter cette dernière comme le fait Poulantzas. Si à la veille du coup de décembre 1851 la classe ouvrière avait « disparu de la scène », on ne peut la faire disparaître du contexte historique qui a préparé le coup. Il faut voir ce qui a préparé les conditions pour le coup de décembre 1851, « comment *la lutte des classes* en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. »⁴⁰ Était-ce la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat ou les luttes entre différentes factions de la bourgeoisie?

³⁸ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 86.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ MARX (1851), op. cit., p. 10.

Il faut d'abord situer ce contexte historique pour comprendre de quoi il en retourne. Les événements que Marx commente concernent le développement de la révolution française de 1848 et s'étendent de février 1848 à décembre 1851. Selon la chronologie de Marx, « [o]n doit distinguer trois périodes principales: 1. *la période de Février* ; 2. du 4 mai 1848 au 29 mai 1849, *la période de la constitution de la République ou de l'Assemblée nationale constituante* ; 3. du 29 mai 1849 au 2 décembre 1851, *la période de la République constitutionnelle ou de l'Assemblée nationale législative.* »⁴¹

La première période va du renversement de la monarchie de Louis-Philippe le 24 février 1848 jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante le 4 mai de la même année et est qualifiée par Marx de « prologue de la révolution ».⁴² Cette appellation vient du fait qu'aucune force ne saisit pour elle le pouvoir laissé vacant par la monarchie en fuite. « Ce qui la caractérise officiellement [la période], c'est le fait que le gouvernement improvisé par elle se déclara lui-même *provisoire* et que, de même, tout ce qui fut proposé, tenté, exprimé au cours de cette période ne le fut que *provisoirement*. Rien, ni personne n'osa réclamer pour soi le droit à l'existence et à l'action véritable. »⁴³ Au cours de ces événements, la classe ouvrière est au premier rang et constitua la force principale de la révolution, la poussant bien au-delà des étroites réformes auxquelles aspirait la bourgeoisie.

Les journées de Février ne visaient qu'une réforme électorale pour élargir le cercle des privilégiés politiques parmi la classe possédante elle-même et renverser la domination exclusive de l'aristocratie financière. Mais lorsqu'on en vint au véritable conflit, que le peuple monta sur les barricades, que la garde nationale observa une attitude passive, que l'armée n'opposa aucune résistance sérieuse et que la royauté prit la fuite, la

⁴¹ Ibid., p. 21.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid., p. 22.

République parut s'imposer d'elle-même. Chaque parti l'interpréta à sa façon. Comme elle avait été conquise par le prolétariat les armes à la main ce dernier lui imprima son sceau et la proclama *République sociale*.⁴⁴

Le caractère *social* de la révolution de février ne pouvait manquer de déclencher une féroce lutte de classe qui s'aiguïsa au cours de la deuxième période:

L'Assemblée nationale, qui se réunit le 4 mai, issue des suffrages de la nation, représentait la nation. Elle était une protestation vivante contre les prétentions des journées de Février et avait pour mission de ramener à la mesure bourgeoise les résultats de la révolution. [...]Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par *l'insurrection de Juin*, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La République bourgeoise l'emporta. [...]Cette défaite rejeta le prolétariat à *l'arrière-plan* de la scène révolutionnaire.⁴⁵

C'est à ces événements relatés par Marx que Poulantzas se réfère pour affirmer que la classe ouvrière ne pouvait compter comme force après avoir été « désorganisé par les événements de 1848 ». ⁴⁶ Or, cette lutte est déterminante pour la période qui suit, période à laquelle se réfère Poulantzas. La France n'est pas apparue le 29 mai 1849, il faut tenir compte des événements de 1848 et voir comment ils ont joué par la suite. *L'histoire* du coup ne commence pas au moment où la classe ouvrière avait *disparu de la scène*. Cette histoire inclut la classe ouvrière comme acteur principal. Il s'agit de voir comment.

Ce qui a permis le coup de décembre 1851, c'est l'affaiblissement progressif de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. La première phase de la révolution propulse la classe ouvrière à l'avant-scène. Dans la deuxième phase, la bourgeoisie mène

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid., p. 23-24.

⁴⁶ POULANTZAS (1968), vol. 2, op. cit., p. 86.

une lutte acharnée contre le prolétariat pour *ramener à la mesure bourgeoise les résultats de la révolution*. « Pendant les journées de Juin, toutes les classes et tous les partis s'étaient unis dans le "*parti de l'ordre*" en face de la classe prolétarienne, du "*parti de l'anarchie*", du socialisme, du communisme. »⁴⁷ La troisième phase concerne pour sa part la lutte de la bourgeoisie contre Bonaparte. Il s'agit de la lutte entre le parlement, assemblée nationale dominée par le parti de l'ordre, contre le pouvoir exécutif de la présidence, en la personne de Bonaparte. Le développement de la deuxième phase, au cours de laquelle la bourgeoisie s'était affaiblie dans sa lutte contre le prolétariat, prépara la défaite de la bourgeoisie contre Bonaparte. « La bourgeoisie française s'était cabrée contre la domination du prolétariat travailleur, et c'est elle qui mit au pouvoir le sous-prolétariat ayant à sa tête le chef de la société du Dix-Décembre. »⁴⁸

Durant la deuxième phase, la lutte du parti de l'ordre s'étendit également à une lutte contre les *bourgeois républicains*. « L'histoire de *l'Assemblée nationale constituante*, à partir des journées de Juin, est *l'histoire de la domination et de la désagrégation de la fraction bourgeoise républicaine* [...]. »⁴⁹ Cette lutte a également joué un rôle important dans l'affaiblissement du parti de l'ordre. Il n'en demeure pas moins que c'est la lutte contre le prolétariat, et non les luttes entre factions de la bourgeoisie, qui est déterminantes. Tout d'abord, ces républicains bourgeois ne constituent pas une faction de la bourgeoisie à proprement parler:

Ce n'était pas une fraction de la bourgeoisie rassemblée par de grands intérêts communs, et séparée des autres par des conditions de production particulières. C'était simplement une coterie de bourgeois, d'écrivains, d'avocats, d'officiers et de fonctionnaires d'esprit républicain, et dont l'influence reposait sur l'antipathie

⁴⁷ MARX Karl (1851), op. cit., p. 25.

⁴⁸ Ibid., p. 120.

⁴⁹ Ibid., p. 27.

personnelle que le pays ressentait à l'égard de Louis-Philippe, sur les souvenirs de l'ancienne République, sur les convictions républicaines d'un certain nombre d'enthousiastes et surtout sur *le nationalisme français*, dont elle entretenait soigneusement la haine à l'égard des conventions de Vienne et de l'alliance avec l'Angleterre.⁵⁰

Ensuite, même dans le cas où il existait de véritables luttes de factions, celles-ci s'effacent devant la véritable contradiction de classe. Dans tout ce théâtre complexe de lutte de classe vient effectivement s'ajouter une importante lutte de factions entre légitimistes (représentant de la maison des Bourbon) et orléanistes. Le parti de l'ordre est formé de la fragile coalition de ces deux factions dans leur lutte contre le prolétariat et les républicains bourgeois. Ces deux factions ne sont pas simplement divisées par des allégeances à une maison ou une autre. Cette division trouve son origine dans la production dans la mesure où elle exprime l'opposition entre différentes formes de capital, en l'occurrence le capital foncier et le capital industriel:

Légitimistes et orléanistes constituaient, comme nous l'avons dit, les deux grandes fractions du parti de l'ordre. Ce qui attachait ces fractions à leurs prétendants et les opposait l'une à l'autre, n'était-ce pas autre chose que les fleurs de lis et le drapeau tricolore, la maison des Bourbons et la maison d'Orléans, ces diverses nuances du royalisme ou, en général, leur religion royaliste ? Sous les Bourbons, c'était la *grande propriété foncière* qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le *capital*, avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce qui, par conséquent, divisait entre elles les fractions, ce n'étaient pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière.⁵¹

⁵⁰ Ibid., p. 27-28.

⁵¹ Ibid., p. 47.

C'est la pression révolutionnaire exercée par le soulèvement prolétarien qui amena ces deux factions à se coaliser. « Ils avaient trouvé dans la République bourgeoise, qui ne portait ni le nom de Bourbon, ni celui d'Orléans, mais celui de Capital, la forme d'État dans laquelle ils pouvaient régner en commun. L'Insurrection de Juin, déjà, les avait réunis en "parti de l'ordre". »⁵² Il serait erroné de penser, comme le suggère Poulantzas, que les luttes de factions avaient créé les conditions pour l'avènement du pouvoir autonome de Bonaparte qui pourrait, lui, défendre les intérêts généraux du capital. Sous la république, la bourgeoisie était déjà coalisée contre le prolétariat dans le parti de l'ordre.

Leur domination, en tant que parti de l'ordre, sur les autres classes de la société fut plus absolue et plus dure qu'elle ne l'avait été auparavant sous la Restauration ou sous la monarchie de Juillet, et elle n'était possible que sous la forme de la République parlementaire, car c'est seulement sous cette forme que les deux grandes fractions de la bourgeoisie française pouvaient s'unir et, par conséquent, substituer la domination de leur classe à celle d'une fraction privilégiée de cette classe.⁵³

Il advint bel et bien un schisme au sein du parti de l'ordre. Mais cette division s'explique par la position désespérée du parti de l'ordre, position créée par la complexité de la situation précise des forces en jeu à ce moment. Nous n'entrerons pas dans les détails, mais le bras de fer entre l'Assemblée nationale et la présidence avait mis à l'ordre du jour une révision de la constitution. Et c'est sur la base de la révision que s'écroula le parti de l'ordre:

Mais révision de la Constitution, cela ne signifiait pas seulement domination de la bourgeoisie ou de la démocratie petite bourgeoise, démocratie ou anarchie prolétarienne, République parlementaire ou Bonaparte, cela signifiait également Orléans ou Bourbon ! C'est ainsi que tomba au milieu du Parlement la pomme de

⁵² Ibid., p. 36.

⁵³ Ibid., p. 49.

discordes autour de laquelle devait fatalement s'allumer le conflit des intérêts qui divisaient le parti de l'ordre en fractions opposées. Le parti de l'ordre était un mélange d'éléments sociaux hétérogènes. La question de la révision de la Constitution créa une température politique qui décomposa le produit de ce mélange en ses éléments primitifs.⁵⁴

À ce moment, les coalitions se faisaient et se défaisaient selon les aléas de la lutte entre la majorité à l'Assemblée nationale et l'exécutif. Juste avant sa décomposition, le parti de l'ordre s'était lié aux autres représentants de la bourgeoisie pour contrer l'offensive de la présidence. « La coalition avec la Montagne et les républicains purs, à laquelle le parti de l'ordre se vit condamné, dans ses vains efforts pour conserver la possession du pouvoir militaire et reconquérir la direction suprême du pouvoir exécutif, prouvait incontestablement qu'il avait perdu sa propre *majorité parlementaire*. » Ainsi donc, il n'y a pas lieu de voir dans le coup d'État de Bonaparte l'avènement d'un pouvoir autonome par rapport aux luttes de factions de la bourgeoisie. Bien au contraire, la bourgeoisie s'était déjà coalisée contre le prolétariat. Par la suite, cette bataille contre le prolétariat l'ayant affaiblie, elle perdit sa bataille contre l'exécutif et c'est les aléas de cette deuxième bataille qui faisaient et défaisaient les alliances entre factions.

C'est bel et bien la lutte de classe qui avait affaibli la bourgeoisie: « il leur fallait [aux députés du parti de l'ordre] être atteints de crétinisme parlementaire, alors qu'ils avaient détruit de leurs propres mains, comme ils étaient obligés de le faire dans leur lutte contre les autres classes, toutes les conditions du pouvoir parlementaire, pour pouvoir considérer encore leurs victoires parlementaires comme de véritables victoires et s'imaginer atteindre le président en frappant sur ses ministres. »⁵⁵ Durant la phase 2 de la révolution, la bourgeoisie s'affaiblit devant le prolétariat et durant la phase 3, elle

⁵⁴ Ibid., p. 96.

⁵⁵ Ibid., p. 92.

s'écroula devant Bonaparte. Tel est ce qu'indique Marx dans *Le 18 Brumaire*. C'est également l'analyse de *La Guerre Civile en France*:

En présence de la menace de soulèvement du prolétariat, la classe possédante unie utilisa alors le pouvoir de l'État, sans ménagement et avec ostentation comme l'engin de guerre national du capital contre le travail. Dans leur croisade permanente contre les masses productrices, ils furent forcés non seulement d'investir l'exécutif de pouvoirs de répression sans cesse accrus, mais aussi de dépouiller peu à peu leur propre forteresse parlementaire, l'Assemblée nationale, de tous ses moyens de défense contre l'exécutif. L'exécutif, en la personne de Louis Bonaparte, les chassa. Le fruit naturel de la république du "parti de l'ordre" fut le Second Empire.

Ce n'est pas la lutte entre factions de la bourgeoisie qui l'affaiblit devant le prolétariat, situation qui aurait réclamé l'intervention d'un pouvoir autonome devant défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie. C'est au contraire la lutte entre le prolétariat qui affaiblit la bourgeoisie la rendant impotente dans sa lutte à venir contre Bonaparte: « C'est ainsi que la bourgeoisie française était obligée, par sa situation de classe, d'une part, d'anéantir les conditions d'existence de tout pouvoir parlementaire et, par conséquent aussi, du sien même, et, d'autre part, de donner une force irrésistible au pouvoir exécutif qui lui était hostile. »⁵⁶ Cette lutte pour sa propre conservation, la bourgeoisie conservatrice l'étendit aux républicains les assimilant au *péril rouge*. Dans cette lutte pour consolider son pouvoir sur le parlement, la bourgeoisie a aboli le suffrage universel et, ce faisant, elle s'est isolée des masses, s'est privée des moyens de lutte extraparlémentaire (en plus d'avoir laissé Bonaparte prendre le contrôle de l'armée). Dans sa lutte, la bourgeoisie a consolidé son pouvoir dans le parlement, mais ce faisant, elle a limité son pouvoir à celui du parlement. « [L]e *parti parlementaire de l'ordre* s'était condamné lui-même à l'inaction par ses criaileries en faveur de la tranquillité, [...]

⁵⁶ Ibid., p. 63.

il avait déclaré la domination politique de la bourgeoisie incompatible avec la sécurité et l'existence de la bourgeoisie, en détruisant de ses propres mains, dans sa lutte contre les autres classes de la société, toutes les conditions de son propre régime, du régime parlementaire [...]. »⁵⁷ Il y a certainement eu une lutte entre factions qui compliqua la vie du parti de l'ordre, mais c'est la lutte contre le prolétariat qui affaiblit ce dernier soit en l'isolant des masses extraparlémentaires par ses efforts pour consolider sa mainmise sur le parlement, ou encore en le forçant à donner ses armes à l'exécutif.

2.4 Conclusion

On voit difficilement comment tirer de ces événements une théorie générale du type capitaliste d'État. Il nous semble que, tout au plus, même si ce n'est pas rien, *Le 18 Brumaire* est un exemple d'analyse d'une situation historique complexe, analyse basée sur le concept de luttes de classe élaboré par Marx. Il s'agit de l'analyse d'une situation complexe et particulière qui ne peut constituer une norme. C'est une période révolutionnaire où tout est possible. C'est aussi la fin de la transition entre la forme politique propre au féodalisme et celle propre au capitalisme. C'est un épisode très trouble (1848-1851) dans une période trouble (1789-1871). La tempête de 1848 a créé une situation particulière qui a permis à Bonaparte de se faufiler.

Y'a-t-il des conclusions à tirer de l'analyse de cette situation particulière? Sans prétendre qu'il n'y ait de théorie de l'autoritarisme de cachée *en creux*, on peut tout de même remarquer quelques indications sur la réponse autoritaire de la bourgeoisie en cas d'instabilité. Poulantzas reproche à Engels d'assimiler le bonapartisme au bismarckisme, et reproche à Lénine de l'assimiler au gouvernement Kérenski de la Russie de 1917. Pourtant, ces régimes ont ceci de commun qu'ils constituent tous une réponse autoritaire

⁵⁷ Ibid., p. 107.

en cas d'instabilité révolutionnaire, ou d'équilibre des forces si l'on préfère. « La bourgeoisie n'avait alors manifestement d'autre choix que d'élire Bonaparte. Despotisme ou anarchie. Elle se prononça naturellement pour le despotisme. »⁵⁸ On pourrait même risquer un parallèle avec la situation allemande durant l'entre deux guerres. Toute la question de la contradiction entre la bourgeoisie et ses représentants parlementaires est traitée par Poulantzas sous l'angle de l'autonomie de ces derniers alors qu'il y aurait lieu de s'attarder sur l'autoritarisme de l'aile parlementaire, et de voir comment cette contradiction s'est transposée dans le régime non moins autoritaire de Bonaparte. *Le 18 Brumaire* c'est aussi la chronique de la décomposition, en situation révolutionnaire exceptionnelle, de l'aile parlementaire de la bourgeoisie de par son incapacité, d'une part, et d'autre part, de la république parlementaire bourgeoise elle-même.

La bourgeoisie se rendait très bien compte que toutes les armes qu'elle avait forgées contre le féodalisme se retournaient maintenant contre elle-même, que tous les moyens d'instruction qu'elle avait institués se retournaient contre sa propre culture, que tous les dieux qu'elle avait créés l'abandonnaient. Elle se rendait compte que toutes les prétendues libertés civiques et institutions de progrès attaquaient et menaçaient sa *domination de classe*, à la fois dans sa base sociale et à son sommet politique, et étaient, par conséquent, devenues « *socialistes* ». Elle voyait avec raison dans cette menace et dans cette attaque le secret du socialisme, dont elle comprend mieux le sens et la tendance que le prétendu socialisme lui-même, ce socialisme qui ne peut pas arriver à comprendre pourquoi la bourgeoisie se ferme obstinément à lui, qu'il gémissent sentimentalement sur les souffrances de l'humanité ou qu'il annonce chrétiennement la venue du royaume millénaire et l'ère de la fraternité universelle, qu'il radote à la manière des humanistes sur l'esprit, la culture, la liberté ou invente un système de réconciliation et de prospérité de toutes les classes de la société. Mais ce que la bourgeoisie ne comprenait pas, c'était que son *propre régime parlementaire*, sa *domination politique*, en général, devaient fatalement, à leur tour, être condamnés comme *socialistes*. Tant que la domination de la classe bourgeoise ne s'était pas

⁵⁸ Ibid., p. 135.

complètement organisée, n'avait pas trouvé son expression politique pure, l'antagonisme des autres classes ne pouvait pas, non plus, se manifester nettement, et là où il se manifestait, prendre cette tournure dangereuse qui transforme toute lutte contre le pouvoir d'État en une lutte contre le capital. Si, dans tout mouvement de la société, la bourgeoisie voyait l'"ordre" en danger, comment pouvait-elle vouloir défendre, à la tête de la société, le *régime du désordre*, son propre régime, le *régime parlementaire*, ce régime qui, suivant l'expression d'un de ses orateurs, ne vit que dans la lutte et par la lutte ? Le régime parlementaire vit de la discussion, comment l'interdirait-il ? Chaque intérêt, chaque institution sociale y sont transformés en idées générales, discutés en tant qu'idées. Comment un intérêt, une institution quelconque pourraient-ils s'élever au-dessus de la pensée et s'imposer comme articles de foi ? La lutte oratoire à la tribune provoque les polémiques de presse. Le club de discussion au Parlement trouve son complément nécessaire dans les clubs de discussion des salons et des cabarets. Les représentants, qui en appellent constamment à l'opinion publique, lui donnent le droit de s'exprimer au moyen de pétitions. Le régime parlementaire remet tout à la décision des majorités, comment les grandes majorités en dehors du Parlement ne voudraient-elles pas décider, elles aussi ? Quand, au sommet de l'État, on joue du violon, comment ne pas s'attendre que ceux qui sont en bas se mettent à danser ? Ainsi donc, en taxant d'hérésie "*socialiste*" ce qu'elle avait célébré autrefois comme "*libéral*", la bourgeoisie reconnaît que son propre intérêt lui commande de se soustraire aux dangers du *self-government* ; que, pour rétablir le calme dans le pays, il faut avant tout ramener au calme son Parlement bourgeois ; que, pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique ; que les bourgeois ne peuvent continuer à exploiter les autres classes et à jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre qu'à la condition que leur classe soit condamnée au même néant politique que les autres classes ; que, pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne et que le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête.⁵⁹

Plutôt que d'y voir des indications sur l'autonomie de l'État, nous croyons qu'il a là matière à réflexions sur les contradictions internes de l'État capitaliste, ou plus exactement de sa forme parlementaire. Ces contradictions font que les exceptions

⁵⁹ Ibid., p 66-68.

deviennent la règle. Il semble que le parlementarisme puisse difficilement fonctionner sans ces *crises autoritaires*. L'expression crises autoritaires ne fait pas référence à une quelconque conception cyclique. Les contradictions du capitalisme et de son appareil d'État font que ce dernier est constamment en crise et nécessite une lutte de classe constante pour sa reproduction.

La crise que commente Marx met à jour de façon aiguë les contradictions du parlementarisme bourgeois. Le Bonapartisme et les autres régimes avec lesquels nous avons fait des parallèles constituent des réponses autoritaires à ces contradictions précisément au moment où cette crise éclate en lutte de classe ouverte, au moment où il y a instabilité révolutionnaire où « les forces sont prêtes à s'équilibrer ». Ces réflexions ne doivent pas se limiter à ces moments particuliers, mais invitent plutôt à se demander comment le parlementarisme bourgeois fonctionne « en temps de paix » malgré ses contradictions.

Plutôt qu'une théorie en creux de l'autonomie, nous voyons dans les commentaires de Marx une invitation à développer l'analyse du fonctionnement concret du parlementarisme bourgeois, en période de « crise » comme en période de « stabilité ». C'est la question de la *forme* d'État telle que formulée par le débat allemand des années 1960, puis reprise par le marxisme ouvert qui est à l'ordre du jour. Mais plus encore, l'analyse doit maintenant se pencher sur le fonctionnement concret des différentes variantes du parlementarisme. Par exemple au Canada, comment s'est transformée la prérogative royale? Où réside la souveraineté? Quels sont les mécanismes électoraux qui permettent le fonctionnement de l'État en tant qu'État de classe dans le contexte du libéralisme parlementaire?

Les analyses de Marx du Bonapartisme, et particulièrement le long passage que nous venons de citer ouvrent plutôt la voie à penser l'État bourgeois comme crise perpétuelle, où la crise autoritaire n'est jamais très loin, ou plutôt, est toujours à l'œuvre. Bien que cela dépasse le cadre de la présente analyse, nous nous permettrons une brève digression au sujet de la théorie du fascisme que développe Poulantzas dans *Fascisme et Dictature*⁶⁰. Sans entrer dans les détails, l'essentiel est que le fascisme apparaît comme type particulier d'État d'exception en réponse à des crises politiques spécifiques.

On peut bien déterminer les caractéristiques générales de *la crise politique*. L'équilibre d' "égalité" peut correspondre à des espèces particulières de crise politique — crise d'équilibre général et crise d'équilibre catastrophique. Le fascisme ne correspond pas à ces espèces de crises politiques d'équilibre. De plus, si la conjoncture de lutte de classes des fascismes présente les caractéristiques générales de la crise politique, elle présente également des caractéristiques particulières d'une crise politique tout à fait spécifique. C'est cette ligne de recherche qui sera suivie dans cet essai concentré sur le problème du fascisme. En examinant notamment, sous tous ses aspects, la crise politique du fascisme, on y exposera à la fois les traits qui relèvent de toute crise politique en général, et ceux qui la caractérisent comme espèce particulière.⁶¹

Ainsi, le fascisme correspond à une situation de « crise politique qui peut aboutir à une forme d'État d'exception ».⁶² Cette conception du fascisme comme état d'exception est développée contre la thèse mise de l'avant par le Komintern selon laquelle le fascisme apparaît comme le développement normal de la démocratie bourgeoise: « Le fascisme procède de façon organique de la démocratie bourgeoise. Le procès de passage de la dictature bourgeoise aux formes ouvertes de répression constitue l'essence de la démocratie bourgeoise. »⁶³

⁶⁰ POULANTZAS NICOS, 1974 (1970), *Fascisme et Dictature*, Paris: Seuil/Maspero, 374 p.

⁶¹ Ibid., p. 70-71.

⁶² Ibid., p. 71.

⁶³ Rapport de Manouïlsky au XIe Plénum, 1931, cité par Poulantzas (1970), op. cit., p. 64.

Sans nier le caractère spécifique de la forme prise par les régimes proprement fascistes, il faut voir et comprendre la tendance à la fascisation de l'État qui est inhérente à l'État bourgeois car l'État bourgeois est constamment en crise et doit constamment se reproduire dans ce contexte de crise. C'est ce que nous permet de penser la conception dynamique de l'État développée par le marxisme ouvert, contrairement à la conception statique de Poulantzas. En ce sens, la conception de la *modernité comme crise* de Negri que nous avons très brièvement abordée en début de chapitre 1 nous semble plus propice à comprendre la tendance à la fascisation de la démocratie parlementaire. « [C]omme cela vaut pour la modernité dans son ensemble, la crise est, pour le capital, une condition normale qui n'indique pas sa fin mais sa tendance générale et son mode opératoire. »⁶⁴ Ainsi en va-t-il de l'État.

Aujourd'hui au Canada, il y a une véritable tendance à la fascisation de l'État. Les lois anti-terroristes d'aujourd'hui ne sont certes pas aussi flamboyantes que les lois nazies, mais elles en ont toute l'efficacité. L'incitation au racisme et la division du peuple sur une base ethnoculturelle, la mort sociale des minorités « extrémistes » d'aujourd'hui n'ont pas l'extravagance des pogromes d'autrefois, mais la dynamique de la création de l'ennemi intérieur reste la même. Nul besoin d'une crise ouverte. La Crise d'Octobre avait bel et bien permis la suspension de l'*habeas corpus*, une suspension générale (s'appliquant à tous) mais limitée dans le temps. Aujourd'hui, les certificats de sécurité permettent la suspension ciblée (s'appliquant à certaines personnes), mais perpétuelle des droits fondamentaux. Un simple décret ministériel et l'*habeas corpus* est suspendu pour quiconque est soupçonné de présenter une menace à la sécurité publique. La crise ouverte n'est ni nécessaire à justifier l'état d'exception, ni la cause du

⁶⁴ HARDT Michael et NEGRI Antonio, 2004 (2000), *Empire*, Paris: Exils, p. 276.

resserrement autoritaire de la démocratie bourgeoise. La crise est le propre de l'État bourgeois de par la nature contradictoire de sa propre reproduction et la tendance à la fascisation et à l'autoritarisme en est le corolaire.

Conclusion

Notre objectif central était, pour paraphraser l'expression de Marx, de régler nos comptes avec notre vieille conscience structuro-fonctionnaliste en matière de théorie de l'État. Du moins, il était de contribuer à la réflexion critique quant à la pertinence de la sociologie poulantzassienne de l'État. Cette dernière, fondée sur la séparation formelle des structures et de la pratique d'une part, et la séparation formelle du politique et de l'économique d'autre part, débouche sur une théorie de l'autonomie relative de l'État qui, en plus d'appauvrir la compréhension de phénomènes sociaux contemporains, rejette à l'arrière plan la subjectivité politique et, par le fait même, sème la confusion sur le terrain de la lutte de classe concrète. Sur la base de la contribution du marxisme ouvert, nous avons rejeté la séparation formelle des structures et de la pratique ainsi que la séparation formelle du politique et de l'économique en tant que fétichisme des relations sociales de production.

Ces relations prennent un caractère à la fois économique et politique et constituent à la fois le cadre de l'exercice de la subjectivité politique tout en étant l'objet de celle-ci. Selon cette perspective, l'État constitue une forme différée prise par les relations sociales de production. En ce sens, il est à la fois le cadre et l'objet de la lutte de classe. Ainsi, l'État capitaliste devient un lieu dynamique de lutte de classe ainsi qu'un cadre instable, traversé par les contradictions propres aux relations sociales capitalistes, devant constamment être reproduit par (et pour) la lutte de classe. Cette conception dynamique de l'État, nous l'avons vu, cadre parfaitement avec un instrumentalisme et un économisme non vulgaire. En fait, l'instrumentalisme et l'économisme sont inhérents à toute conception dynamique de l'État. Cela découle de la conception marxiste des classes

et de la lutte de classe telle que nous l'avons définie au chapitre deux, et de la relation entre lutte politique et économique qui lui est propre.

Ce regard critique sur la sociologie poulantzassienne de l'État avait pour assises théoriques la critique du néo-marxisme adressée par le marxisme ouvert, d'une part, et d'autre part, s'appuyait sur une réappropriation de certains concepts propres au marxisme classique. Ainsi, l'instrumentalisme et l'économisme du marxisme classique ont cohabités avec la critique du fétichisme des relations de production propre au marxisme ouvert. Or, comme nous l'indiquions plus haut, cette critique du fétichisme dans les sciences sociales bourgeoises et les conceptions non marxistes du politique et de l'économique, le marxisme ouvert l'adressait à la fois au marxisme classique ainsi qu'au néo-marxisme.

Au premier chapitre, nous avons brièvement amorcé une discussion entre les deux traditions en revenant sur certaines critiques importantes du marxisme classique adressées par John Holloway, un important pilier du marxisme ouvert. Nous nous sommes volontairement limités aux éléments qui seraient subséquentement pertinents pour la discussion du néo-marxisme poulantzassien. En essence, nous avons fait ressortir l'importance du caractère subjectif des relations sociales, ou, pour parler autrement, le caractère à la fois social et matériel des relations sociales de production. Ce double caractère des relations de production est essentiel pour le marxisme ouvert et c'est à juste titre que la séparation poulantzassienne entre structures et pratiques à été critiquée. Cependant, nous avons démontré que cette séparation est tout à fait étrangère à l'instrumentalisme et à l'économisme du marxisme classique où, au contraire, le

caractère fondamentalement économique¹ des classes et de la lutte de classe n'est pas en contradiction avec le caractère subjectif de celles-ci. Nous croyons que ce point est capital pour le développement de la compréhension marxiste des phénomènes sociaux. Nous croyons également qu'il soit tout aussi capital pour une discussion éclairée entre marxisme ouvert et marxisme classique.

Cependant, bien que cela ait été fort utile pour notre évaluation du néo-marxisme poulantzassien, affirmer le caractère à la fois dynamique et fondamentalement économique des classes et de la lutte de classe n'épuise pas l'ensemble des griefs que le marxisme ouvert adresse au marxisme classique. La discussion entre ces deux traditions du marxisme a été laissée en plan au profit d'une discussion plus approfondie du néo-marxisme. Ce choix a été motivé par l'importante place que continue d'occuper la sociologie poulantzassienne et l'État et certaines de ses conséquences néfastes pour la compréhension de ce dernier. Cela ne signifie nullement que la discussion entre marxisme ouvert et marxisme classique soit de moindre importance, ou de moindre intérêt.

Bien au contraire. À titre d'exemple, dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, John Holloway s'appuie sur la critique du fétichisme pour avancer que l'État ne doit pas être considéré comme un lieu de pouvoir, et, par conséquent, la prise du pouvoir de l'État ne doit pas non plus être considéré comme vecteur d'émancipation. « Centrer la révolution sur l'appropriation du pouvoir étatique entraîne, ainsi, à concevoir l'État comme étant abstrait des relations sociales dont il fait pourtant partie. Conceptuellement, l'État est alors pensé comme séparé de la somme des relations sociales qui l'entourent et

¹ Fondamentalement, mais pas exclusivement.

placé au-dessus d'elles, comme s'il était un acteur autonome. »² Cela constitue une rupture majeure par rapport au marxisme classique et cette position mérite d'être discutée en profondeur. La discussion sur le problème de l'État dans le marxisme que nous avons abordée s'est attardée, par la force des choses, au néo-marxisme. Mais cette discussion s'ouvre naturellement et doit se poursuivre en abordant les plus récents développements proposés par le marxisme ouvert.

Nous nous permettrons ici quelques mots sur ces développements, ceux proposés par Holloway, et suggérerons quelques pistes de réflexions quant à la discussion que nous aimerions voir s'ouvrir entre marxisme ouvert et marxisme classique.

C'est sur la base de la critique du fétichisme que Holloway fait la distinction entre *pouvoir* et *puissance*. Le pouvoir est la capacité de faire quelque chose, *pouvoir-faire*. La puissance c'est la capacité de dominer, *pouvoir-sur*.³ Dans le domaine politique, on ne peut chercher à obtenir les moyens de changer le monde en prenant le pouvoir parce que cela transforme le pouvoir en puissance, cela transforme la capacité de faire en domination.

La lutte pour libérer le pouvoir n'est pas une lutte visant à construire un contre-pouvoir, mais plutôt un anti-pouvoir quelque chose de totalement différent de la puissance. Les conceptions de la révolution qui se concentrent sur la prise du pouvoir se focalisent habituellement sur la notion de contre-pouvoir. La stratégie consiste dans ces cas à construire un contre-pouvoir qui soit en mesure de s'opposer au pouvoir dominant. Le plus souvent, le mouvement révolutionnaire s'est construit comme un reflet du pouvoir, armée contre armée, parti contre parti, ce qui a pour conséquence de reproduire le pouvoir au sein même de la révolution. L'anti-pouvoir n'est donc pas un contre-pouvoir

² HOLLOWAY John, 2007 (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris: Éditions Syllepse; Montréal: Lux éditeur, p. 32.

³ Ibid., p. 52.

mais quelque chose de beaucoup plus radical. C'est la dissolution de la puissance, l'émancipation du pouvoir.⁴

Holloway rejette également la conception marxiste classique de la science.

Pour Marx, la science est négative. La vérité de la science est la négation de la contre-vérité des fausses apparences. Cependant, dans la tradition marxiste postérieure à Marx, le concept de science passe de négatif à positif. La principale tradition marxiste oublie presque complètement la catégorie de fétichisme si importante pour Marx. La science, la lutte contre la contre-vérité du fétichisme, est alors comprise comme la connaissance de la réalité. Le fait de positiver la science permet à la puissance de pénétrer la théorie révolutionnaire et de l'ébranler d'une manière bien plus efficace que celle d'agents gouvernementaux infiltrant une organisation révolutionnaire.⁵

Et plus loin, Holloway fait le lien entre la conception positive de la science et la lutte de classe:

Alors, le concept de lutte est instrumental dans sa totalité: il s'agit d'une lutte pour atteindre une fin, pour arriver à quelque chose. Le fait de positiver le concept de science implique de positiver le concept de lutte. La lutte en tant que *lutte-contre* se métamorphose en *lutte-pour*. La *lutte-pour*, c'est la lutte pour créer une société communiste, mais dans une perspective instrumentaliste impliquant le point de vue positiviste. La lutte est conçue comme une marche "à petits pas", parmi lesquels le pas décisif est celui de la "conquête du pouvoir", le point d'appui de la révolution. Alors, loin d'être un objectif particulier dépendant, l'idée de "la conquête du pouvoir" se trouve au centre d'une approche complète de la théorie et de la lutte.⁶

On le voit, la critique du fétichisme amène Holloway bien loin de la conception classique de l'État, de la science et de la lutte de classe. Ce dernier rejette la conception classique de la révolution, celle qui associe l'émancipation à la prise du pouvoir d'État, et, par le fait même, rejette toute l'expérience du mouvement ouvrier depuis la Commune de

⁴ Ibid., p. 64-65.

⁵ Ibid., p. 172.

⁶ Ibid., p. 177.

Paris.⁷ Cette distance du marxisme classique prise par Holloway soulève des questions fort stimulantes. Nous estimons que notre propre programme de recherche appelle à poursuivre l'élaboration de la discussion entre marxisme ouvert et marxisme classique. Bien entendu, nous n'allons pas développer ici une telle discussion. Cependant, nous nous permettrons de suggérer une piste de réflexion.

Holloway développe sa conception négative du pouvoir, de la science et de la lutte de classe à partir d'une conception négative, plus exactement *extatique*, de l'être humain. L'essence de la pratique de l'être humain, l'essence du *faire* comme le dit Holloway, est de nier la réalité, la liberté se situe dans le possible. Dès que l'activité génère un contenu positif, il n'y a plus de liberté et la domination remplace l'émancipation. « Le cri et le *faire-qui-est-un-aller-au-delà* distingue les êtres humains des animaux. Les êtres humains, contrairement aux animaux, sont extatiques, ils n'existent pas seulement en eux-mêmes mais également *contre-et-au-delà* d'eux-mêmes. »⁸ Holloway poursuit plus loin: « En d'autres termes, contrairement aux animaux, les êtres humains sont des sujets. La subjectivité se réfère à la projection consciente au-delà de ce qui existe, à la capacité de nier ce qui existe et de créer quelque chose qui n'existe pas encore. »⁹

Ces formulations sont très près du langage que l'on retrouve habituellement dans les conceptions philosophiques phénoménologiques d'inspiration heideggérienne. Au premier chapitre, nous avons souligné l'importance et l'influence, dans ce que développe Holloway, de la pensée de Weber, Heidegger, Lukács, Horkheimer, Adorno, Foucault et

⁷ Ibid., p. 28.

⁸ Ibid., p. 47-48.

⁹ Ibid., p. 49.

d'autres.¹⁰ Aussi, Holloway indique clairement devoir s'éloigner des textes de Marx. « Notre matérialisme, si ce mot est pertinent, trouve ces racines dans le *faire*, dans un *faire-pour-nier*, une pratique négative, une projection au-delà (de). Notre fondement, si ce mot est pertinent, n'est pas une préférence abstraite pour la matière au lieu de l'esprit, si non un cri, la négation de ce qui existe. »¹¹ Et Holloway ajoute: « En cela, notre démarche est différente de la justification classique du matérialisme qui apparaît dans *L'Idéologie Allemande*. »¹²

L'argument ici n'est pas de tenter de « démasquer » les « hérésies » et de reprocher à Holloway de vouloir s'éloigner de la lettre des textes « sacrés »... Ce qui nous préoccupe, c'est de voir comment Holloway tente de « marxiser » une conception négative de l'être humain (de la pratique, du pouvoir, de la science, de la lutte de classe, etc.), conception qui lui permet de rejeter et de qualifier d'échec l'ensemble de l'expérience du mouvement ouvrier depuis le XIX^e siècle. Ce qui nous préoccupe, c'est que cela se fait en s'inspirant d'auteurs aussi éloignés de Marx que Weber et Heidegger tout en sélectionnant les parties de l'œuvre de Marx avec lesquelles Holloway s'accommode. Nous avons vu au premier chapitre comment Holloway rejette « le Marx de la *Préface* »¹³, voilà maintenant qu'il écarte « le Marx de *L'Idéologie Allemande* ». Nous devons faire très attention avec de telles « sélections », cela est vrai pour l'œuvre de Marx, mais aussi pour n'importe quel système de pensée cohérent, pour n'importe quel auteur. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'opposer la critique du fétichisme que l'on retrouve dans *Le Capital* au matérialisme de la *Préface* de 1859, pas plus qu'il ne nous

¹⁰ Voir infra, p. 21-22.

¹¹ HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 45.

¹² Ibid.

¹³ En référence à la « Préface à la Critique de l'Économie politique » rédigée par Marx en 1859, Voir infra, p. 47-49.

semble à propos d'opposer une conception extatique de l'être humain que l'on retrouverait dans *Le Capital*¹⁴ au matérialisme de *L'Idéologie Allemande*.

Plus fondamentalement, au-delà de ces considérations bibliographiques, il nous semble que cette conception extatique de l'être humain soit au cœur de ce que développe Holloway dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, tout autant, si non bien plus, que la critique marxiste du fétichisme. Dans notre évaluation critique du structuro-fonctionnalisme de Poulantzas, nous nous sommes appuyés sur la critique du fétichisme des relations sociales de production développées par Holloway. Pour le bien de la discussion que nous suggérons ici, il s'agirait de voir si cette critique du fétichisme est nécessairement liée à une conception extatique de l'être humain. Autrement dit, il faudrait voir s'il est possible de donner un contenu positif à la pratique humaine, en l'occurrence, donner un contenu positif à la lutte de classe pour qu'elle passe de lutte *contre* à une lutte *pour* sans nécessairement fétichiser le pouvoir et transformer la lutte pour l'émancipation en domination. Pour ce faire, nous croyons qu'il soit profitable d'attaquer le véritable problème de front, soit d'aborder et comparer deux conceptions de l'être humain qui sont en jeu, c'est-à-dire la conception marxiste et la conception phénoménologique.

L'importance grandissante de cette tendance phénoménologique du marxisme ouvert - la popularité de *Empire* en témoigne - exige que ces questions soient traitées avec beaucoup d'attention. Dans cette entreprise, le recours à certains concepts ou auteurs propres au marxisme classique nous semble aussi utile qu'il ne l'a été dans notre évaluation du néo-marxisme poulantzassien.

¹⁴ HOLLOWAY (2002), op. cit., p. 47.

Bibliographie

AGLIETTA Michel, 1976, *Régulation et crise du capitalisme: l'expérience des États-Unis*, Paris: Calmann-Lévy, 334 p.

ARONOWITZ Stanley et BRATSIK Peter (dir.), 2002, *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 298 p.

ARRIGHI Giovanni, 2001, « Global Capitalism and the persistence of the north-south divide », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 469-476.

BARROW Clyde W., 2008, « Ralph Miliband and the Instrumentalist Theory of the State: The (Mis)Construction of an Analytic Concept », dans WETHERLY Paul, BARROW Clyde W. et BURNHAM Peter (éd.), *Class, power and the state in capitalist society: essays on Ralph Miliband*, Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 84-108.

BARROW Clyde W., 2002, « The Miliband-Poulantzas Debate: An Intellectual History », dans ARONOWITZ Stanley et BRATSIK Peter (dir.), *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered*, Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 3-52.

BARROW Clyde W., 1993, *Critical theories of the state: Marxist, Neo-Marxist, Post-Marxist*, Madison: University of Wisconsin Press, 220 p.

BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), 2006a, *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, 237p.

BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David, 2006b, « Globalization, the state and Class struggle: An Introduction », dans BIELER Andreas, BONEFELD Werner, BURNHAM Peter et MORTON Adam David (éd.), 2006a, *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 1-5.

BOCCARA Paul, 1973, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris: Éditions sociales, 450 p.

BONEFELD WERNER et HOLLOWAY John (éd.), 1991, *Post-Fordism and Social Form: A Marxist Debate on the Post-Fordist State*, Londres: Macmillan, 212 p.

BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), 1992a, *Open Marxism vol. 1: Dialectics and History*, Londres: Pluto Press, 179 p.

BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas, 1992b, « Introduction », dans BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), *Open Marxism vol. 1 : Dialectics and History*, Londres: Pluto Press, p. IX-XX.

BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), 1992c, *Open Marxism vol. 2: Theory and Practice*, Londres: Pluto Press, 172 p.

BOYER Robert et Saillard Yves (dir.), 1995, *Théorie de la régulation: l'état des savoirs*, Paris: La Découverte, 568 p.

BRENNER Robert, 2006, « What Is, and What Is Not, Imperialism? », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 79-105.

BROMLEY Simon, 2003, « Reflections on *Empire*, Imperialism and United States Hegemony », *Historical Materialism*, vol.11, n° 3, p. 17-68.

BURNHAM Peter, 2006 (1999), « The politics of Economic Management in the 1990' », dans BIELER Andreas et al., *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 91-110, publié originalement dans *New Political Economy*, vol. 4, n° 1, p. 37-54.

BURNHAM Peter, 1997, « Globalisation: States, markets and class relations », *Historical Materialism*, vol. 1, n° 1, p. 150-160.

BURNHAM Peter, 2006 (1991), « Neo-gramscian Hegemony and International Order », dans BIELER Andreas et al., *Global restructuring, state, capital and labour: contesting neo-Gramscian perspectives*, Hampshire: Publisher Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 28-44, publié originalement dans *Capital and Class*, n° 45, p. 73-93, sous le titre « Neo-gramscian Hegemony and International Order ».

CARRILLO Santiago, 1977, *Eurocommunisme et État : essai politique*, Paris : Flammarion, 1977, 251 p.

CASTEL Odile, 1999, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation » dans, DUMÉNIL Gérard et LÉVY Dominique (dir.), *Le triangle infernal: Crise, mondialisation, financiarisation - Actes du Congrès Marx international II*, Paris: Presses universitaires de France, p.121-139.

CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, 270 p.

CLARKE Simon, 1991b, « The State Debate », dans CLARKE Simon (éd.), *The State Debate*, 1991a, Londres: Macmillan, p. 1-67.

CLARKE Simon, 1991 (1983), « State, Class Struggle, and the Reproduction of Capital », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, p. 183-203, publié originalement dans *Kapitalistate*, n° 10-11, p. 113-130.

CLARKE Simon, 1991 (1977), « Marxism, Sociology and Poulantzas's Theory of the State », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, p. 70-108, publié originalement dans *Capital and Class*, n° 2, p. 1-31.

COX Robert W., 1983, « Gramsci, Hegemony and International Relations: an Essay in Method », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 12, n° 2, p. 162-175.

DOSSE François, 1991, *Histoire du structuralisme - Tome 1: Le Champ du signe, 1945-1966*, Paris: Éditions La Découverte, 488 p.

DOSSE François, 1992, *Histoire du structuralisme - Tome 2 : Le Chant du cygne, 1967 à nos jours*, Paris: Éditions La Découverte, 542 p.

DUBAR Claude, 2007, « Sociologie – Les grands courants de la sociologie », *Dictionnaire de Sociologie*, Paris: Encyclopedia Universalis et Albin Michel, p. 729-742.

DUMÉNIL Gérard et LÉVY Dominique, 2000, *Crise et sortie de crise: ordre et désordres néolibéraux*, Paris: PUF, 286 p.

DUMÉNIL Gérard et LÉVY Dominique (dir.), 1999, *Le triangle infernal: Crise, mondialisation, financiarisation - Actes du Congrès Marx international II*, Paris: Presses universitaires de France, 297 p.

ENGELS Friedrich, 1978(1884), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, dans MARX Karl et Friedrich ENGELS, *Œuvres Choisies*, Moscou: Les Éditions du Progrès, p. 467-610.

FINE Ben Et HARIS Laurence, « "State expenditure in advanced capitalism": a critique », *New Left Review*, première série, n° 98, p. 97-112.

GOWAN Peter, 2001, « Neoliberal Cosmopolitanism », *New Left Review*, deuxième série vol. 2, n° 11, p. 79-93.

GREEN Peter, 2002, « "The Passage from Imperialism to Empire": A Commentary on *Empire* by Michael Hardt and Antonio Negri », *Historical Materialism*, vol. 10, n° 1, p. 29-77.

GRAMSCI Antonio, 1966 (1932-33), *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno*, Turin: Einaudi, 371 p.

HARDT Michael et NEGRI Antonio, 2004 (2000), *Empire*, Paris: Exils, 571 p.

HARVEY David, 2005, *A brief history of neoliberalism*, New York: Oxford University Press, 2005, 247 p.

HARVEY David, 2003, *The new imperialism*, Oxford, New York: Oxford University Press, 275 p.

HARVEY David, 2001, *Spaces of capital: towards a critical geography*, New York: Routledge, 429 p.

HEYDEBRAND Ruth et TUMMONS Patricia, 1975, « Introduction to the Muller and Neususs Discussion », *Telos*, vol. 25, p. 2-5.

HOLLOWAY John, 2007 (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris: Éditions Syllepse ; Montréal: Lux éditeur, 317 p.

HOLLOWAY John, 1992, « Crisis, Fetishism, Class Composition », dans BONEFELD Werner, GUNN Richard et PSYCHOPEDIS Kosmas (éd.), 1992c, *Open Marxism vol. 2: Theory and Practice*, Londres: Pluto Press, p. 145-169.

HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol (éd.), 1978a, *State and capital: a Marxist debate*, Londres: E. Arnold, 220 p.

HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol, 1978b, « Introduction: Towards a Material Theory of the State », dans HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol (éd.), 1978a, *State and capital: a Marxist debate*, Londres: E. Arnold, p. 1-31.

HOLLOWAY John et PICCIOTTO Sol, 1991 (1977), « Capital, Crisis and the State », dans CLARKE Simon (éd.), 1991a, *The State Debate*, Londres: Macmillan, p. 109-156, publié originalement dans *Capital and Class*, n° 2.

HOXHA Enver, 1980, *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme*, Tirana : Éditions 8 Nëntori, 303p.

JESSOP Bob, 2002, *The future of the capitalist state*, Malden: Polity, 330 p.

JESSOP Bob (dir.), 2001a, *Regulation theory and the crisis of capitalism*, Cheltenham et Northampton: Edward Elgar, 5 vol., 2832 p.

JESSOP Bob, 2001b, « State theory, regulation, and autopoiesis: debates and controverses », *Capital and Class*, n° 75, p. 83-92.

JESSOP Bob, 1990, *State theory: putting states in their place*, Cambridge: Polity Press, 413 p.

JESSOP Bob, 1982, *The Capitalistic State: Marxists Theories and Methods*, New York: New York University Press, 296 p.

KAUTSKY Karl, *Die Zeue Ziet*, vol. 32, n° 2, 11 septembre 1914 et vol. 33, n° 1, 30 avril 1915.

LEE Frederic S., 2001, « Conference of Socialist Economics and the emergence of heterodox economics in post-war Britain », *Capital & Class*, n° 75, p. 15-39.

LÉNINE Vladimir I., 1974 (1921), *À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine*, dans *Œuvres* tome 32, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 67-109.

LÉNINE Vladimir I., 1974 (1920), *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski*, dans *Œuvres* tome 32, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 11-35.

LÉNINE Vladimir I., 1976 (1919), *De l'État*, dans *Œuvres* tome 29, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 474-493.

LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917a), *L'État et la Révolution: La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 413-531.

LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917b), *Les Débuts du Bonapartisme*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 240-244.

LÉNINE Vladimir I., 1976 (1917c), *De quelle classe viennent et « viendront » les Cavaignac?*, dans *Œuvres* tome 25, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 93-98.

LÉNINE Vladimir I., 1976 (1916), *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres* tome 22, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 201-327.

LÉNINE Vladimir I., 1977 (1913a), *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, dans *Œuvres* tome 19, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 13-18.

LÉNINE Vladimir I., 1977 (1913b), *La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe (Note)*, dans *Œuvres* tome 19, Paris: Éditions Sociales et Moscou: Éditions du Progrès, p. 117-123.

LÉVESQUE Benoît, BOURQUE Gilles L. et FORGUES Éric, 1997, « Renouveau de la sociologie économique de la langue française: originalité et diversité des approches », les *Cahiers du CRISES*, Collection étude théoriques, no ET9701, 49 p.

MANDEL Ernest, 1978, *Critique de l'eurocommunisme*, Paris : Maspero, 319 p.

MANN Michael, 2001, « Globalisation Is (Among Other Things) Transnational, International, and American », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 464-469.

MARX Karl, 1976 (1894), *Le Capital - Livre 3: Le procès d'ensemble de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, 872 p.

MARX Karl, 1975 (1871), *La Guerre civile en France*, Paris: Éditions sociales, 127 p.

MARX Karl, 1976 (1867), *Le Capital - Livre 1: Le Développement de la production capitaliste*, Paris: Éditions Sociales, 762 p.

MARX Karl, 1978 (1859), « Préface à la Critique de l'Économie politique », dans MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, p. 183-187.

MARX Karl, 1969 (1851), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris: Éditions sociales, 156 p.

MARX Karl, 1978 (1847), « Travail Salarié et Capital », dans MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, p. 60-92.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1978, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du Progrès, 831 p.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1976 (1848), *Manifeste du Parti Communiste*, Paris: Éditions sociales, 96 p.

MILIBAND Ralph, 1973, « Poulantzas and the Capitalist State », *New Left Review*, première série, n° 82, p. 83-92.

MILIBAND Ralph, 1970, « The Capitalist State: Reply to Nicos Poulantzas », *New Left Review*, première série, n° 59, p. 53-60.

MILIBAND Ralph, 1969, *The state in capitalist society*, Londres: Weidenfeld and Nicolson, 292 p.

MILLS C. Wright, 1977 (1959), *L'Imagination sociologique*, Paris: Maspero, 229 p.

MOORE Jason W., 2001, « Capital, Territory, and Hegemony Over The *Longue Durée* », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 476-483.

MOSLEY Hugh, 1982, « Capital and the State: West German Neo-Orthodox State Theory », *Review of Radical Political Economics*, vol. 14, no. 1, p. 24-32.

MULLER Wolfgang et NEUSSUS Christel, 1970, « Die Sozialstaatsillusion und der Widerspruch von Lohnarbeit und Kapital », *SOPO*, p. 4-67.

PANITCH Leo, 2000, « The new imperial state », *New Left Review*, deuxième série, n° 2, p. 5-20.

PASHUKANIS Eugene, 1970 (1923), *La théorie générale du droit et le marxisme*, Paris: Études et documentation internationales, 176 p.

POULANTZAS Nicos, 1980 (posthume), « Le déplacement des procédures de légitimation », *Le Nouvel Ordre intérieur*, Université de Vincennes, Alain Moreau.

POULANTZAS Nicos, 1980 (posthume), « Research Note on the State and Society », *International Social Science Journal*, vol. 32, p. 600-608.

POULANTZAS Nicos, 1980, *Repères: Hier et aujourd'hui : Textes sur l'État*, Paris : Maspero, 182 p. (reprise posthume de textes déjà publiés).

POULANTZAS Nicos, 1979, Entrevue à *Argumentes*, novembre.

POULANTZAS Nicos, 1979, « El estatismo autoritario », entrevue, *El Viejo Topo*, n° 35, août.

POULANTZAS Nicos, 1979, *De Groene Amsterdammer*, entrevue avec N. Poulantzas, 27 juin.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Articuler le discours théorique et l'analyse des faits concrets », dans *Vincennes ou le désir d'apprendre*, Alain Moreau.

POULANTZAS Nicos, 1979, « The political Crisis and the Crisis of the State », dans FREISER J. W. (dir.), *Critical Sociology : European Perspectives*, New York : Halsted Press.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Changer le Pc », compte rendu, *Le monde des livres*, mars.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Des réponses difficiles à trouver », entrevue à *Rinascita* avec Marco Diani, octobre 1979; reproduit dans *Kommounisti Theoria Kai Politiki*, janvier-février 1980; traduction française dans BUCI-GLUCKSMANN (dir.), *La Gauche, le pouvoir, le socialisme : hommage a Nicos Poulantzas*, Paris : PUF, 1983.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Y a-t-il une crise du marxisme? », *Journal de l'émigration grecque*.

POULANTZAS Nicos, 1979, « La crise des partis », *Le Monde diplomatique*, septembre.

POULANTZAS Nicos, 1979, « L'État, les mouvements sociaux, le Parti », *Dialectiques*, n° 28.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Es geht darum, mit der stalinistischen Tradition au brechen ! », *Prokla*, n° 37.

POULANTZAS Nicos, 1979, « Political Parties and the Crisis of Marxism », *Socialist Review* et *Marxism Today*; reproduit dans POULANTZAS Nicos, 1980 (posthume), *Repères*, Paris : Maspero, 1980 : « Vers un eurocommunisme problématique ».

POULANTZAS Nicos, 1979, « No hay que identificar socialdemocracia y partido socialista », *El Pais*, entrevue de Françoise Sabbah.

POULANTZAS Nicos, 1978, « L'État, le pouvoir, le socialisme, un débat », *Faire*, n° 29, mars.

POULANTZAS Nicos, 1978, « L'apport des intellectuels », *Le Monde*, 29-30 octobre.

POULANTZAS Nicos, 1978, « L'identité de l'intellectuel », *Ta Nea*, 16 août.

POULANTZAS Nicos, 1978, « Les théoriciens doivent revenir sur terre », *Les Nouvelles littéraires*, entrevue de Gilles Anquetil, 26 juin.

POULANTZAS Nicos, 1978, « Towards a Democratic Socialism », *New Left Review*, première série, n° 103, p. 75-87.

POULANTZAS Nicos, 1978, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 300 p.

POULANTZAS Nicos, 1977, « Partis politiques et classes sociales face à l'Europe », *Pouvoirs*, Revues d'Études constitutionnelles et politiques, n° 2. Édition spéciale : *Le Parlement européen*, PUF, p. 109-118.

POULANTZAS Nicos, 1977, « Le socialisme, oui ! Mais avec quelle stratégie? », *Ta Nea*, 28, 29, 30 novembre.

POULANTZAS Nicos, 1977, « L'État, c'est qui ? », *Politique-Hebdo*, n°265.

POULANTZAS Nicos, 1977, « L'État, le pouvoir et nous », *Dialectiques*, n° 17.

POULANTZAS Nicos, 1977, « L'État et la transition au socialisme », entretien avec Henri WEBER, *Critique communiste*, n° 16, juin.

POULANTZAS Nicos, 1977, « How Does the European Left view today the structure of the State? », *To Vima*, 20 mars.

POULANTZAS Nicos, 1977, « Crise du capitalisme, crise de la société, crise de l'État: un débat », *La Nouvelle Critique*, n° 101, février, p. 5-11.

POULANTZAS Nicos, 1977, « The ideological Fronts must be Widened », entrevue non publiée reprise dans *Diabazo*, no 27 en janvier 1980, p. 44-53.

POULANTZAS Nicos, 1977, « The new Petty Bourgeoisie », dans HUNT Allan (éd.), *Class and class structure*, Londres: Lawrence and Wishart, p. 113-124.

POULANTZAS Nicos, 1977, « La Gauche et l'État », *Le Monde*, mars.

POULANTZAS Nicos, 1977, « L'intelligentsia et le pouvoir », *Le Nouvel Observateur*, 30 mai.

POULANTZAS Nicos, 1977, « La crise de l'État », un débat dans *Repères*, n° 39.

POULANTZAS Nicos, 1976, « La crise de l'État », entrevue, *France Nouvelle*, novembre.

POULANTZAS Nicos, 1976, « La crise de l'État », entretien avec Henri Weber, *Critique Communiste*.

POULANTZAS Nicos (dir.), 1976, *La crise de l'État*, Paris : PUF, 348 p.

POULANTZAS Nicos, 1976, « Les transformations actuelles de l'État, la crise politique et la crise de l'État » dans POULANTZAS Nicos (dir.), *La crise de l'État*, Paris : PUF.

POULANTZAS Nicos, 1976, « Sur les problèmes actuels de la recherche marxiste sur l'État » (en grec), *Angi*, 13 novembre.

POULANTZAS Nicos, 1976, « À propos de quelques questions concernant l'Union Soviétique », *Angi*, 19 octobre.

POULANTZAS Nicos, 1976, « Entre la social-démocratie et le césarisme sociale » (en grec), *Politique Hebdo*, n° 8, XI.

POULANTZAS Nicos, 1976, « L'État du Capital », *Dialectique*, n° 13.

POULANTZAS Nicos, 1976, « L'establishment et la culture populaire en Grèce » (en grec), *Ta Nea*, 3 et 5 avril.

POULANTZAS Nicos, 1976, « L'alliance démocratique et l'État autoritaire », *BHMA*, Paris.

POULANTZAS Nicos, 1976, « À propos de l'impacte populaire du fascisme », dans MACCIOCCHI M *Éléments pour une analyse du fascisme*, vol. 1, Paris : Union générale d'éditions, p. 88-107.

POULANTZAS Nicos, 1976, « The Capitalist State: A reply to Miliband and Laclau », *New Left Review*, première série, n° 95, p.63-83.

POULANTZAS Nicos, 1975, « Notes sur le régime des colonels » (en grec), *Anti*, n° 10.

POULANTZAS Nicos, 1975, « La crise du pouvoir en Grèce » (en grec), *Anti*, n°s 24, 26 et 27.

POULANTZAS Nicos, 1975, « Les rapprochements entre la droite et la junte » (en grec), *Ta Nea*, 8 et 9 septembre.

POULANTZAS Nicos, 1975, *La crise des dictatures*, Paris : Maspero, 137 p.

POULANTZAS Nicos, 1974, « Couche moyenne et idéologie : réponse à Denis Duclos », *L'Humanité*, 18 octobre.

POULANTZAS Nicos, 1974, « Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui », entretien à *Libération*, 26 avril.

POULANTZAS Nicos, 1974, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris : Seuil, 364 p.

POULANTZAS Nicos, 1974, « Lettre ouverte à "Critique de l'Économie Politique" », *Critique de l'Économie Politique*, n° 15, p. 136-141.

POULANTZAS Nicos, 1973, « Klassenkampf und Repression. Einige Hauptzüge des kapitalistischen Staates », *Kursbuch*, n° 31, mai, p. 129-136.

POULANTZAS Nicos, 1973, « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation », *Les Temps Modernes*, n° 319, p. 1456-1500.

POULANTZAS Nicos, 1973, « Note à propos du totalitarisme », *Tel Quel*, n° 53, p. 74-81.

POULANTZAS Nicos, 1972, « Les classes sociales », *L'Homme et la Société*, p. 24-25.

POULANTZAS Nicos, 1972, « Préface », dans LINDENBERG Daniel, *L'Internationale communiste et l'école de classe*, Paris: Maspero, p. 7-16.

POULANTZAS Nicos, 1971, « Das Problem des kapitalistischen Staates », *Kritische Justiz*, IV, p. 201-209.

POULANTZAS Nicos, 1970, « Préface », dans EUDES Dominique, *Les Kapetanios*, Paris : Fayard, p. VII-VIII.

POULANTZAS NICOS, 1974 (1970), *Fascisme et Dictature*, Paris: Seuil/Maspero, 374 p.

POULANTZAS Nicos, 1970, « Sur l'État dans la société capitaliste », *Politique Aujourd'hui*, mars, p. 65-76.

POULANTZAS Nicos (sous le pseudonyme de Skyrianos), 1970, « Sur la question des alliances » (en grec), *Agonas*, juin.

POULANTZAS Nicos, 1969, « The Problem of the Capitalist State », *New Left Review*, première série, n° 58, p. 67-78.

POULANTZAS Nicos, 1975 (1968), *Pouvoir politique et classes sociales*, 2 vol., Paris: Maspero.

POULANTZAS Nicos, 1968, « Brèves remarques sur l'objet du *Capital* », dans FAY Victor (éd.), *En partant du "Capital"*, Paris : Antropos, p. 235-247.

POULANTZAS Nicos, 1967, « Les formes politiques du coup d'État militaire » (en grec), *Poreia*, [repris dans *Politis*, n° 29, 1979].

POULANTZAS Nicos, 1967, « Marxist Political Theory in Great Britain », *New Left Review*, première série, n° 43, p. 57-78.

POULANTZAS Nicos, 1967, « À propos de la théorie marxiste du droit », *Archives de philosophie du droit*, n° 12, p. 145-162.

POULANTZAS Nicos, 1966, « La dialectique hégélienne-marxiste et la logique juridique moderne », *Archives de philosophie du droit*, n° 11, p. 149-158.

POULANTZAS Nicos, 1966, « Sur la conception marxiste de l'État », *Seconde Semaine de la pensée contemporaine*, *Marxismos kai episteme*, Athènes : Themelio, p. 329-338.

POULANTZAS Nicos, 1966, « Les classes et l'État » (en grec), *Seconde Semaine de la pensée contemporaine*, *Marxismos kai episteme*, Athènes : Themelio, p. 329-338.

POULANTZAS Nicos, 1966, « La théorie politique marxiste en Grande-Bretagne », *Les Temps Modernes*, n° 238, p. 1683-1707.

POULANTZAS Nicos, 1966, « Vers une théorie marxiste », *Les Temps Modernes*, n° 240, p. 1952-1982.

POULANTZAS Nicos, 1965, « La critique de la raison dialectique de J-P Sartre et le droit », *Archives de philosophie du droit*, n° 10, p. 83-106.

POULANTZAS Nicos, 1965, *Nature des choses et droit : essai sur la dialectique du fait et de la valeur*, Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 364 p.

POULANTZAS Nicos, 1965, « Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'État », *Les Temps Modernes*, p. 862-896, 1048-1069.

POULANTZAS Nicos, 1964, « L'examen marxiste de l'État et du droit actuels et la question de l'alternative », *Les Temps Modernes*, vol. 20, n° 219-220, p. 274-303.

POULANTZAS Nicos, 1964, « Dialectique et Nature des Choses », *Annales de la Faculté de Droit de Toulouse*, vol. 12 (i), p. 247 et suiv.

POULANTZAS Nicos, 1963, « Notes sur la phénoménologie et l'existentialisme juridiques », *Archives de philosophie du droit*, n° 8, p. 213-235.

POULANTZAS Nicos, 1962, *La renaissance du droit naturel en Allemagne après la seconde guerre mondiale*, Polycopié, Paris.

POULANTZAS Nicos, 1981 (1961), « Histoire et éthique » (en grec), *Anti*, 28 août.

ROBINSON William I., 2001a, « Social Theory and Globalization: The Rise of a Transnational State », *Theory and Society*, vol. 30, n° 2, p. 157-200.

ROBINSON William I., 2001b, « Global Capitalism and Nation-State-Centric Thinking – What We Don't See When We Do See Nation-States: Response to Critics », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 500-508.

ROBINSON William I. et HARRIS Jerry, 2000, « Towards a Global Ruling Class? Globalization and the Transnational Capitalist Class », *Science and Society*, vol. 64, n° 1, p. 11- 55.

SARTORI Giovanni, 1994, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n° 1, p. 19-36.

SCHUMPETER Joseph A., 1994 (1942), *Capitalism, Socialism, and Democracy*, Londres: Routledge, 437 p.

SKLAIR Leslie, 2001, *The transnational capitalist class*. Oxford, Blackwell, 335 p.

SMELSER Neil J. et SWEDBERG Richard (éd.), 2005a, *The handbook of economic sociology*, Princeton: Princeton University Press et New York: Russell Sage Foundation, 736 p.

SMELSER Neil J. et SWEDBERG Richard, 2005b, « Introducing economic sociology », dans SMELSER Neil J. et SWEDBERG Richard (éd.), 2005a, *The handbook of*

economic sociology, Princeton: Princeton University Press et New York: Russell Sage Foundation, p. 3-25.

STALINE Joseph V., 1980, *Œuvres Choisies*, Tirana: Éditions 8 Nëntori, 666 p.

STALINE Joseph V., 1980 (1938), « Le matérialisme Dialectique et le Matérialisme Historique », dans *Œuvres Choisies*, Tirana: Éditions 8 Nëntori, p. 480-510.

SWEEZY Paul M., 1942, *The theory of capitalist development*, New York: Monthly Review Press.

VAN DER PIJIL Kees, 2001, « Globalisation or Class Society in Transition? », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 492-500.

WADE R. et VENEROSO F., 1998, « The Asian Crisis: The high Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex », *New Left Review*, n° 228, p. 3-23.

WENT Robert, 2001, « Globalization: Toward a transnational state? A skeptical note », *Science and Society*, vol. 65, n° 4, p. 484-491.

WETHERLY Paul, 2008, « Can Capitalists Use the State to Serve Their General Interests? », dans WETHERLY Paul, BARROW Clyde W. et BURNHAM Peter (éd.), *Class, power and the state in capitalist society: essays on Ralph Miliband*, Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, p. 109-131.

WETHERLY Paul, BARROW Clyde W. et BURNHAM Peter (éd.), 2008, *Class, power and the state in capitalist society: essays on Ralph Miliband*, Basingstoke et New York: Palgrave Macmillan, 260 p.

WOOD Ellen Meiksins, 2006, « Logics of Power: A Conversation with David Harvey », *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 9-34.

WOOD Ellen Meiksins, 2005 (2003), *Empire of capital*, Londres: Verso, 182 p.

« La Cour supérieure permet à Abitibi-Bowater de suspendre ses contributions au régime de pension déficitaire », *Le Marxiste-Léniniste*, 2009, n° 110, www.pccml.ca, consulté le 11 juin 2009.